

**UNIVERSITE ABDERRAHMANE MIRA DE BEJAIA.**

**FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES, COMMERCIALES ET DES  
SCIENCES DE GESTION.**

**Département des Sciences Commerciales**

**Mémoire de fin de Cycle**

**Pour l'obtention du diplôme de Master en Sciences Commerciales**

**Option : Finance et Commerce International**

**Thème**

***Les déterminants d'attractivité des investissements  
directs étrangers en Algérie. Enquête auprès de  
quelques entreprises étrangères.***

**Réalisé par :**

**1- M<sup>r</sup> SMAIL Nassim**

**2- M<sup>r</sup> YETTOU Walid**

**Encadreur :**

**- M<sup>lle</sup> ZIANI Zoulikha**

**Devant le jury composé de :**

Mme HADJI Hassiba : Présidente

Mlle ALILAT Amel : Examinatrice

Mlle ZIANI Zoulikha : Encadreur

**Promotion 2016-2017**



*Remerciements*

## *Remerciement*

*Tout d'abord nous tenons à remercier Dieu, le tout puissant, de nous avoir guidé dans la réalisation de notre travail.*

*Nous tenons à exprimer notre profonde gratitude et nos sincères remerciements à notre encadreur mademoiselle ZIANI, de nous avoir encadré, encouragé et guidé tout au long de ce travail, ainsi nous remercions les membres de jury.*

*Des remerciements destinés aux entrepreneurs qui ont accepté de collaborer et de répondre soigneusement à notre questionnaire, plus particulièrement à monsieur, KACI Lahlou, Hocine sense,*

*Enfin, une pensée à tous nos anciens enseignants, ainsi toute personne qu'a contribué de près ou de loin à la concrétisation de notre travail.*

*Nassim, S & walid, Y*



# *Dédicaces*

# Dédicaces

*Je dédie ce travail à :*

*Mes parents qui m'ont été toujours une source d'aide et  
d'inspiration ;*

*Une pensée à mes grands-parents et oncles, que Dieu leur  
accorde sa miséricorde ;*

*Mes petites sœurs Nesrine, Ikram et Widad, mes cousins et  
cousines et à toute la famille ;*

*A ceux qui m'ont aidé tout au long de ma vie, ainsi à la  
réalisation de ce travail en particulier ;*

*A mes chers amis et à tous ceux qui me sont chers.*

*Nassim-S*

# Dédicaces

*Je dédie ce modeste travail :*

*A mes chers parents qui m'ont toujours soutenu, encouragé et*

*Donné la force d'aller au bout de ce parcours.*

*A la mémoire de mes grands-parents que la paix soi avec eux,*

*Je dédié également à mes deux chers sœurs Thilleli et Lilia qui*

*m'ont aidé à surmonter bien des obstacles.*

*Sans oublier mon binôme Nassim et toute sa famille, son esprit*

*d'équipe qui nous a aidé pour bien mener notre modeste*

*Travail.*

*Sans oublier tous mes amis et surtout à ma chers, Kahina qui à été  
toujours a mes coté Tout au long de l'année avec ses encouragements*

*inlassable.*

*A tous ceux qui me connaissent et qui ont contribué de près ou de*

*loin à la réalisation de ce mémoire.*

*Walid.Y*



*Les abréviations*

## Liste des Abréviations

**ANDI** : Agence Nationale de Développement de l'Investissement.

**ANIMA** : Réseau Euro-méditerranéen des agences de promotion des Investissements  
Dans la méditerranée.

**ANIREF** : Agence Nationale d'Intermédiation et de Régulation Foncière.

**APSSI** : Agence de Promotion, de Soutien et de Suivi de l'Investissement.

**BCIA** : Banque Commerciale et Industrie de l'Algérie.

**BM** : Banque Mondiale.

**C E** : Création d'Entreprise

**C T** : Commerce Transfrontalier

**CEE** : Communauté Economique Européenne

**CNI** : Conseil National de l'Investissement.

**CNUCED** : Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement.

**CMC** : Conseil de la Monnaie et de Crédit.

**DD** : Droit de Douane.

**DGI** : Direction Générale de l'Investissement.

**DIPP** : Division Internationale de Processus de Production.

**EPA** : Etablissement Public Administratif.

**E C** : Exécution des Contrats

**EPE** : Entreprises Publiques Economiques.

**F&A** : Fusion / Acquisition.

**FAI** : Fond d'Appui à l'Investissement.

**FMI** : Fond Monétaire International

**FMN** : Firme Multinationale.

**FTN**: Firme Transnationale.

**GATT**: General Agreement on Tariffs and Trade.

**GU** : Guichet Unique.

**GUD** : Guichet Unique Décentralisé.

**IBP** : International Budget Partnership.

**IBS** : Impôt sur les Bénéfices des Sociétés.

**IDE** : Investissement Direct Etranger.

**IPAIE** : Indicateur du Potentiel d'Attractivité en termes d'Investissement Entrants.

**IPC** : Indice de Perception de la Corruption.

**IRG** : Impôt sur le Revenu Global LFC :

Loi de Finance Complémentaire.

**MIPI** : Ministre de l'Industrie et de la Promotion des Investissements.

**OCDE** : Organisation de Coopération et de Développement Economique.

**ONU** : Organisation des Nations Unies.

**O P C** : Obtention d'un Permis de Construire

**O P** : Obtention de Prêts

**OMC** : Organisation Mondiale du Commerce.

**PAS** : Plan d'Ajustement Structurel.

**P I M** : Protection des Investisseurs Minoritaires

**P T I** : Paiement des Taxes et Impôts

**PECO** : Pays de l'Europe Centrale et Orientale

**PD** : Pays Développés.

**PIB** : Produit Intérieur Brut.

**PME** : Petite Moyenne Entreprise.

**PVD** : Pays en Voie de Développement.

**SMIG** : Salaire Minimum

**R E** : Raccordement à l'Electricité

**R I** : Règlement de l'Insolvabilité

**TP** : Transfert de **P**ropriété

**TAP** : Taxe sur l'Activité **p**rofessionnelle.

**UE** : Union **E**uropéenne.

**VALYD**: **V**alorisation des **H**ydrocarbures



# *Sommaire*

# Sommaire

---

<i>Remerciements</i> .....	
<i>Dedicaces</i> .....	
<i>La liste des abréviations IDE</i> .....	
<i>Sommaire</i> .....	
<i>Introduction générale</i> .....	1
<i>Chapitre I : Le cadre conceptuel des IDE</i> .....	5
<i>Introduction :</i> .....	5
<i>I : Généralités sur l'IDE.</i> .....	5
<i>II : Evolution des IDE dans le monde</i> .....	14
<i>III : Les déterminants d'attractivité des IDE dans le monde</i> .....	24
<i>Conclusion:</i> .....	34
<i>Chapitre II : Les IDE et l'attractivité en Algérie</i> .....	35
<i>Introduction :</i> .....	35
<i>I : Evolution de l'investissement direct étranger en Algérie</i> .....	35
<i>II : L'attractivité et la promotion de l'investissement</i> .....	47
<i>III : Les atouts et obstacles des IDE en Algérie</i> .....	59
<i>Conclusion:</i> .....	70
<i>Chapitre III : Essai d'analyse des déterminants de l'attractivité des IDE en Algérie.</i>	
<i>Enquete auprès de quelques entreprises étrangères</i> .....	71
<i>Introduction :</i> .....	71
<i>I : Présentation de l'enquete de terrain</i> .....	71
<i>II : Présentation et analyse des résultats de l'enquête auprès des entreprises</i> .....	74
<i>Conclusion:</i> .....	94
<i>Conclusion générale</i> .....	96
<i>Bibliographie</i> .....	
<i>Liste des illustrations</i> .....	
<i>Annexes</i> .....	
<i>Table des matières</i> .....	
<i>Résumé</i> .....	



*Introduction générale*

# Introduction générale

---

## Introduction générale

Le développement des relations économiques internationales et l'amplification des échanges commerciaux et des investissements, ont induit l'intégration de la majorité des pays dans le processus de la mondialisation. L'internationalisation des entreprises est devenue alors impératif.

L'un des aspects par lequel se manifeste cette internationalisation, est la mobilité cosmopolite des firmes et l'expansion de l'investissement direct étranger (IDE), qui est sans conteste l'investissement international le plus convoité ; et dont les acteurs principaux sont les firmes multinationales (FMN). Cela tient premièrement à une de ses caractéristiques, celle de s'inscrire dans le temps : c'est-à-dire sa stabilité et sa durabilité par rapport aux autres formes d'internationalisation. Deuxièmement aux effets bénéfiques qu'il engendre pour l'entreprise elle-même et aux pays d'accueils puisque il optimise sa performance économique, rétablie son équilibre financier et augmente sa compétitivité internationale. Troisièmement l'IDE apparait la plupart des temps comme un vecteur de transfert de richesses de connaissances et de technologies.

Néanmoins à côté de ces effets positifs, l'investissement étranger peut être à l'origine de certains effets négatifs qui concernent essentiellement, le recul des entreprises nationales à cause de la concurrence rude et les coûts supportés par les pays d'accueils, du fait du rapatriement des bénéfices.<sup>1</sup>

La localisation des FMN se fait selon, une sélection de pays potentiels en fonction d'une série de facteurs, qui reposent essentiellement sur la taille et le taux de croissance du marché, le système de communication et de télécommunication, la disponibilité en ressources humaines qualifiées et l'existence d'un tissu d'entreprises locales performantes. Ainsi la rentabilité évaluée des projets, qui se base sur un arbitrage entre les facteurs d'attractivités, et des risques économiques et politiques que présentent les pays d'accueils envisagés ; pour cela l'attraction des pays développés est très forte.

La vision des pays en voie de développement (PVD), envers les IDE s'est substantiellement évoluée au fil des années<sup>2</sup>. Au lendemain de l'indépendance, les IDE étaient mal perçus par ces pays qui les considéraient comme une menace sur la souveraineté

---

<sup>1</sup> KACI CHAOUCH T : Les facteurs d'attractivité des Investissements Directs Etrangers en Algérie : Aperçu comparatif aux pays du Maghreb. Mémoire de magister en Sciences Economiques Option : Monnaie-Finance-Banque. Université de TIZI-OUZOU, 2012.

<sup>2</sup> ARROUCHE N : Essai d'analyse de la politique de soutien aux exportations hors hydrocarbures en Algérie : contraintes et résultats. Mémoire de Magister en Sciences Economiques, option : Économie et Finance Internationales, Université Mouloud MAMMERI de Tizi-Ouzou, 2014

## Introduction générale

---

nationale, les firmes multinationales (FMN) étaient soupçonnées de vouloir une domination économique et même politique sur les pays hôtes. Donc la répartition des IDE est très inégalitaire seuls les pays de la triade Japon, Union Européen et les Etats Unis concentrent  $\frac{3}{4}$  des flux mondiaux des IDE. Bien que cette situation tende à évoluer en faveur des PVD<sup>3</sup>.

Les mouvements de libéralisation, de globalisation et d'internationalisation et surtout la phase de transition de la majorité des pays vers une économie de marché, depuis les années 90, ont totalement changé l'attitude des PVD envers les IDE. Aujourd'hui nous assistons à une véritable chasse à ce type d'investissement, et à une concurrence rude entre les PVD, qui se ruent d'une façon coriace dans la diversification de leurs économies, en vue de mettre en valeur les déterminants susceptibles d'attirer le plus d'investisseurs étrangers, et bénéficier ainsi de tous ses avantages.

La notion d'attractivité des territoires, s'accroche alors aux qualifications d'un pays à attirer et de préserver les capitaux étrangers pour une période plus au moins longue, par la création de conditions avantageuses aux IDE, en leur offrant un climat d'affaire opportun.

La conscience de l'Algérie des avantages qu'offre l'investissement étranger, leur a conduit à la réalisation d'un ensemble de réformes, et de transiter d'une économie planifiée à celle du marché, grâce aux PAS imposé par le FMI. Ce qui a favorisé son ouverture sur le marché international, et l'établissement de l'équilibre macro-économique, en vue d'améliorer la croissance et de développer le secteur privé.

L'Algérie suivait sa politique d'ouverture, par la promulgation de différentes lois encourageantes et relatives à l'investissement privée et étranger. Citant le code d'investissement de 1993, l'ordonnance de 2001, ordonnance de 2006...etc. dans l'objectif de séduire les FMN, les autorités ont pris des mesures attrayantes à l'investissement étranger, qui est considéré comme préoccupation de l'Etat et un pilier de la croissance économique. Les résultats des facilitations entreprises par l'Algérie, ont commencé à apparaître dans les années 2000, ou on a constaté un flux croissant d'IDE entrants, qu'ils soient des pays développés ou en développement, et une diversification progressive des secteurs d'activité. Cette tendance croissante, est relative aux efforts déployés en vue d'attirer d'avantage l'IDE.<sup>4</sup>

En s'engageant dans le processus d'intégration régionale avec l'UE, ayant objectif de création d'une zone de libre-échange, la signature de conventions bilatérales et multilatérales,

---

<sup>3</sup>BEKHAL, M, mémoire magister, les IDE en Algérie essai d'évaluation empirique de son impact sur la croissance économique entre 1990 et 2010, université d'Oran, 2013.

<sup>4</sup> Hind Ouguenoue. La politique de promotion et d'attraction de l'investissement en Algérie. Economies et\_nances. Université de la Sorbonne nouvelle - Paris III, 2014. Français.

# Introduction générale

---

ainsi les efforts d'adhésion à l'OMC, sont des démarches suivies pour offrir un maximum de garanties aux investisseurs étrangers.

La crise actuelle algérienne, suit à la chute des prix des hydrocarbures, nous à inciter à débattre ce thème, qui est d'une grande importance et un issu pour sortir de cette crise, ceci nous a conduit à traiter et comprendre :

Dès lors, l'objectif que nous assignons à notre présent travail consiste à tenter d'étudier les principaux déterminants de l'IDE en Algérie. Dans ce sens, un certain nombre de questions mérite réflexion à savoir :

- Quelle sont les principales phases d'évolution d'IDE en Algérie, et les réformes entreprises dans le but de promouvoir l'investissement étranger ?
- Quels sont les atouts et les contraintes encourageant et entravant l'attractivité de l'Algérie ?
- Comment juge-t-on l'avenir des affaires en Algérie et quelles sont les solutions en vigueur pour une meilleure attraction ?

Pour tenter de répondre à ces interrogations, nous baserons notre réflexion sur les hypothèses suivantes :

H1 : Le déficit d'image représente l'obstacle majeur qui entrave le développement de l'IDE en Algérie.

H2 : Avec les réformes engagées, le climat des affaires devrait être favorable à l'attraction de l'IDE.

Pour mener à bien notre travail nous avons eu recours à la consultation de différents fonds documentaires : ouvrages disponibles au niveau de la bibliothèque universitaire de Bejaia, revues, textes et lois réglementaires relatifs à l'investissement, des colloques, et en consultant les rapports des différents organismes internationaux, ainsi des mémoires et thèses. De plus nous avons réalisé une enquête de terrain, auprès des entreprises étrangères exerçants en Algérie, dans l'objectif de donner plus de crédibilité à notre travail.

En fonction des données disponibles, nous avons structuré notre travail en trois chapitres, présentés comme suit :

Le premier chapitre, basé essentiellement sur la recherche bibliographique, porte sur : le cadre conceptuel de l'IDE. Dans ce chapitre, nous essayerons de définir quelques notions

# Introduction générale

---

théoriques relatives à l'IDE, d'analyser l'évolution de l'IDE dans le monde et enfin d'exposer les différents déterminants des investissements étrangers.

Le deuxième chapitre a trait à une tentative d'analyse de l'évolution de l'IDE en Algérie. Dans un premier temps, nous tenterons de retracer l'évolution de l'IDE en Algérie. Nous essayerons également, de faire le point sur les réformes entreprises. Une deuxième section étudiera, l'attractivité, ses principales approches, ses mesures ainsi les institutions chargées de la promotion de l'IDE. Enfin, Dans la troisième section, nous nous attacherons à présenter les principaux atouts et obstacles qui entravent le développement de l'IDE en Algérie.

Dans le troisième chapitre, nous allons tenter de mener une enquête auprès des firmes multinationales en identifiant les principaux déterminants et les principales difficultés auxquels sont exposées.



*Chapitre I : Le cadre conceptuel  
des IDE*

# Chapitre I : Le cadre conceptuel des IDE

---

## CHAPITRE 01 : LE CADRE CONCEPTUEL DES IDE

### Introduction

De nos jours avec une mondialisation très accentuée, l'IDE à travers ses différentes formes, constitue sans doute l'un des aspects les plus convoités dans le processus d'internationalisation des firmes, qui ne cesse de développer à un rythme phénoménal depuis les années 80. Les entreprises choisissent cette forme, pour rendre leurs activités cosmopolites, pour cela plusieurs auteurs ont essayé d'expliquer les raisons qui poussent les firmes à devenir multinationales, plutôt que de rester sur le marché domestique. Grâce aux effets positifs et bénéfiques, sur le pays d'accueil et d'origine, les IDE sont considérés comme indispensable à la croissance économique des pays d'accueils, un vecteur de transfert de technologies et de connaissance. En dépit de tous ses avantages, une série d'effets négatifs est provoquée par ce type d'investissement.

Aujourd'hui, nous assistons à une véritable chasse et une concurrence rude entre les PED, en vue d'attirer ce type d'investissement, qui était perçu par ces même pays comme une menace et une dominance des pays développés. Les IDE ont été en évolution depuis la fin de la première guerre mondiale, selon la CNUCED ils ont atteint un sommet en 2000 avec 1400 milliards de \$, en 2007 les flux d'IDE ont réalisé plus de 1833 milliards de \$, ce chiffre détient le record jamais réalisé. Différents facteurs déterminent la destination des IDE, des facteurs économiques, sociaux et institutionnels, pour cela, les pays visent à améliorer leurs attractivités afin de capter de plus en plus de capitaux étrangers.

Ce chapitre a pour objet de retracer l'évolution des IDE dans le monde. Dans la première section, il sera question de présenter quelques notions théoriques relatives à l'IDE. La seconde section sera consacrée à l'analyse de l'évolution de l'IDE dans le monde. Et enfin, la dernière section portera sur les déterminants d'attractivité des IDE.

### I.GENERALITES SUR L'IDE

Pour une meilleure présentation, il est impératif de connaître les notions de base relatives à l'IDE, sa définition, ses principales formes, ses structures ainsi, nous présenterons des généralités sur les FMN qui sont considérées comme principal vecteur d'IDE

# Chapitre I : Le cadre conceptuel des IDE

---

## 1. Définitions des concepts

Face à l'évolutivité, la complexité et la difficulté de la notion IDE, plusieurs définitions ont été attribuées à ce concept au fil du temps, en passant d'une définition traditionnelle qui consiste à un transfert de capitaux à une plus moderne, qui prend en considération plusieurs paramètres.

On retient quelques définitions, celles du FMI et l'OCDE qui sont les plus crédibles et les plus retenues et celles des autres organismes.

### 1.1. Définition de l'investissement direct à l'étranger selon l'OCDE

L'IDE se définit comme toute personne physique, publique ou privée ayant ou non une personnalité morale, tout gouvernement, tout groupe de personnes physiques liées entre eux, est un investisseur direct étranger, s'il possède lui-même une entreprise d'investissement direct. C'est-à-dire une filiale, une société affiliée faisant des opérations dans un pays autre que celui de résidence.<sup>5</sup>

La définition la plus contemporaine, consiste que L'IDE est une activité par laquelle un investisseur résidant dans un pays obtient un intérêt durable, et une influence significative, dans la gestion d'une entité résidante dans un autre pays. Cette opération peut consister à créer une entreprise entièrement nouvelle (investissement de création) ou, plus généralement, à modifier le statut de propriété des entreprises existantes (par le biais de fusions et d'acquisitions). Sont également définis comme des investissements directs étrangers d'autres types de transactions financières entre des entreprises apparentées, notamment le réinvestissement des bénéfices de l'entreprise ayant obtenu l'IDE, ou d'autres transferts en capital. Ces derniers incluent notamment les prêts accordés par une maison mère à sa filiale implantée à l'étranger.<sup>6</sup>

### 1.2. Définition d'IDE selon le fonds monétaire international (FMI)

L'IDE est investissement international impliquant une relation à long terme, entre des entreprises résidentes dans un pays donné, dit d'origine (on l'appelle investisseur direct) et d'autres entités résidentes dans une autre économie dit pays d'accueil (on l'appelle entreprise d'investissement direct), dans le but d'acquérir un intérêt durable et d'exercer une influence

---

<sup>5</sup>OCDE. « Performances des filiales étrangères dans les pays de l'OCDE », Paris 1994.p15

<sup>6</sup>.OCDE, définition de référence des investissements directs internationaux, 4<sup>ème</sup> édition, 2008, Paris, P45

# Chapitre I : Le cadre conceptuel des IDE

---

significative, par la détention d'un pouvoir de décision effective dans la gestion de l'entreprise. Ce dernier apparaît, dès l'obtention de l'investisseur direct d'au moins 10% du capital de l'entreprise en question. Contrairement aux investissements du portefeuille qui constituent de simples placements financiers.<sup>7</sup>

## 1.3. Définition de l'IDE selon l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC)

Le fait qu'un investisseur, basé dans un pays donné dit d'origine, acquiert des actifs dans un autre pays dit économie d'accueil, dans l'intention d'exercer une influence significative et de détenir le pouvoir de gestion.<sup>8</sup> Ou la détention d'au moins 10% du capital social de l'entreprise de l'économie d'accueil.

## 1.4. Définition de l'IDE selon la CNUCED

La Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement (CNUCED) a adopté la définition suivante : Un IDE est l'opération par laquelle un résidant d'un pays obtient un intérêt durable et une influence significative dans la gestion d'une entreprise résidente dans un autre pays. De façon concrète, cet intérêt durable...se traduit par une prise de contrôle d'une entreprise étrangère à hauteur d'au moins 10% de son capital.

## 1.5. Définition selon la banque mondiale BM

La Banque Mondiale définit l'investissement direct étranger comme : «l'acquisition d'un intérêt durable dans la gestion de l'entreprise. L'investissement direct étranger suppose l'intention de détenir un actif pendant quelques années et la volonté d'exercer une influence sur la gestion de cet actif ». L'investissement étranger en portefeuille quant à lui, correspond au reste des investissements étrangers.

## 1.6. Selon l'INSEE

Les IDE sont, "des investissements qu'une unité institutionnelle résidente d'une économie effectue dans le but d'acquérir un intérêt durable dans une unité institutionnelle résidente d'une autre économie et d'exercer, dans le cadre d'une relation à long terme, une influence significative sur sa gestion.

---

<sup>7</sup>Tersen.D et bricourt J-L. (1996). « Investissement international ». Armand colin. Op cit.p5

<sup>8</sup> Bellon, B, Gouala, R (1998), « investissements directs étranger et développement industriel méditerranéen », édition ECONOMICA, paris, P17.

# Chapitre I : Le cadre conceptuel des IDE

---

## 2. Les différentes formes d'IDE

L'évolutivité et l'intensification d'IDE dans le monde, ont induit une diversification de leurs formes en s'adaptent aux libéralisations économiques, les dérèglementations financières et les nouveaux progrès technologiques. Pour cela, une multitude de formes se présentent. Tel que la création de filiales, la joint-venture, fusion & acquisition et les nouvelles formes d'IDE.

Parmi les modalités d'implantation à l'étranger, on distingue :

### 2.1. La création de filiales

Elle consiste à l'implantation d'une unité de production ou d'une usine à l'étranger, possédée à 100% par la maison mère. Elle peut revêtir plusieurs formes allant de l'unité d'assemblage jusqu'à l'usine intégrée, chef de file d'autres unités. Jusqu'au 1970 l'investissement Greenfield constitue la forme la plus convoitée, les IDE été dominés par la création de filiales ex nihilo<sup>9</sup>.

### 2.2. Les fusions et acquisitions

Les termes fusion-acquisition sont différents et ne signifient pas la même chose. Les fusions désignent les opérations de croissance externe, où une entreprise procède à une fusion, où s'unir avec une autre entreprise non résidente dans le but de créer une nouvelle société en coordonnant leurs activités pour la réalisation d'un but commun (synergie commerciale).<sup>10</sup>

D'autre part, l'acquisition se définit par le rachat d'au moins 50% des actions émises par une autre entité étrangère, de ce fait devenir actionnaire majoritaire permettant de prendre le contrôle de cette dernière. Cette forme d'extension à l'étranger est la plus réputée de nos jours, car c'est le moyen le plus rapide pour pénétrer un marché étranger.

La fusion acquisition peut prendre différentes formes :

- F/A Horizontale : elles sont des opérations qui combinent deux compagnies exerçant dans le même secteur d'activité.
- F/A verticales : sont des opérations qui lient des sociétés issues des processus successifs liés à la même industrie, ils font référence généralement à des organismes ayant ce rapport (fournisseur – client).

---

<sup>9</sup>Amelon. J., A, cardebat J.M : les nouveaux défis de l'internationalisation, 1ere Edition, paris, 2010, P16.

<sup>10</sup>Ben Abdallah M A : Les fusions-acquisitions : Vue d'ensemble et impact sur la performance (cas ESTB). Université Tunis El Manar - Maitrise en Finance 2009 IN : <http://www.memoireonline.com>

## Chapitre I : Le cadre conceptuel des IDE

---

- F/A conglomérées : se produisent entre des compagnies opérantes dans des domaines complètement différents, considérées souvent comme une conséquence des stratégies de diversification.<sup>11</sup>

En réalisant une opération de F/A, l'investisseur espère de nouveaux effets positifs.

- Renforcement de la position concurrentielle.
- Un délai de réaction réduit.
- Réduction des différents coûts.

### 2.3. Les joint-ventures

Elles ont été développées vers les années 70 entre les pays du nord et les PVD. Il s'agit d'une coopération internationale, on peut l'appeler aussi une coentreprise, c'est-à-dire qu'au moins deux investisseurs (entreprises) décident de s'associer dans une société en commun en créant une synergie, il s'agit alors de la création d'une entreprise mixte tout en détenant le capital, dans les proportions voisines de (50/50 à 40/60)<sup>12</sup>.

### 2.4. Autres formes d'IDE ou les nouvelles formes d'IDE

De nouvelles formes d'IDE se sont apparues en possédant des caractéristiques communes, celles de garder le contrôle de gestion par les entreprises sur leurs filiales, et de maintenir leurs activités à l'étranger.

Ces formes d'IDE rencontrent des entraves en termes de coûts, instabilité des pays ... etc. Donc les entreprises cherchent à minimiser leurs engagements financiers en s'associant avec des entités résidentes hors territoire national. Tout en faisant appel à<sup>13</sup> :

#### 2.4.1. Les licences et les franchises

La licence consiste à accorder définitivement ou temporairement un droit exclusif ou non, de fabrication ou de commercialisation, à une firme étrangère. Ce droit peut toucher les brevets, procédés, un savoir ou une technique pour la production en contrepartie d'un paiement d'une redevance à la société cédante de licence<sup>14</sup>.

---

<sup>11</sup> Mouhamed amine, B. Mémoire en ligne les fusions-acquisition-vue d'ensemble et impact sur la performance cas ESTB2, univ elmanar, Tunis, 2009, P20

<sup>12</sup> Dictionnaire d'économie et de sciences sociales, Editions Nathan, 4<sup>ème</sup> édition mise à jour, 1998.

<sup>13</sup> OECD (2002), "L'investissement direct étranger au service du développement : Optimiser les avantages, minimiser les coûts", Paris, p.45.

<sup>14</sup> Dictionnaire d'économie et de sciences sociales, Editions Nathan, 4<sup>ème</sup> édition mise à jour, 1998.

## Chapitre I : Le cadre conceptuel des IDE

---

Par contre, la franchise est un contrat également connu sous les substantifs de franchisage ou de franchising, c'est une technique par laquelle une entreprise, appelée «le franchiseur, habituellement important, qui dispose d'une certaine notoriété (marque), d'un certain savoir-faire (know-how), concède l'usage de sa marque ou communique son savoir-faire à des entreprises existantes, dans les lieux où elle envisage son implantation... Ces entreprises ou franchisés lui paient des redevances»<sup>15</sup>.

### 2.4.2. La sous-traitance

Elle se définit comme une opération par laquelle une entreprise délègue à une autre société souvent à des PME tout ou une partie du processus de production c'est-à-dire un partage de la production. Les avantages qu'offre cette forme sont :

- Profiter des coûts réduits et le savoir-faire de chaque pays.
- Répartir les différents risques de production ...

### 2.4.3. La Succursale

La succursale est comme le bureau de représentation, une forme d'implantation directe sur un marché étranger, qui ne dispose pas de personnalité juridique et fiscale propre. Ce service annexe et décentralisé de l'entreprise exportatrice permet d'assurer une présence permanente ou temporaire sur le marché. Les fonctions assumées sont généralement les mêmes que celles d'une filiale. Elles sont à la fois commerciales et logistiques et destinées à assister une structure de vente existante comme la prospection, la gestion des actions opérationnelles, la prise de commandes et éventuellement la vente et son suivi (facturation, livraison, recouvrement des factures ...), l'information sur le marché<sup>16</sup>

### 2.4.4. Le partenariat

C'est un système d'association entre différents partenaires économiques afin d'atteindre 6 objectifs communs<sup>17</sup> :

- Renforcer la situation financière.
- L'innovation et l'amélioration des techniques de recherche.
- Développer et acquérir de nouveaux savoirs faire.

---

<sup>15</sup>Tersen D, Bricout J L : Investissement international, Edition Armand Collin, Paris 2010.

<sup>16</sup>Amelon. J., A, cardebat J.M : les nouveaux défis de l'internationalisation, 1ere Edition, paris, 2010.

<sup>17</sup> Idem

# Chapitre I : Le cadre conceptuel des IDE

- Intégrer d'autres compétences en matière de management tout en comprenant la culture des autres entreprises.
- Répondre aux exigences de la clientèle.
- Renforcer la taille du marché domestique en améliorant sa compétitivité.

## 2.4.5. Les investissements de portefeuille

Sont les acquisitions d'actions ou d'obligations, qui ne dépassent pas les 10% du capital d'une entreprise donnée hors du territoire national, en vue de faire des placements à court terme et rentables, sans la volonté de gérer ou de prendre le contrôle.

**Tableau 1 : Comparaison entre IDE et investissement du portefeuille**

IDE	Investissement du portefeuille
<ul style="list-style-type: none"><li>- Réaliser des gains et la possibilité de les réinvestir</li><li>- Investissement à long terme</li><li>- A pour objectif de contrôler et de gérer</li><li>- Peut consister à la création d'une nouvelle filiale</li><li>- On dit que c'est un IDE toute acquisition supérieure ou égale à 10%</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Réaliser des gains</li><li>- des investissements à court terme</li><li>- Exercer des placements rentables sans la volonté de gérer ou de contrôler</li><li>- Consiste aux acquisitions des actions et obligations qui sont inférieures à 10% du capital social d'une entreprise étrangère.</li><li>- peut être aussi sous forme de placements financiers</li></ul>

Source : établi par nous même à partir des définitions des deux concepts.

## 3. Les structures de l'IDE

On peut distinguer deux types de structure des IDE qui sont, la structure horizontale et verticale.

### 3.1. La structure horizontale

L'IDE est horizontal lorsqu'une entreprise reproduit en dehors du territoire domestique la même activité qu'elle développe dans son pays d'origine.

Ce type d'investissement est motivé par la recherche de nouveaux marchés potentiels. Il intervient lorsque l'accès à certains marchés est difficile à cause des barrières commerciales ou les différents couts élevés.

# Chapitre I : Le cadre conceptuel des IDE

---

## 3.2. La structure verticale

L'externalisation de l'activité nationale, dont le but de cette stratégie désigne le transfert de l'activité nationale vers l'étranger pour bénéficier des avantages qui sont offerts à l'international en matière de couts des facteurs ; cette migration se caractérise par l'implantation des filiales spécialisées allant de la production vers la distribution.

Cette stratégie a pour objectif la réduction au minimum le cout de production, donc les différences de dotation des facteurs et les avantages comparatifs sont décisifs dans le choix de la localisation. On peut citer parmi ces facteurs : le coût de transport et de télécommunication, participation à l'intégration régionale, le cout de la main-d'œuvre...etc. Autrement dit, les FMN visent à fragmenter le processus de production, c'est-à-dire localiser chaque fonction de l'entreprise dans les pays offrant les meilleures conditions de production.

## 4. Les FMN principaux vecteurs des IDE

Le processus de la mondialisation et l'ouverture des marchés ont boosté la démarche d'internationalisation des entreprises, qui se faisait au début par l'exportation ensuite par les IDE, qui ont vu un essor sans précédent au milieu des années 80. Les FMN constituent le moteur de ces investissements étrangers, par ces différentes formes<sup>18</sup>.

### 4.1. Définition des FMN

La CNUCED définit une firme multinationale comme une firme qui contrôle au moins une filiale basée à l'étranger ; est considérée comme une filiale, une entreprise dont la maison mère détient au moins 10% du capital<sup>19</sup>.

Selon l'ONU 1973 : Elle définit comme FMN toute entreprise, ou société mère dont le chiffre d'affaire est d'au moins 500 millions de Dollars, réalisant plus de 25% de ses productions et échange avec des filiales implantées dans au moins six pays.

Pour Josette Peyrard une firme multinationale est un ensemble de sociétés de différentes nationalités, juridiquement autonomes, contrôlées par une société mère ou société holding.

---

<sup>18</sup> Meier.O, Schier.G : Entreprises multinationales ».Edition DUNOD, Paris, 2005, P55.

<sup>19</sup> Josette Peyrard. Gestion financière internationale. Librairie Vuibert .Paris. 1999. p 351

## Chapitre I : Le cadre conceptuel des IDE

---

**Tableau 2 : Les 10 plus grandes FMN dans le monde en 2015.**

Rang	Entreprise	Nationalité	Secteur	Chiffre d'affaire en 2015 en Mds/ \$
1	Walmart	USA	Commerce de détail	482.130
2	State Gricorporation	China	Electricité	329.601
3	CHINA National Petroleum	China	Pétrole	299.271
4	Sinopec Group	China	Pétrole	294.344
5	Royal Dutch Shell	Holland	Pétrole	272.156
6	Exxon Mobil	USA	Pétrole	246.204
7	Volkswagen	Allemagne	Automobile	236.600
8	Toyota Motor	Japon	Automobile	236.592
9	Apple	USA	Electronique	233.715
10	BP	Royaume-Uni	Pétrole	225.982

Source : Global 500.

En 2015, le chiffre d'affaire cumulé des 500 plus grandes entreprises mondiales s'établissant, à 27600 Milliards de Dollars, soit 11,6% de moins qu'en 2014. Leurs profits chutent également de 11,8% sur un an pour atteindre 1500 Milliards de Dollars.

L'effondrement des prix de pétrole sera l'une des principales causes de cette baisse de résultat, vu que les plus grandes firmes sont des firmes pétrolières.

## Chapitre I : Le cadre conceptuel des IDE

**Tableau 3** : La logique d'IDE, que suivent les FMN selon leurs motivations et les principaux déterminants économiques de chaque motivation.

Motivation des firmes	Principaux déterminants économiques	Logique d'IDE
recherche de marches	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Taille du marché et revenue par habitant</li> <li>- Croissance du marché</li> <li>- Accès aux marchés régionaux et mondiaux</li> <li>- Préférence des consommateurs locaux</li> <li>- Structure des marchés</li> </ul>	IDE de pénétration
Recherche de ressources/actifs	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Matière première</li> <li>- Main-d'œuvre non qualifiée, bon marché</li> <li>- Main d'œuvre qualifiée</li> <li>- Actifs technologiques innovants et autres actifs créés (exemple : la marque...)</li> <li>- Infrastructure physique (port, aéroport, route, télécommunication)</li> </ul>	IDE de délocalisation
Recherche de gains d'efficacité	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Coût de ressources et des actifs, ajusté la productivité de la main-d'œuvre</li> <li>- Autres coûts d'intrants, tels que les coûts de transport et de communication au sein du pays d'accueil ainsi d'autres biens intermédiaires</li> <li>- Participation à un accord d'intégration régionale propice à l'établissement de réseaux régionaux d'activité</li> </ul>	

Source : établi à partir des données de la CNUCED, World investment report 1998, trends and determinants, tableau IV.1, page 91

## II. EVOLUTION DES IDE DANS LE MONDE

La notion de l'investissement étranger n'est pas contemporaine, au contraire c'est un phénomène qui remonte au début du 20<sup>ème</sup> siècle. L'importance de cet investissement est accrue depuis les années 80, pour atteindre des records cycliques. On peut répartir le développement des IDE dans le monde sur 3 périodes historiques. Cette répartition est faite selon, les principaux changements dans l'économie mondiale. Plusieurs étapes ont marqué l'évolution de l'investissement direct étranger nous citons :

# Chapitre I : Le cadre conceptuel des IDE

## 1. Les principales périodes de l'évolution de l'IDE

Les principales périodes qui ont marqué l'évolution de l'IDE sont les suivantes :

### 1.1. La période 1914-1995

Durant cette période allant de 1914 jusqu'à 1938, l'Angleterre était en situation de suprématie. La Grande Bretagne était leader d'investissement direct étranger grâce à une épargne abondante, une place financière stable et un réseau bancaire international dynamique. Quant aux USA qui occupaient la 2<sup>ème</sup> place, leurs IDE étaient orientés vers les activités de distribution afin d'accroître les ventes à l'étranger, essentiellement dans les pays voisins. Plus que la moitié des investissements étaient destinés vers les PVD

**Tableau 4 : Stock d'IDE dans le monde, entre 1914 et 1995.**

<i>Pays d'origine</i>	<i>1914</i>	<i>1938</i>	<i>1960</i>	<i>1975</i>	<i>1985</i>	<i>1995</i>
Total (milliards de \$)	14,3	26,4	63,1	275,4	707,8	2 879,4
dont en % :	100	100	100	100	100	100
Royaume-Uni	45,5	39,8	17,1	13,1	14,2	10,6
États-Unis	18,5	27,7	52,0	44,0	35,5	24,3
Japon	0,1	2,8	0,8	5,7	6,2	8,3
Allemagne	10,5	1,3	1,3	6,5	8,5	9,0
France	12,2	9,5	6,5	3,8	5,2	7,2
Autres pays développés	13,2	18,9	21,2	24,5	25,8	31,6
Pays en développement	0	0	1,1	2,3	4,6	8,8
Économies planifiées	0	0	0	0,1	0	0,2
Pays d'accueil	100	100	100	100	100	100
Pays développés	37,2	34,3	67,3	75,1	77,1	71,3
Pays en développement	62,8	65,7	32,7	24,9	22,9	28,7

Source : D, Tersen, « l'investissement international », édition, Arnaud Collin, Paris, 1996.

En espace de deux décennies, allant de 1938 à 1960, le poids des PED dans le stock mondial des IDE reçus est divisé par deux, en passant de 65,7% à 28,7%. Ce repli a été très marqué en Amérique latine et en Asie où les entrées des IDE ont chuté respectivement de 30,8% et 25% à 15,6% et 7,9%. Ainsi, la plupart des PED étaient affectés par cette perte

# Chapitre I : Le cadre conceptuel des IDE

---

d'attractivité, et leur part globale dans l'accueil des IDE ne cessera de décroître jusqu'à la fin de la décennie 80. En revanche, la part des pays développés commence à croître passant de 34,3 à 71,3. Soit une augmentation de 37%. Cette croissance est due principalement à la conjoncture économique favorable grâce à l'augmentation des prix des hydrocarbures durant cette période.

## 1.2. L'explosion des investissements directs étrangers à partir des années 1980

Les investissements directs étrangers sont considérés comme un des principaux vecteurs de la globalisation des économies. Les flux d'IDE ont évolué beaucoup plus vite que les flux commerciaux. Les pays industrialisés sont les principaux investisseurs et principaux pays d'accueil de capitaux. Leurs parts représentaient 95%, du stock total d'investissement à l'étranger, dans les années 80, et 90% dans la décennie suivante<sup>20</sup>.

Depuis le milieu des années 80 jusqu'à la fin des années 90, l'IDE constituait l'élément le plus dynamique dans le processus de mondialisation : le taux de croissance des flux sortants était en moyenne de 25% par an, contre 12% pour les exportations de biens et services, avec une croissance de la production mondiale (PIB) de 1.3%<sup>21</sup>. L'essor qu'ont connu les IDE au cours des années 80 pouvait être expliqué par la forte croissance économique des pays de l'OCDE. Plusieurs facteurs ont été à l'origine de cette forte progression, notamment, la libéralisation qu'a connue le secteur des services, essentiellement au niveau des banques, des assurances et des télécommunications.

---

<sup>20</sup> OCDE. 1994, «Évaluer les conditions d'investissements dans les économies en transition », P13.

<sup>21</sup>BOURI S: Les déterminants de l'investissement direct étranger. Evidence empirique à partir des données panel de la région MENA (1980-2011). *Thèse en vue de l'obtention du doctorat en sciences économiques monétaires et finances LMD Option : « Finance »*

## Chapitre I : Le cadre conceptuel des IDE

**Tableau 5 : Les détenteurs de stocks d'IDE par zone, en 1980 et 1990 (10<sup>9</sup> \$)**

	1980		1990	
	Montant	%	Montant	%
<b>Etat Unis</b>	222	39.6	470	25.4
<b>Europe</b>	254	45.35	956	51.67
<b>dont CEE</b>	212	-	789	-
<b>Japon</b>	27	04.8	230	12.43
<b>Autres P Développés</b>	27	04.8	79	4.27
<b>PED</b>	30	05.3	115	6.21
<b>Total</b>	560	100	1850	100

*Source* : Établi à partir des données de la CNUCED. 1994

D'après les données du tableau, on constate qu'en 1980 les États-Unis ont perdu leur première position des détenteurs d'IDE dans le monde, avec 39.6% en 1980 du total des stocks. En faveur des pays européens avec 45,35% des stocks. Les parts des autres pays développés, le Japon et les PVD restent marginales.

En 1990, la part des USA commence à décroître à seulement 25.4% des stocks, cela est dû la montée des autres pays développés de l'Europe pour atteindre un niveau de 51.67% des stocks et l'évolution des stocks du Japon. La cause principale du recul des USA c'est l'apparition des PECO en Europe et les politiques attractives mises en place par les différents pays.

### **1.3. À partir de 1990 jusqu'à 2001**

Les années 90 ont vu une très forte croissance des investissements directs étrangers dans le monde, en particulier de 1995 à 2000. Cependant, les années 2001 et 2002 ont enregistré une chute tout aussi spectaculaire.

## Chapitre I : Le cadre conceptuel des IDE

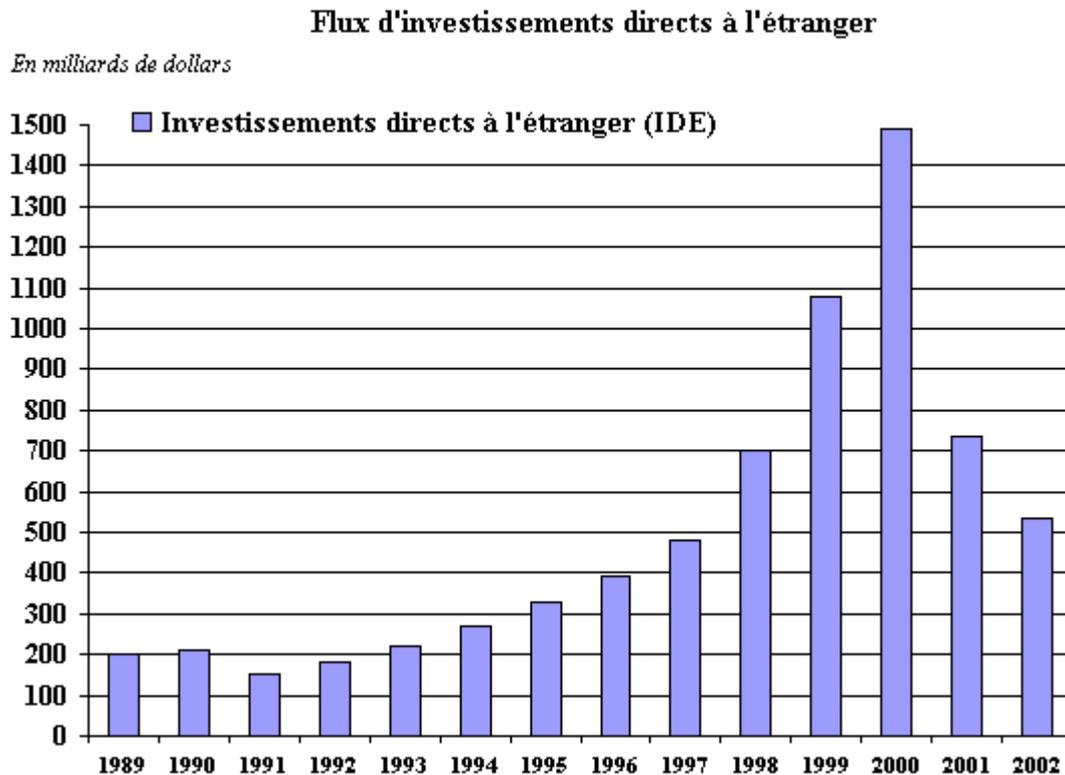
**Tableau 6 : Les taux d'IDE dans « les trois Sud » 1986-2001 (En millions de \$)**

Années	1986	1990	1996	2001
<b>Sud Union européenne</b>	-	-	-	-
Algérie	-	00	13	1196
Egypte	1216	734	740	510
Israël	147	101	2015	3562
Maroc	1	227	400	2808
Tunisie	63	76	370	7242
Turquie	125	684	1100	3352
<b>Sud Japon</b>	-	-	-	-
Chine	1425	2487	42300	
La Corée du sud	325	788	2300	
Indonésie	258	1093	7960	
Malaisie	489	2332	5300	
Thaïlande	261	2444	2400	
<b>Sud Améri que</b>	-	-	-	
Argentine	574	4627	4285	
Brésil	177	989	9500	
Chili	116	590	3140	
Mexique	1160	2549	7535	

*Source* : Établi à partir des données du FMI, 1995 et CNUCED, 1997.

D'après ce tableau, on remarque que les taux d'IDE dans les trois sud ont augmenté d'une manière soutenue de 1986 jusqu'à 1996 ; on constate que, les taux sont répartis inégalement dans les trois sud où le sud Japonais et américain sont plus attractifs aux IDE. La Chine détient la première place avec 42300 millions de dollars en 1996 suivie par le Brésil 9500 puis l'Indonésie 7960 et le Mexique avec 7535 millions de dollars. Les parts du sud européen restent marginales par rapport aux autres sud avec un total 4638 millions de dollars.

Figure 1 : flux d'IDE dans le monde 1989-2002



Source : Rapport sur l'investissement dans le monde 2002, Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), Genève.

D'après la figure, l'IDE a augmenté d'une manière soutenue. En effet, nous constatons un accroissement du montant de l'IDE pendant la période allant de 1989 à 2000. Cela est dû à la phase de transition vers une économie de marché qu'a connue le monde après la chute de l'URSS ; pour atteindre un pic de plus de 1400 milliards de \$ en 2000. Depuis les flux d'IDE ont commencé à décroître à cause des attaques du 11 septembre et celles de Madrid.

### 1.4. Depuis 2001 à nos jours

La hausse sans précédente des IDE dans les années 1990 jusqu'au début des années 2000, depuis cette période le flux de capitaux a vu une baisse pour atteindre 632,6 en 2003 et cela causé par les événements du 11 septembre et le ralentissement de l'activité économique mondiale. En 2004, ils ont repris la croissance pour atteindre un record jamais réalisé avec un montant de 1833,3 milliards de dollars en 2007, dont 68% de ces investissements se dirigeaient vers les pays industrialisés tel que USA, G.B, Canada, France, Pays Bas.

La crise financière de 2008 a causé un repli des flux mondiaux des IDE soit une diminution de 38,7 entre 2008 et 2009 pour atteindre 1040,3 milliards de dollars en 2009,

## Chapitre I : Le cadre conceptuel des IDE

depuis cette date les IDE ont repris l'évolution en 2010 pour atteindre 1240 milliards de dollars soit plus de 5% par rapport à 2009 et ils ont atteint un montant de 1500 milliards de dollars selon la CNUCED. En 2012, 63% du stock mondial d'IDE était investi dans les services soit deux fois le stock investi dans le secteur manufacturier, qui représente à son tour 26% des stocks<sup>22</sup>.

Les entrées mondiales d'IDE ont diminué en 2014 de 16% pour toucher 1230 milliards de dollars, principalement à cause de la fragilité de l'économie mondiale, la réticence des investisseurs et les fortes tensions géopolitiques. En 2014, les fusions & acquisitions internationales ont affiché un fort rebond qui est de 399 milliards de dollars. Le nombre d'opérations d'une valeur supérieure à un milliard de dollars est passé de 168 opérations en 2013 à 223 en 2014.

Selon la CNUCED les entrées mondiales d'IDE devraient augmenter de 11% pour réaliser 1400 milliards de dollars en 2015, 1500 milliards de dollars en 2016 et 1700 milliards de dollars en 2017.

**Tableau 7** : les entrées et sorties d'IDE des 10 premiers pays en 2014 et 2015

Les entrées d'IDE, les 10 premiers pays destinataires, 2014 et 2015 en milliard de \$			Les sorties d'IDE, les 10 premiers pays d'origines, 2014 et 2015 en milliard de \$		
Pays	2014	2015	Pays	2014	2015
Etats-Unis	107	380	Etats-Unis	317	300
Hong-Kong	114	175	Japon	114	129
Chine	129	136	Chine	123	128
Irlande	31	101	Pays-Bas	56	113
Pays-Bas	52	73	Irlande	43	102
Suisse	7	69	Allemagne	106	94
Singapour	68	65	Suisse	3	70
Brésil	73	65	Canada	56	67
Canada	59	49	Hong-Kong	125	55
Inde	35	44	Luxembourg	23	39

Source : CNUCED base de données sur les IDE et les entreprises multinationales 2016

<sup>22</sup> Banque Mondiale. 2013, "Doing Business 2013: Smarter regulations for small and medium size

## Chapitre I : Le cadre conceptuel des IDE

Ce tableau montre clairement la puissance des Etats-Unis et la Chine en matière d'IDE ainsi les principaux autres pays destinataires et originaires des investissements étrangers. Les entrées d'IDE aux USA ont connu une évolution, ou ils occupaient la 3<sup>ème</sup> place en 2014 pour devenir 1<sup>er</sup> en 2015 ; contrairement au recul de la Chine qui occupait la 1<sup>ère</sup> position en 2014, pour se classer en 3<sup>ème</sup> en 2015. En ce qui concerne les sorties d'IDE les Etats-Unis occupent toujours la première place, avec un léger recul par rapport à 2014 ; on constate aussi la montée du Japon en 2<sup>ème</sup> position, cela est causé par son avancée technologique. Son non-apparition entre les pays destinataires est due au manque de foncier industriel à cause de la nature rocheuse et montagneuse du Japon.

**Tableau 8 : Flux d'IDE, par région, 2013-2015**

Region	FDI inflows			FDI outflows		
	2013	2014	2015	2013	2014	2015
<b>World</b>	<b>1 427</b>	<b>1 277</b>	<b>1 762</b>	<b>1 311</b>	<b>1 318</b>	<b>1 474</b>
Developed economies	680	522	962	826	801	1 065
Europe	323	306	504	320	311	576
North America	283	165	429	363	372	367
Developing economies	662	698	765	409	446	378
Africa	52	58	54	16	15	11
Asia	431	468	541	359	398	332
East and South-East Asia	350	383	448	312	365	293
South Asia	36	41	50	2	12	8
West Asia	46	43	42	45	20	31
Latin America and the Caribbean	176	170	168	32	31	33
Oceania	3	2	2	2	1	2
Transition economies	85	56	35	76	72	31
<b>Structurally weak, vulnerable and small economies</b>	<b>52</b>	<b>55</b>	<b>56</b>	<b>14</b>	<b>14</b>	<b>8</b>
LDCs	21	26	35	8	5	3
LLDCs	30	30	24	4	7	4
SIDS	6	7	5	3	2	1
<b>Memorandum: percentage share in world FDI flows</b>						
Developed economies	47.7	40.9	54.6	63.0	60.7	72.3
Europe	22.7	24.0	28.6	24.4	23.6	39.1
North America	19.8	12.9	24.3	27.7	28.2	24.9
Developing economies	46.4	54.7	43.4	31.2	33.8	25.6
Africa	3.7	4.6	3.1	1.2	1.2	0.8
Asia	30.2	36.6	30.7	27.4	30.2	22.5
East and South-East Asia	24.5	30.0	25.4	23.8	27.7	19.9
South Asia	2.5	3.2	2.9	0.2	0.9	0.5
West Asia	3.2	3.4	2.4	3.4	1.5	2.1
Latin America and the Caribbean	12.3	13.3	9.5	2.5	2.4	2.2
Oceania	0.2	0.2	0.1	0.2	0.1	0.1
Transition economies	5.9	4.4	2.0	5.8	5.5	2.1
<b>Structurally weak, vulnerable and small economies</b>	<b>3.6</b>	<b>4.3</b>	<b>3.2</b>	<b>1.1</b>	<b>1.1</b>	<b>0.5</b>
LDCs	1.5	2.1	2.0	0.6	0.4	0.2
LLDCs	2.1	2.3	1.4	0.3	0.5	0.2
SIDS	0.4	0.6	0.3	0.2	0.1	0.1

Source : CNUCED, Rapport sur l'investissement dans le monde 2016

## Chapitre I : Le cadre conceptuel des IDE

---

Les entrées mondiales d'IDE ont augmenté en 2015, mais de grandes disparités sont observables selon les groupes de pays et les régions. La faiblesse des prix des produits de base décourage les investissements étrangers directs en Afrique.

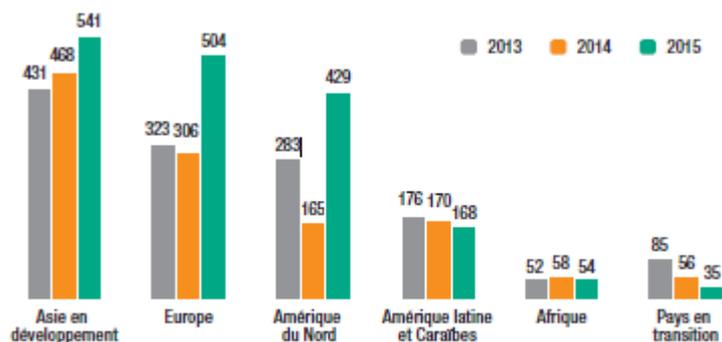
En 2015, les investissements étrangers directs en Afrique ont représenté 54 milliards de dollars, accusant une baisse de 7 % par rapport à l'année précédente. Les entrées d'IDE en Afrique du Nord ont progressé de 9 %, pour s'établir à 12,6 milliards de dollars. Cette augmentation a toutefois été contrebalancée par une diminution des investissements en Afrique subsaharienne, la baisse des prix des produits de base ayant découragé les IDE dans les pays tributaires des ressources naturelles. En Afrique de l'Ouest, les entrées d'IDE ont reculé de 18 %, à 9,9 milliards de dollars, en grande partie en raison d'un effondrement des investissements étrangers au Nigéria.

En Afrique centrale, elles ont chuté de 36 %, à 5,8 milliards de dollars, le Congo et la République démocratique du Congo, tous deux riches en produits de base, ayant attiré nettement moins d'investissements. En Afrique de l'Est, les entrées d'IDE se sont chiffrées à 7,8 milliards de dollars, perdant 2 % par rapport à 2014. Elles ont toutefois atteint un pic de 1,4 milliard de dollars au Kenya, du fait d'un regain d'intérêt et de confiance des investisseurs et d'un marché de la consommation intérieure en plein essor. En Afrique australe, les entrées d'IDE ont progressé de 2 %, à 17,9 milliards de dollars, principalement grâce au montant record de 8,7 milliards de dollars reçu par l'Angola, en grande partie dans le cadre de prêts intragroupes. En raison de la médiocrité des résultats économiques, la faiblesse des prix des produits de base et de la hausse du coût de l'électricité, les investissements étrangers en Afrique du Sud sont tombés à 1,8 milliard de dollars – leur valeur la plus basse en dix ans.

En revanche, l'Asie en développement a reçu dix fois plus d'investissements (541 milliards), avec des pays ayant le vent en poupe comme le Vietnam, le Myanmar (ex-Birmanie) et surtout l'Inde qui se classe au dixième rang mondial des pays receveurs.

## Chapitre I : Le cadre conceptuel des IDE

**Figure 2 : Entrées d'IDE par région, 2013-2015 (En milliards de dollars)**



Source : ©CNUCED, base de données sur les IDE et les entreprises multinationales ([www.unctad.org/iddstatistics](http://www.unctad.org/iddstatistics)).

Par contre, les sorties d'IDE ont diminué dans la plupart des pays en développement et des pays en transition. Cette baisse s'explique par une accumulation de difficultés, dont la diminution des prix des produits de base et la dépréciation des monnaies nationales, ainsi que par les risques géopolitiques. Si les pays en développement et les pays en transition ont généralement vu leurs sorties d'IDE diminuer, la Chine a fait figure d'exception : passé de 123 milliards de dollars à 128 milliards de dollars.

**Figure 3 : flux d'IDE, sortants en millions de \$, 2005-2016.**



Monde Union européenne Etats-Unis

Source : CNUCED, d'après la Définition de référence (BMD4) : Flux financiers d'IDE : principaux agrégats. (<https://data.oecd.org/fr/fdi/flux-d-idi.htm>).

## III. LES DÉTERMINANTS DES IDE DANS LE MONDE

Avant de présenter les différents déterminants de l'IDE, il nous semble utile de présenter les différentes théories explicatives de l'IDE.

### 1. Les théories explicatives des IDE

On ne serait aborder l'étude du problème des IDE, sans se poser deux questions. Qu'est-ce qui poussent les firmes à s'engager dans des opérations à l'étranger, plutôt que de se limiter sur le marché local ? Et une fois les firmes décident d'opérer à l'international quelle forme faut-il suivre ? Répondre à ces deux problématiques, des recherches sont faites afin d'aboutir à une explication de ce phénomène.<sup>23</sup> Dans ce qui suit, nous présenterons les différentes théories explicatives de l'IDE.

#### 1.1. Théorie de cycle de vie d'un produit : Vernon 1966

La théorie du cycle de vie internationale de produit, développée par Vernon remonte aux années soixante, correspondant au contexte dans lequel le leadership économique américain n'était pas encore remis en cause. Vernon avait comme point de départ l'innovation technologique qui permet aux pays leaders de maintenir une avance en matière de technologie. Ainsi, selon lui, le produit vit depuis son lancement, et passe par différentes phases<sup>24</sup> :

##### 1.1.1. La phase de lancement

Elle se caractérise principalement par l'importance des coûts de production et les prix de produits sont importants. Et le volume de vente est aussi faible et ne génère pas de recettes pour l'entreprise. Ainsi, dans cette phase l'entreprise vise principalement son marché domestique.

##### 1.1.2. La phase de la croissance

À ce stade, l'entreprise réalise des économies d'échelle correspondant à l'accroissement de volumes de production, en exportant progressivement dans les pays étrangers, d'où une croissance importante du volume des ventes. L'entreprise possède une large part de marché et réalise des profits importants.

---

<sup>23</sup> Henry. B, « théories de l'investissement direct étranger », édition ECONOMICA, 49, rue héricart, 75015 paris, 1985, P67.

<sup>24</sup>MERCIER-SUISSA C.et BOUVERET-RIVAT C., « L'essentiel des stratégies d'internationalisation de l'entreprise », Gualino Editeur, EJA-Paris, 2000, p. 77.

# Chapitre I : Le cadre conceptuel des IDE

---

## 1.1.3. La phase de maturité

Cette phase se caractérise par des profits très importants que réalise l'entreprise suite à la faiblesse des coûts de production conjugués avec des volumes de vente importants. Cependant, c'est pendant cette même phase que l'entreprise voit ses ventes baisser en raison de la concurrence.

## 1.1.4. La phase de déclin

Dans cette phase l'entreprise voit diminuer les prix de ses produits, ses ventes et ses profits. À ce stade L'entreprise innovatrice qui avait mis au point le produit peut soit : améliorer le produit (R et D pour créer un produit plus avancé technologiquement qui va prendre le relais) ou délocaliser sa production dans les pays où par exemple la main d'œuvre est moins chère.

## 1.2. La théorie de l'arbitrage financier

L'arbitrage est le processus par lequel les actifs financiers sont achetés à un prix plus bas pour les vendre à un prix plus élevé sur un autre marché. D'une autre manière, les capitaux passent des pays où ils sont abondants, et donc taux d'intérêt plus bas vers les pays où les capitaux sont rares et le taux d'intérêt plus élevé. Cependant, d'un point de vue général, tout investissement sera attiré par des perspectives d'une rémunération supérieure.

## 1.3. La théorie des imperfections des marchés

Un marché imparfait est «un marché dans lequel il existe un déséquilibre entre les entreprises qui possèdent les ressources adéquates, développées ou acquises, et celles qui en sont dépourvues»<sup>25</sup>.

Elle repose sur l'hypothèse de l'imperfection des conditions de la concurrence pour expliquer la mobilité de l'investissement étranger et permet de mieux prendre en compte ces situations réelles rencontrées par les firmes. L'internationalisation du capital permet à la firme grâce à la mondialisation d'éliminer les obstacles qui s'opposent à sa croissance<sup>26</sup>.

En effet, la firme se délocalise vers de nouveaux marchés pour exploiter les avantages technologiques ainsi que pour maximiser son profit ; en ce sens, la multinationalisation

---

<sup>25</sup> Guillaume Shier et Olivier Meir, « Les entreprises multinationales », Dunod, 2005, P 19

<sup>26</sup> Dominique Rider, « Les gagnants et les perdants dans la mondialisation », Economica, 2007, P 14

## Chapitre I : Le cadre conceptuel des IDE

---

apparaît comme un moyen de surmonter les limitations qu'une firme rencontre dans l'oligopole national.

La multinationalisation correspond par conséquent à une situation économique négative, et ce dans la mesure où elle est le seul refuge pour les FTN pour écouler leurs produits, trouver des débouchés et sortir du marasme interne. Mais aussi à une situation économique positive, et ce dans la mesure où la FTN exploite ces atouts et avantages comparatifs dont elle dispose pour réduire ses déficits internes et réaliser plus de profit.

### 1.4. La théorie de l'approche éclectique

Le paradigme éclectique de Dunning constitue la première tentative de synthèse des différents niveaux d'approche de l'internalisation de la firme au sein d'une même approche. L'articulation des avantages propres à chacun des niveaux de l'analyse fournit la modalité selon laquelle ils seront exploités : exportation, vente de licence ou investissement direct étranger. L'ambition de cette approche est de regrouper au sein d'un même système explicatif les différents courants théoriques de l'IDE et de l'internationalisation<sup>27</sup>.

La théorie éclectique est conçue comme une synthèse des théories de l'internationalisation et de la théorie des coûts de transaction qui n'apportent chacune que des explications partielles de la localisation des firmes<sup>28</sup>. Dans cette approche, Dunning s'est inspiré des travaux de Hirsch (1976) relatifs à un arbitrage qu'effectue une firme entre les trois modalités d'exploration du marché étranger : soit l'investissement direct étranger, soit l'exportation ou la vente de licence. En distinguant les différents coûts relatifs à chaque modalité, la simple comparaison entre ces coûts détermine le choix de la modalité la plus rentable pour la firme. L'approche de Hirsch suppose ainsi une information parfaite sur tous les coûts, ce qui ne peut être le cas à l'échelle mondiale compte tenu de la grande asymétrie des coûts et des avantages. En outre, cette approche qui fait partie des modèles statiques (non stratégiques) ne considère que le choix d'une firme isolée et pour qui seul le coût importe dans la décision de localisation.

C'est dans ce cadre d'arbitrage que Dunning (1981) construit un modèle simple à deux pays dans lequel les firmes font le choix entre les trois modalités de pénétration du marché

---

<sup>27</sup> Idem.

<sup>28</sup> BEKIHAL Mohamed : les investissements directs étrangers en Algérie : « Essai d'évaluation empirique de son impact sur la croissance économique entre 1990 et 2010 ». Mémoire de magister en économie Option : Economie internationale. Ecole doctorale d'Economie et de Management. Université d'Oran. P88

# Chapitre I : Le cadre conceptuel des IDE

---

étranger (IDE, Licence ou Exportations). Ce choix s'effectue sur la base des trois types d'avantages, qu'une firme doit posséder pour s'internationaliser, résumé par le paradigme OLI. Il s'agit de :

## 1.4.1. Avantage spécifique O

C'est l'avantage que dispose une entreprise par rapport à ses concurrents, c'est-à-dire la possession par l'entreprise d'actifs corporels ou incorporels susceptibles d'être, exploités de manière rentable et permet de réduire ses coûts et de faire face aux concurrents.

## 1.4.2. Avantage de localisation L

C'est l'existence d'un avantage pour une entreprise d'utiliser ses actifs pour produire dans plusieurs pays étrangers. La création de filiales à l'international ce qu'on appelle la division internationale du processus productif, cela a pour intérêt de profiter des coûts réduits proposés par les pays hôte, ainsi permet de contourner les entraves qui freinent l'activité commerciale tel que :

- Les Quotas à l'exportation ou l'importation.
- Coûts de transport.
- Droits de douane.

## 1.4.3. Avantage d'internationalisation :

C'est le fait qu'une entreprise dispose d'une capacité d'internationalisation dans le but de contourner ou d'éviter les risques liés à la vente de technologie ou ceux liés à l'accord de licence de production à des entreprises qui peuvent copier la technologie et devenir des concurrents ou le risque de ne pas maintenir la réputation sur la qualité ou la marque du produit.

Une implantation à l'étranger par le biais des IDE n'est possible si seulement si la firme réunit simultanément les trois types d'avantages en revanche. S'il n'y a pas l'avantage de localisation, mais seulement un avantage spécifique et un avantage d'internationalisation la firme garde l'exportation comme moyen de pénétration du marché étranger. Dans le cas où l'entreprise ne dispose que d'un avantage spécifique, la cession de licence sera le mode le plus favorable.

# Chapitre I : Le cadre conceptuel des IDE

---

On peut affirmer que les IDE dépendent de certains facteurs déterminants pour procéder à la délocalisation vers d'autres économies. On peut classer ces déterminants dans trois grandes classes, d'ordre économique, sociotechnique et institutionnel.<sup>29</sup>

## 2. Les déterminants de l'IDE

Les déterminants sont présentés ainsi :

### 2.1. Les déterminants d'ordre économique

Les déterminants les plus importants pour l'implantation de l'IDE sont les considérations économiques, qui se manifestent de façon considérable dès qu'un cadre propice à l'IDE est en place. Ainsi distingue-t-on les déterminants qui ont trait aux ressources ou actifs disponibles sur place ; ceux qui sont liés à la taille des marchés de biens et de services ; et ceux liés aux avantages de coût de production<sup>30</sup>.

#### 2.1.1. Le taux de chômage

Un faible taux de chômage peut renseigner sur la hausse rapide des salaires et il peut être aussi conforté à un sureffectif dans l'entreprise locale qu'il rachèterait dans le pays hôte. Quant à un taux de chômage élevé, il renseigne sur la stagnation des activités économiques dans ce pays, peut renseigner aussi sur le niveau peu élevé des salaires.<sup>31</sup>

#### 2.2. La taille du marché et sa croissance

L'un des déterminants les plus importants de l'IDE, elle est généralement mesurée par le PIB par habitant qui influence sur le pouvoir d'achat des individus et alors une forte demande. Ainsi une perspective de croissance rapide de l'économie d'accueil représente une opportunité d'expansion supplémentaire pour l'investisseur étranger.

#### 2.1.3. L'investissement national et le degré d'ouverture

L'ouverture d'une économie à son tour peut aussi influencer la décision d'investissement des multinationales. Ainsi le rachat ou l'alliance avec une entreprise nationale performante donne à l'investisseur.

---

<sup>29</sup>KACI CHAOUCH T : Les facteurs d'attractivité des Investissements Directs Etrangers en Algérie : Aperçu comparatif aux pays du Maghreb. Mémoire de magister en Sciences Economiques Option : Monnaie-Finance-Banque. Université de TIZI-OUZOU, 2012, P37.

<sup>30</sup>Nestor William ESSO : Déterminant et impact de l'investissement direct étranger sur la croissance économique au Cameroun. Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et de Gestion de Jendouba - Maitrise en Economie Bancaire et Financière 2009. In : [www.memoireonline.com/](http://www.memoireonline.com/)

<sup>31</sup>HAFID ILIAS, investissement direct «étranger en Algérie attractivité et opportunités. Revue Maghrébine d'Economie & Management, N°02 Septembre 2015. In : [www.univ-mascara.dz](http://www.univ-mascara.dz)

- Une porte de marché.
- Une capacité de production.
- Un savoir-faire technologique.
- Personnel expérimenté.
- Réseau de distribution.
- Carnet de client ayant des contrats avec cette entreprise.

### **2.1.4. La stabilité macroéconomique**

Le cadre économique à également des implications d'une portée considérable, cela inclus une stabilité macroéconomique et une libéralisation des échanges, cette stabilité garantit une faible inflation, des taux d'intérêt peu élevés et un taux de change stable.

L'inflation pour sa part augmente les coûts de production, et oblige les entreprises à augmenter leurs prix ou à diminuer les marges bénéficiaires. Des taux d'intérêt élevés accroissent le coût du capital. L'instabilité des taux de change accroît le risque de change des entreprises. Une monnaie qui se déprécie diminue quant à elle, d'autant la valeur des bénéfices rapatriés. La libéralisation des échanges permet aux investisseurs étrangers de pénétrer les marchés, d'effectuer une utilisation plus souple des ressources et d'avoir la liberté de prendre leurs propres décisions<sup>32</sup>.

## **2.2. Les déterminants d'ordre technique, socioculturel et naturel**

L'internationalisation des entreprises à travers l'IDE nécessite une étude profonde des pays d'accueils, sur le capital humain, la qualité des infrastructures de base, la disponibilité des ressources naturelles, le développement du secteur bancaire et financier...

### **2.2.1. Le capital humain**

La disponibilité d'une main-d'œuvre que ce soit, qualifiée ou peu qualifiée est considérée comme déterminant de la localisation des IDE. Le cout de la main-d'œuvre est aussi un facteur d'attractivité aux investissements étrangers.

Plusieurs dirigeants de multinationales choisissent leurs destinations d'investir selon ce critère, la différence réside dans le choix d'un pays où la main-d'œuvre est qualifiée, citant l'exemple des firmes de high-tech, et entre le cout réduit de la main-d'œuvre offert par les PVD.

---

<sup>32</sup> Guerid Omar, investissement direct étranger en Algérie : impacts, opportunités et entraves. Revue Recherches économiques et managériales. N°3-juin 2008, P19.

# Chapitre I : Le cadre conceptuel des IDE

---

## 2.2.2. La qualité des infrastructures de base

Une bonne infrastructure que ce soit des équipements en réseau routier, en système télécommunication et aussi l'accès au foncier facilitent la réalisation des opérations de production et de distribution et ont un impact positif sur la localisation des IDE.

## 2.2.3. Accès aux ressources naturelles et aux marchés de proximité et voisins

Chaque région ou pays dispose de dotation naturelle qui influence la productivité et le profit des entreprises. De ce fait, la présence de terre à cultiver, ressources minières, l'accès à la mer ou tout autre avantage naturel explique le choix de localisation des FMN. Notamment, la situation géographique des pays hôtes qui sont proches des marchés potentiels facilitera l'accès aux derniers par voie d'exportation qui peut être coûteuse depuis le pays d'origine.

## 2.2.4. Le niveau de développement financier

Hermes et Lensink (2003), ont fait valoir que le développement du système financier d'un pays d'accueil est une condition importante pour que l'IDE ait un effet positif sur la croissance économique.<sup>33</sup>

Ce développement concerne l'abondance des ressources de financement pour les investissements, la rapidité d'accès au financement et aux crédits, ainsi aux développements du réseau bancaire qui concerne les transferts et ses paiements.

## 3. Les déterminants d'ordre institutionnel

On peut énumérer quelques facteurs institutionnels ou réglementaires qui peuvent avoir une répercussion sur la décision d'investir.

### 3.1. La stabilité politique et sociale

Ce facteur est visé par l'investisseur étranger qui cherche une stabilité politique et sociale c'est-à-dire un pays où tout va bien, pas de guerre, pas d'émeute pour avoir un environnement stable est plus important qu'un marché potentiel pour l'investisseur.<sup>34</sup>

### 3.2. Les incitations fiscales

Leur objectif ultime est de réduire la fiscalité globale sur l'investisseur étranger par plusieurs formes telles que la réduction ou l'exonération de l'impôt sur le bénéfice, sur le

---

<sup>33</sup> ZENASNI S : Déterminants Et Effets Des Investissements Directs Etrangers Sur La Croissance Economique En Algérie : Analyse En Données De Panel. Communication présentée lors du colloque ; Evaluation des effets des programmes d'investissement public 2001-2014 et leurs retombées sur l'emploi, l'investissement et la croissance économique. 11 et 12 mars 2013, université de Sétif.

<sup>34</sup> C.A. Michalet, « la séduction des nations ou comment attirer les investissements » op. cit, page 5

## Chapitre I : Le cadre conceptuel des IDE

---

chiffre d'affaires ou sur la valeur ajoutée, ainsi la réduction des taxes à l'importation et l'exportation.

### 3.3. L'environnement juridique

Consiste à la stabilité du cadre juridique et réglementaire du pays d'accueil aussi à la fiabilité des appareils juridiques, et cela avec l'existence de tribunaux compétents, indépendants, impartiaux et intègres qui donnent de la confiance aux investisseurs. En outre, les modifications itératives des lois et des décrets sont considérées comme des obstacles à l'IDE.

### 3.4. Le climat des affaires

Le climat des affaires d'un pays se détermine à partir de plusieurs paramètres qui peuvent être pris en considération afin d'évaluer l'opportunité d'un climat citant

#### 3.4.1. La bureaucratie

Concerne les frais administratifs et les délais des procédures nécessaires pour l'implantation des IDE dans un pays. Par exemple, les investisseurs doivent s'enregistrer auprès de plusieurs organismes ; la direction du travail, les organismes de sécurité sociale, services d'impôts et de douanes. Cette lourde et coûteuse démarche finit par décourager l'investisseur étranger.

#### 3.4.2. La transparence

Selon l'OMC, consiste à fournir aux investisseurs étrangers des renseignements qui concernent soit les lois régies sur les investisseurs nationaux et/ou toutes informations économiques relatives au fonctionnement de l'économie du pays d'accueil.

#### 3.4.3. La corruption

L'administration est un élément déterminant et influençant le choix d'implantation par les IDE. La corruption, joue contre l'avènement de ce type d'investissement et qui peut être défini par des rétributions versées aux juges et aux parlementaires (aux détenteurs du pouvoir de décision) pour que les lois et les décrets promulgués par les autorités, soient en faveur de ces investisseurs ou ces entreprises afin de garder la puissance et la domination sur le marché, ses entreprises nous pouvons les appeler des lobbies<sup>35</sup>.

---

<sup>35</sup> Nestor William ESSO : Déterminant et impact de l'investissement direct étranger sur la croissance économique au Cameroun. Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et de Gestion de Jendouba - Maîtrise en Economie Bancaire et Financière 2009. In : [www.memoireonline.com/](http://www.memoireonline.com/)

### 4. Les avantages et inconvénients des IDE sur les pays d'accueils et les pays d'origine <sup>36</sup>

L'investissement étranger comme forme d'internationalisation des entreprises représente une opportunité à l'entreprise investisseuse, il lui permet de réaliser des économies d'échelle. Mais ça ne s'arrête pas ici, d'une part l'IDE peut présenter des avantages au pays d'origine de l'entreprise, et au pays hôte d'autre part, l'IDE peut être perçu comme un inconvénient aux pays concernés (d'origine et d'accueil). Dans ce qui suit, nous allons présenter les différents avantages et inconvénients de cette forme d'internationalisation<sup>37</sup>.

#### 4.1. Avantages des IDE sur le pays d'origine

- Augmenter le bien-être et améliorer la production du PIB du pays : par la démarche de rapatriement des bénéfices réalisés à l'étranger.
- Meilleure allocation des ressources : Les IDE permettent de mieux utiliser les fonds, les capitaux et l'épargne excédentaires des pays développés (d'origines).
- Meilleure compétitivité pour les entreprises : La réputation des FMN permet aux entreprises du même pays de suivre la voie de leurs compatriotes.

#### 4.2. Inconvénients des IDE sur le pays d'origine

- Perte d'emploi : Quand les FMN se délocalisent elles procèdent aux fermetures des usines et le licenciement des employés pour aller s'implanter à l'étranger.
- Les inégalités entre travailleurs qualifiés et non qualifiés : Selon les prédictions du modèle HOS, « Les difficultés rencontrées par les travailleurs les moins qualifiés dans les PD sont à l'origine des IDE.
- Effet négatif dans la balance de paiement : À court terme : Les IDE peuvent causés un déficit de la balance de paiement cela et du à la sortie de capitaux.

À long terme : L'effet dépend de la rentabilité et la profitabilité des IDE.

#### Autres inconvénients

- Remise en cause de la supériorité technologique de pays d'origine qui risque d'être rattrapé par les autres pays.

---

<sup>36</sup>Bekihal Mohamed, Essai d'évaluation empirique de son impact sur la croissance économique entre 1990 et 2010 mémoire de magister en économie, Option Economie internationale, université d'oran, 2013.In :<http://theses.univ-oran>

<sup>37</sup>Nestor William ESSO : Déterminant et impact de l'investissement direct étranger sur la croissance économique au Cameroun. Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et de Gestion de Jendouba - Maitrise en Economie Bancaire et Financière 2009.In :[www.memoireonline.com/](http://www.memoireonline.com/)

# Chapitre I : Le cadre conceptuel des IDE

---

- L'évasion fiscale : les FMN ont tendance d'investir et faire des placements à l'étranger, dans les pays à faible taux d'imposition sur les bénéfices IBS.

## 4.3. Avantage des IDE dans les pays Hôtes

- Amélioration des PIB : Les gains réalisés par les IDE vont être partagés entre la FMN et le pays hôte.
- La création de l'emploi : De nouveaux postes d'emplois se créent à chaque avènement d'un IDE.
- Le transfert de technologie : Le contrôle exercé par les FMN en termes de gestion pratique managériale, commercialisation, techniques de production... permet l'amélioration de la qualification des employés du pays d'accueil.
- Source de financement : Les IDE permettent d'exploiter des secteurs d'activité non exploités à cause du manque de l'épargne nationale. Les IDE peuvent être dans ce cas une source de financement.

## 4.4. Inconvénients des IDE sur les pays hôtes

- La domination étrangère : au cas où le pays contient trop d'IDE dans son territoire cela signifie que les firmes nationales sont confrontées à une concurrence rude.
- Influence sur les décisions politiques et économiques majeures.
- Exploitation irrationnelle des matières premières.
- Les gains réalisés par le pays d'accueil peuvent compenser les mesures prises que ce soit fiscales ou douanières offertes pour attirer les IDE.

## Conclusion

D'après ce premier chapitre où on a vu le cadre général des IDE, les évolutions, les avantages et inconvénients causés par ces investissements. On a pu distinguer l'IDE des investissements du portefeuille qui diffèrent dans la notion du contrôle et celle de gestion des sociétés, c'est-à-dire les IDE visent à gérer et contrôler les sociétés à l'étranger, ou ils détiennent plus de 10% de leur capital, à travers différentes formes citant : la F/A, la filiale, joint-venture, partenariat, succursale, licence et franchise, et la sous-traitance. Contrairement à l'investissement de portefeuille qui ne dépasse pas les 10% du capital, sans avoir le désir d'exercer une influence sur l'entreprise, ou de gérer.

On a constaté que les FMN et leurs différentes stratégies constituent le principal moteur des IDE, qui ont stimulé le flux d'investissement étranger dans le monde, où ceci

## Chapitre I : Le cadre conceptuel des IDE

---

prend de l'ampleur ces dernières années, malgré la crise financière de 2008 qui a fait ralentir les activités des multinationales.

On a vu aussi les différents facteurs favorables et déterminants à l'attraction des IDE, que les États assortissent dans l'objectif de simplifier les procédures d'implantation et de créer un climat d'affaires avantageux. La rivalité rude entre les pays, malgré la présence de certains inconvénients liés aux IDE pour les attirer davantage, est due principalement aux avantages innombrables qu'apporte l'investissement étranger, que ce soit pour le pays hôte ou pour le pays d'origine.



*Chapitre II : Les IDE et  
l'attractivité en Algérie*

## Chapitre II : *Les IDE et l'attractivité en Algérie*

---

### CHAPITRE 2 : LES IDE, ET L'ATTRACTIVITÉ EN ALGÉRIE

#### Introduction

L'implantation des IDE dans un territoire est relativement liée à la capacité de ce dernier à les attirer. De ce fait l'attractivité est devenue un impératif à la séduction des pays aux capitaux étrangers. L'Algérie depuis son indépendance attirait les investisseurs exerçant dans le secteur d'hydrocarbures qui représentaient les principaux IDE dans le pays.

Après la phase de transition d'une économie planifiée à celle du marché au début des années 90, grâce aux plans d'ajustements structurels imposés par le FMI ; L'Algérie a instauré des réformes structurelles <sup>38</sup> pour rétablir l'équilibre macro-économique et stimuler le secteur privé, notamment les améliorations des politiques d'attractivité dans le but d'inciter les IDE, à partir des créations de nouvelles institutions, chargées de la promotion aux investissements, des lois facilitantes à investir.

L'investissement étranger a connu une évolution permanente depuis les années 90, cependant cet essor reste marginal, modeste par rapport à la capacité d'attraction et d'investissement du pays, et aux réformes prises pour une diversification de l'économie. Leurs impacts sur l'économie restent ambigus, ainsi l'Algérie reste toujours dépendante des investissements rentiers.

Ce chapitre est composé de 3 sections, traitera l'étude du cadre général des IDE en Algérie. La première section sera consacrée à l'étude de l'évolution des investissements étrangers. Une deuxième section étudiera, l'attractivité, ses principales approches, ses mesures ainsi les institutions chargées de la promotion de l'IDE. Enfin, dans la troisième section, nous nous attacherons à présenter les principaux atouts et obstacles qui entravent le développement de l'IDE.

#### LEVOLUTION DE L'INVESTISSEMENT DIRECT ÉTRANGER EN ALGÉRIE.

Cette section a pour objet de retracer l'évolution des IDE en Algérie, nous essayerons également, de faire le point sur les réformes entreprises ainsi que les différentes tentatives pour encourager l'implantation des IDE en Algérie.

---

<sup>38</sup> Nace-Eddine Sadi, «la privatisation des entreprises publiques en Algérie ; objectifs, modalités et enjeux», OPU, 2006, P 41

## Chapitre II : *Les IDE et l'attractivité en Algérie*

---

### 1. L'évolution des IDE en Algérie et les principales réformes

Les investissements étrangers en Algérie ont suivi une évolution contrastée, deux grandes périodes caractérisent l'évolution des IDE en Algérie : de 1962 à 1994 d'une part et depuis 1995 d'autre part.

#### 1.1. La période d'indépendance jusqu'au début des années 90

La première période (1970-1994) reflète l'importance des IDE dans le secteur des hydrocarbures, suite à la décision prise par l'Algérie en 1971 d'ouvrir cette industrie aux capitaux étrangers ; ceux-ci ont été massivement investis dans le raffinage, l'exploration, la production et le transport du pétrole et du gaz naturel<sup>39</sup>. Durant cette période, plusieurs lois et ordonnances ont été promulguées à savoir :

Le 23 juillet 1963<sup>40</sup>, l'Algérie a promulgué un code destiné essentiellement aux investisseurs étrangers. Son article 3 stipule que «la liberté d'investir est reconnue aux personnes physiques et morales étrangères sous réserve des dispositions d'ordre public et des règles d'établissement». Mais l'article 23 indique aussi que l'IDE devait entrer dans le cadre des objectifs de l'État. Malgré tout cela, l'investissement étranger rencontre des entraves, telles que les lourdeurs administratives, la non-qualification de la main-d'œuvre algérienne, le rapatriement des bénéfices qui se limitait à 50% par an... etc.

Avec l'échec du premier code, les autorités ont promulgué un nouveau en 1966<sup>41</sup>, et à travers l'ordonnance du 15 septembre de la même année qui porte sur le rétablissement d'un climat de confiance et de stabilité capable d'attirer un flux croissant d'investissement, pour réduire le taux de chômage considérable (63% pendant la décennie 60).<sup>42</sup>

Ce flux d'investissement est concentré juste dans le textile, l'industrie alimentaire, industrie sidérurgique, etc. Cela est expliqué par la bureaucratie et le refus de financement par les banques aux investisseurs privés. La nationalisation des hydrocarbures est annoncée le 24 février 1971. L'Algérie prenait le contrôle de la majorité (51%) des sociétés étrangères (principalement françaises) qui opéraient alors sur le sol algérien.

---

<sup>39</sup> Guerid Omar, investissement direct étranger en Algérie : impacts, opportunités et entraves. Revue Recherches économiques et managériales. N°3-juin 2008

<sup>40</sup> Article 23, Loi n°63-277, du 26/07/1963 portant code des investissements, Journal officiel n°53, p.775

<sup>41</sup> Ordonnance n° 75-2 bis du 25 février 1966, JORA n°16/1966.

<sup>42</sup> BENBAYER Habib : Les investissements directs étrangers en Algérie : « Essai d'évaluation empirique de son impact sur la croissance économique entre 1990 et 2010 ». Mémoire de magister en économie. Option : Économie internationale. Université d'ORAN, 2013.

## Chapitre II : *Les IDE et l'attractivité en Algérie*

---

L'ordonnance signée le 11 avril 1971 promulguant la loi fondamentale sur les hydrocarbures, qui représentaient un taux de 97% des recettes d'exportations.<sup>43</sup>

La promulgation de la loi 82-13 du 28 août 1982, relative aux entreprises d'économie mixte, qui porte sur les parts des entreprises étrangères et celles des autorités algériennes on l'appelle la loi 51/49. Qui sera modifiée par la loi n°86-13 qui stimule que plus de 50% d'une société est en faveur des autorités algériennes ainsi la prise de décisions administratives et financières.<sup>44</sup> Cette période des années 80 est caractérisée par : le ralentissement des investissements, les ressources de l'État étaient consacrées à la consommation, plusieurs produits étaient subventionnés par le trésor public et la remise en cause du plan VALYD (valorisation des hydrocarbures) à cause des réticences des différents gouvernements de cette période face à toute intervention étrangère.

La double chute des prix des hydrocarbures et du dollar a provoqué une baisse des recettes budgétaire, pour combler ce déficit, l'Etat a fait recours à l'endettement extérieur qui atteint 30 milliards de dollars à la fin de 1989.<sup>45</sup>

### **1.2. L'investissement étranger depuis la période des réformes à nos jours**

À la fin des années 80, et au début des années 90, sous la pression de fortes tensions sociales et politiques, l'Algérie s'est engagée dans un vaste programme de réformes économique et politique, ces réformes ont pour objectifs d'une transformation profonde de l'économie dirigée à celle du marché, dans le but de la stabilisation macroéconomique, de stimuler et diversifier l'activité économique, ainsi l'attraction des capitaux étrangers<sup>46</sup>.

Parmi ces réformes : la loi sur la monnaie et sur le crédit de 1990, qui porte sur l'importance du capital étranger, dans le développement économique. Cela a conduit à une augmentation du nombre d'investisseurs engagés en 1993 avec un montant de 2667 millions de \$ selon un bilan élaboré par le CMC (conseil de la monnaie et de crédit), contre 1561 millions de \$ en 1990.

---

<sup>43</sup> Bouhou. K, « l'Algérie des réformes économique : un gout d'inachevé », politique étrangère, n°2, p325.

<sup>44</sup> Article 2 et 5, loi n°86-13, modifiant et complétant la loi n°82-13 relative à la constitution et au fonctionnement de la société d'économie mixte, p 116.

<sup>45</sup> Benderra O :ECONOMIE ALGERIENNE 1986 - 1998 : Les réseaux aux commandes de l'État., Extrait de La Méditerranée des réseaux, Marchands, entrepreneurs et migrants entre l'Europe et le Maghreb, sous la Direction de Jocelyne Cesari, Maisonneuve et Larose, Octobre 2002.In : <http://www.algeria-watch.org>

<sup>46</sup> Nace-Eddine Sadi, « la privatisation des entreprises publiques en Algérie ; objectifs, modalités et enjeu », OPU, 2006, P 41

## Chapitre II : *Les IDE et l'attractivité en Algérie*

---

### 1.2.1. Le code de 1993 (décret législatif n°93-12 du 5/10/1993)

L'État a promulgué ce code pour abroger toutes les dispositions régissant les sociétés mixtes, et fixe le régime applicable aux investisseurs privés nationaux ou étrangers, son objectif est la mise à niveau des politiques économiques nationales, ainsi l'encouragement et l'incitation à l'investissement. Il repose sur plusieurs principes : la liberté d'investir dans tous les domaines, la non-discrimination entre investisseur étranger ou national et affirmation des garanties de transfert du capital investi et son bénéfice.<sup>47</sup>

Le renforcement des mesures, par le PAS (plan d'ajustement structurel) en 1994 imposé par le FMI ; a conduit vers une libéralisation générale des règles du marché, en obligeant le système productif et bancaire de fournir plus d'efforts, afin accentuer l'ouverture de l'économie nationale sur l'extérieur et affronter la concurrence. Ce qui a conduit à un montant de 3647 millions de \$ en 2000, selon la CNUCED.

### 1.2.2. L'ordonnance 01-03 du 20 aout 2001

Elle est relative aux garanties et avantages accordés pour les investisseurs, et au développement de l'activité de ces derniers, elle visait aussi, la libéralisation totale des mouvements de capitaux, facilitation et simplification des lourdeurs administratives liées à l'investissement. Cette ordonnance a fait apparaître plusieurs organismes à savoir : L'ANDI, le CNI, le guichet unique et le fond d'appui à l'investissement, ainsi elle a provoqué une hausse des stocks d'IDE pour atteindre 7423 millions de \$ en 2004. Malgré ça, cette évolution reste insuffisante pour rivaliser les pays voisins en termes d'attraction d'IDE, ou l'Algérie représente 41,3% des stocks de la Tunisie et 35,4% de ceux d'Égypte qui occupait la 1<sup>ère</sup> place depuis 1990<sup>48</sup>. En ce qui concerne le flux entrant d'IDE en 2004, l'Algérie occupe la première place au Maghreb avec un montant de 882 millions de \$, devant le Maroc avec 853 millions de \$ et enfin la Tunisie avec 639 millions de \$.

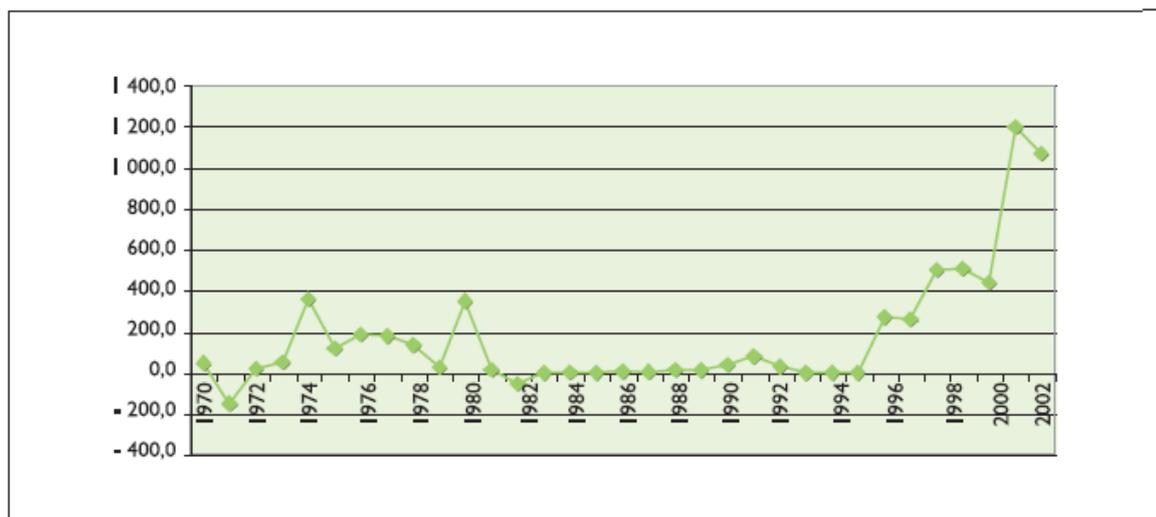
---

<sup>47</sup> Décret législatif n°93-12 du 5/10/1993 relatif à la promotion de l'investissement, P, 3,4.

<sup>48</sup> CNUCED, « examen de la politique d'investissement de l'Algérie », op. cit. p 19-20

## Chapitre II : *Les IDE et l'attractivité en Algérie*

Figure 5 : flux d'IDE entrant en Algérie de 1970 à 2002 en millions de \$.



Source : CNUCED. 2004, « Examen de la politique de l'investissement de l'Algérie »

L'Algérie était peu attractive aux IDE dans les années 70 et 80 où on remarque une absence d'investisseurs étrangers, cela est dû aux politiques protectionnistes entreprises par les autorités. Ce n'est qu'à partir du début des années 90, que le pays a enregistré une profonde mutation. Les IDE commencent à enregistrer une tendance haussière depuis les réformes entreprises par l'Algérie et le PAS imposé par le FMI, pour atteindre son pic en 2001, depuis le flux d'IDE a repris sa chute en 2002, suivant la tendance baissière des flux d'IDE dans le monde causée par les attaques du 11 septembre 2001.

### 1.2.3. L'ordonnance 03-06 du 15/07/2006

Elle est mise en place pour compléter l'ordonnance de 2001, elle vise à réduire les délais d'études des dossiers d'investissement et la délivrance de décision relative aux avantages prévus au titre de réalisation et d'exploitation.

Ces différentes promulgations de lois, que ce soient celles de 1993, 2001 ou de 2006, ont permis la relance des IDE en Algérie, ou ces derniers ont connu une évolution remarquable depuis la promulgation de la première loi de 1993, jusqu'en 2002 où l'investissement étranger prend le recul, cela s'explique par la baisse générale d'IDE dans le monde. Puis en 2006 l'Algérie a donné un nouveau souffle à l'investissement, pour attirer en 2008 selon l'ANDI 102 projets d'IDE, en créant 10723 emplois directs, avec un montant investi de 6,2 milliards d'euros. Ou les investissements du golf prennent la part de lion avec

## Chapitre II : *Les IDE et l'attractivité en Algérie*

4,9 milliards d'euros. Contre 13 projets inscrits en 2007. Ces dernières années, l'Algérie connaît un flux croissant d'IDE, grâce aux politiques promotionnelles, au développement des infrastructures et du transport, sa richesse en ressources naturelles ainsi sa stabilité macroéconomique.

**Tableau 9** : Évolution des IDE en Algérie (1997-2007)

Années	Flux d'IDE en millions de \$
1997	260
1998	501
1999	507
2000	438
2001	1196
2002	1065
2003	634
2004	882
2005	1081
2006	1795
2007	1662

Source : ANIMA, « investissement direct étranger vers MEDA en 2007, la bascule investment network n°1, mai 2008, p 12.

### 1.2.4. Le paradoxe de la loi de finance complémentaire de 2009

La volonté de l'Algérie d'attirer plus d'IDE, et les mesures prises par la promulgation de la loi de finance complémentaire LFC, sont contradictoires. L'utilisation du mot paradoxe<sup>49</sup> est reliée aux réformes prises dans la LFC, en introduisant de fortes restrictions aux importations, aux investissements étrangers et aux crédits à la consommation. Parmi les principales mesures régissant cette LFC de 2009<sup>50</sup> on trouve :

<sup>49</sup> Mihoub Mezouaghi et Fatiha Talahite, «les paradoxes de la souveraineté économique en Algérie», Revue confluence économique 3<sup>e</sup> trimestre 2009, P 209.

<sup>50</sup> Ordonnance n° 09-01 du 22 juillet 2009 portant Loi de finances complémentaire pour 2009, JORA n°44

## Chapitre II : *Les IDE et l'attractivité en Algérie*

---

- La régulation de l'activité des opérateurs étrangers et la promotion de la formation du capital productif national, en obligeant les sociétés importatrices d'ouvrir au minimum 30% de son capital, et minimum 51% du capital des investissements étrangers devront être détenu par des partenaires locaux, de ce fait tout investisseur étranger devrait d'abord trouver un partenaire Algérien<sup>51</sup>.
- Des contraintes aux transferts de bénéfices, et la mise en place d'incitations pour les réinvestir.
- Exigence d'une domiciliation bancaire et de crédit documentaire pour le paiement de toutes transactions commerciales.
- La suppression du crédit à la consommation et l'engagement du crédit immobilier.

Après la chute drastique des prix de pétrole en 2008 de 160 à 60\$ le baril, avec une chute des recettes budgétaires algériennes selon la CNIS, de 46,5 des recettes d'exportations en 2009. L'Algérie a entrepris ces mesures correctionnelles, afin d'éviter tout effet de la crise financière de 2008.

L'expert économique international Malek a affirmé que : « l'Algérie *peut attirer des investissements arabes de plus de 100 milliards de \$ à moyen terme, soit d'ici 2014 à condition d'améliorer les prestations administratives, des systèmes financiers et bancaires et de résoudre le problème du foncier industriel* »

### **1.2.5. Le guide fiscal d'investissement en Algérie 2017**

Régi en vue de promouvoir et de reprendre l'évolution des flux d'IDE en Algérie, après la légère baisse connue<sup>52</sup>

- sous réserve des conventions signées par l'État Algérien, les personnes physiques ou morales étrangères reçoivent un traitement juste et équitable au regard des droits et obligations attachés à leurs investissements.
- Des garanties sur le transfert en capital des bénéfices et dividendes pour les investisseurs étrangers, ces garanties portent aussi sur les cessions et les liquidations des investissements d'origine étrangère.

---

<sup>51</sup>ANIMA INVESTMENT NETWORK. Ensemble pour une méditerranée compétitive. « La carte des investissements en méditerranée ». Guide sectoriel des politiques publiques pour l'investissement en méditerranée. Médalliance investir en méditerranée. Etude N° 7.JANVIER 2010.P23

<sup>52</sup>Le guide fiscal d'investissement en Algérie 2017 : ministère des finances direction générale des impôts direction des relations publiques étude la communication. In : [www.mfdgi.gov.dz/](http://www.mfdgi.gov.dz/)

## Chapitre II : *Les IDE et l'attractivité en Algérie*

**Tableau 10 : Les flux d'IDE et le stock d'IDE en Algérie dans la période (2000-2015) en millions de dollars.**

Année	Flux entrant d'IDE	Stock d'IDE en Algérie	Année	Flux entrant d'IDE	Stock d'IDE en Algérie
2000	280,1	3 647	2009	2 746,4	17 213,3
2001	1 107,9	4 754,9	2010	2 301	19 514,3
2002	1 065	5 819,9	2011	2 581	22 095,3
2003	633,7	6 453,6	2012	1 499	23 594,3
2004	881,9	7 335,5	2013	1 691	25 285,3
2005	1 081,1	8 416,7	2014	-	-
2006	1 795,4	10 212,1	2015	-584	26 200
2007	1 661,8	11 873,9	2016	1546	27770
2008	2 593	14 466,9			

Source: The Arab Investment and Export Credit Guarantee Corporation: Statistics 2013, et le rapport de la CNUCED 2017

Le processus de transition d'un système économique centralisé à une économie de marché a imposé au Gouvernement algérien, dès le début des années 90, une politique de réformes structurelles qui ont rendu possible le rétablissement des équilibres macroéconomiques et la libéralisation de l'économie dans les années 2000. Ces réformes ont permis d'améliorer certaines performances en termes de croissance du produit intérieur brut (PIB) et le développement d'un secteur privé plus dynamique, entraînant par conséquent un plus grand flux entrant d'investissements étrangers directs (IDE). En effet, en 2002, l'Algérie s'est classée premier pays hôte d'IDE au Maghreb et troisième en Afrique<sup>53</sup>.

<sup>53</sup> CNUCED., « Évaluation des capacités de promotion des investissements de l'Agence nationale de développement de l'investissement », Genève ,2005.

## Chapitre II : *Les IDE et l'attractivité en Algérie*

---

On constate que les flux des IDE entrants étaient faibles durant la période 2002-2007<sup>54</sup> ; importants durant la période 2008-2011. Sachant qu'en 2008, une privatisation de plus de 200 entreprises publiques et la suspension de la privatisation du secteur bancaire, mais cela n'a pas empêché l'enregistrement d'une baisse de 60% des investissements étrangers en 2009 par rapport à l'année 2008. Cette baisse est-elle la conséquence des mesures d'encadrement des investissements directs étrangers prises dans le cadre de la loi de finances complémentaires 2009<sup>55</sup>. Il en est de même pour les années 2012, 2014 et 2015 où l'Algérie a enregistré une baisse des entrées des IDE causée par la chute du prix du pétrole.

Après avoir enregistré des flux négatifs en 2015, l'Algérie a attiré 1,5 milliard de dollars en IDE en 2016, en partie grâce à l'amélioration des politiques d'investissement et un récent redressement de la production pétrolière", précise la Conférence des Nations Unies pour le commerce et l'investissement (CNUCED) dans son rapport.

### 3. Les IDE en Algérie et leurs effets sur l'économie

L'IDE à travers ses formes constitue une source importante pour la croissance économique des PED, et selon Abdelmadjid Bouzidi (économiste) « *c'est plutôt la croissance économique des pays qui attirent les IDE. On distingue que les IDE conduisent à la croissance économique et vice versa* ».

L'Algérie en tant que PED a su attirer des flux croissants d'IDE ces dernières années, pour atteindre la 13<sup>ème</sup> position sur les 54 pays Africains et la 156<sup>ème</sup> sur 190 pays dans le monde selon le classement de Doing business 2017 des pays les plus attractifs aux capitaux étrangers. Soit un gain de 7 places par rapport au dernier classement<sup>56</sup>.

Le flux d'IDE vers l'Algérie reste toujours minime, et cela à cause des mesures protectionnistes mises en place par le gouvernement, la corruption, les lourdeurs bureaucratiques, faiblesse du secteur financier et aussi la loi 51/49. Dernièrement les autorités tentent d'améliorer le climat d'affaires qui reste perfectible.<sup>57</sup>

---

<sup>54</sup> ANIMA, « investissement direct étranger vers MEDA en 2007, la bascule investment network n°1, mai 2008,p12

<sup>55</sup> CNUCED : Rapport sur l'investissement dans le monde 2016 .Nationalité des investisseurs : enjeux et politique.In : <http://unctad.org>

<sup>56</sup> Doing business 2017, égalité des chances pour tous. Publication de 25 octobre 2016.In : [français.doingbusiness.org](http://français.doingbusiness.org)

<sup>57</sup> [www.tradesolutions.pnpparibas.com](http://www.tradesolutions.pnpparibas.com)

## Chapitre II : *Les IDE et l'attractivité en Algérie*

---

Le stock d'IDE entrant a évolué pour atteindre 26 milliards de dollars en 2015. Le stock d'IDE sortant s'est chiffré à 1,8 milliard de dollars à la fin de 2015 contre 1,5 milliard de dollars en 2010, représentant principalement les investissements de SONATRACH à l'étranger selon la CNUCED<sup>58</sup>.

Selon le rapport 2016 de la CNUCED sur l'investissement dans le monde, publié par les Nations unies indique que le stock d'investissements directs étrangers (IDE) en Algérie a progressé à 26,2 milliards de dollars (mds USD) à fin 2015 contre 19,5 mds USD à fin 2010. Le stock d'IDE entrant, qui représente le total des investissements directs étrangers captés par l'Algérie, a nettement progressé en 15 ans, passant de 3,3 mds USD à fin 2000 à 19,5 mds USD à fin 2010 et à 26,2 mds USD en 2015, précise la CNUCED dans son rapport. Le stock d'IDE sortants s'est chiffré à 1,8 milliard USD à fin 2015 contre 1,5 milliard USD en 2010, représentant principalement des investissements du groupe SONATRACH à l'étranger.

---

<sup>58</sup>CNUCED : Rapport sur l'investissement dans le monde 2016 .Nationalité des investisseurs : enjeux et politique.In : <http://unctad.org>

## Chapitre II : *Les IDE et l'attractivité en Algérie*

**Tableau 11: Statistiques des projets d'investissements déclarés durant la période 2002-2015**

Région	Nombre de projets	Montant en millions DA	Nombre d'emplois
Europe	377	898 192	76 709
Dont UE	274	563 346	39 939
Asie	68	119 506	8 607
Amérique	16	65 636	3 346
Pays d'Afrique du nord et Moyen-Orient	200	1 267 592	37 842
Afrique	1	27 799	400
Australie	1	2 974	264
Multinationales	13	89 992	2 086
Total	676	2 471 691	129 254

Source : Bilan des déclarations d'investissements ANDI 2016. In : <http://www.andi.dz/>

Depuis 2002 l'Algérie n'a cessé d'attirer les IDE, pour atteindre en 2015 le nombre 676 projets étrangers, réalisant un montant de 2 471 691 millions de DA, tout en créant 129 254 postes d'emplois. On constate que les firmes européennes et celles de l'Afrique du nord et de Moyen-Orient représentent les principaux partenaires de l'Algérie, et cela à cause de la proximité des marchés.

Le gouvernement Algérien a doublé les efforts en vue d'attirer de plus en plus d'investissement étranger essentiellement dans d'autres secteurs hors hydrocarbure par la mise en place des lois et des décrets pour objectif de promotion aux IDE ; ces derniers peuvent présenter un impact positif sur l'économie Algérienne citant :

## Chapitre II : *Les IDE et l'attractivité en Algérie*

---

### 3.1. L'effet sur le PIB du pays

Les IDE sont une source de financement de l'économie et cela par la fiscalité drainée par l'État, la réduction des importations et alors préserver les réserves de change, comme ils peuvent être à l'origine des exportations algériennes. Pour mieux éclaircir, le calcul du PIB se fait comme suit<sup>59</sup> :

- $PIB = C + G + I + (X - M)$  avec :

C : Dépenses de consommation

G : Dépenses gouvernementales

I : Investissements privés et publics

X : Exportations

M : Importations

On constate qu'une hausse des investissements que ce soient privés ou publics, engendrent une augmentation du PIB. De ce fait une attraction aux IDE est impérative pour le renforcement du PIB et donc l'économie sera influencée positivement.

### 3.2. L'effet sur la diversification de l'industrie nationale

Une économie Algérienne quasiment rentière, presque la quasi-totalité des recettes de l'État sont à l'origine de la fiscalité pétrolière. Selon la BM une meilleure diversification économique aidera l'Algérie à réduire sa vulnérabilité et sa dépendance aux hydrocarbures.

En conclusion, le développement du tissu industriel national ne peut être analysé vu le poids de l'or noir et le gaz dans l'économie<sup>60</sup>.

### 3.3. Effet sur le capital humain

Désigne l'ensemble des potentiels productifs que les employés acquissent à travers l'accumulation des connaissances et du savoir tacite et non tacite ou explicite. L'accumulation de ce facteur se fait davantage par la formation continue des travailleurs qui à leur tour augmentent la productivité.<sup>61</sup> Ainsi on peut dire que les IDE jouent un rôle impératif dans la

---

<sup>59</sup>Hind Ouguenoune. La politique de promotion et d'attraction de l'investissement en Algérie. Economies et\_nances. Université de la Sorbonne nouvelle - Paris III, 2014. Français

<sup>60</sup> CNUCED. Examen de La Politique De L'investissement-Algérie- Nations Unies Conférence Des Nations Unies Sur Le Commerce Et Le Développement .New York Et Genève, 2004,p5

<sup>61</sup>KHALFALLAH S : L'impact des IDE (Investissement direct étranger) sur la croissance économique dans les pays Maroc, Algérie, Tunisie entre la période 1990- 2009.Mémoire de Magister en analyse économique Université Abou Beker Belkà`d de Tlemcen - 2010.In : <http://www.memoireonline.com/>

## Chapitre II : *Les IDE et l'attractivité en Algérie*

---

création de l'emploi, et alors la réduction du chômage, des données de l'ANDI montrent que 129 254 emplois ont été créés dans la période allant de 2002 à 2015 par l'investissement étranger.

### II.L'ATTRACTIVITÉ ET LA PROMOTION DE L'INVESTISSEMENT

La séduction des investissements étrangers est devenue la principale préoccupation des pays. Chaque territoire court après les IDE en suivant des politiques attractives, en facilitant l'investissement et privilégiant l'entrée des capitaux étrangers.

Dans cette section, nous allons étudier l'attractivité de l'Algérie à l'investissement, en se basant sur les principales mesures attractives que dispose le pays, les institutions chargées de la promotion des investissements, séduction aux IDE.

#### 1. L'attractivité et ses principales approches

Dans ce qui suit, on va présenter la définition de l'attractivité et les principales approches de cette dernière.

##### 1.1. Définition de l'attractivité

Pour Mouriaux l'attractivité fait l'objet de plusieurs définitions, mais pas de définition précise et partagée par tous. Pour HATEM, COEURE et RABAUD définissent de leurs côtés l'attractivité comme « *la capacité d'un pays à attirer et retenir les investissements étrangers* ». La notion de l'attractivité d'un territoire peut se définir par la possibilité d'un pays pour une période donnée d'attirer et de retenir toutes sortes d'activité économique ou financière, en offrant des avantages concurrentiels aux investisseurs étrangers qui peuvent être d'un aspect économique démographique socioculturel et environnemental. Donc l'attractivité d'un pays est un ensemble de mesures qui déterminent la performance ou la compétitivité d'un territoire.

Citons parmi ces mesures :

- Un bon réseau de communication.
- Une fiscalité favorable.
- Main-d'œuvre qualifiée et peu coûteuse. Et d'autres mesures affaiblissent l'attractivité d'une zone comme :

## Chapitre II : *Les IDE et l'attractivité en Algérie*

---

- L'instabilité et l'insécurité politiques.
- Les coûts de la main-d'œuvre...

Dans une vision réduite, l'attractivité peut être désignée par l'ensemble des mesures mises en place par les États (Code de l'investissement), facilitations et allègements destinés aux investissements directs étrangers...) afin d'attirer les investisseurs étrangers sur leur sol<sup>62</sup>.

### **1.2. Les principales approches de l'attractivité**

Selon Hatem (2004), et à partir de ses travaux théoriques liés à l'attractivité, on peut identifier 3 grandes approches qui ont montré le caractère relatif à la notion d'attractivité ; on cite l'approche macro, micro, méso<sup>63</sup>.

#### **1.2.1. L'approche Macro**

Elle vise à déterminer les facteurs globaux, expliquant l'attractivité d'un territoire, pour les investissements internationaux, c'est-à-dire sa capacité d'attirer les investissements, est plus importante que d'autres territoires. Cette approche peut être considérée comme une descendante de la théorie du commerce international<sup>64</sup>.

#### **1.2.2. L'approche « micro »**

Il s'agit de déterminer le meilleur site de localisation possible en termes de coût pour un projet particulier. Elle peut s'appuyer sur l'utilisation couplée de « business plans » et de scénarios prospectifs, permettant de prendre en compte les incertitudes liées aux différents facteurs susceptibles d'influer sur le niveau des coûts et des recettes. Et pour réaliser cette approche, il faut reconstituer de manière fine les conditions concrètes de fonctionnement du projet, voir minimiser les coûts<sup>65</sup>.

#### **1.2.3. L'approche « méso »**

Il s'agit de comprendre pourquoi une catégorie spécifique d'activités sera davantage attirée par un territoire particulier. Le fondement théorique de cette approche remonte jusqu'aux travaux d'Alfred Marchall sur la notion d'atmosphère industrielle. Des analyses

---

<sup>62</sup> Andreff, W. 1996, « Les multinationales globales », La Découverte, 124 pages.

<sup>63</sup> Hatem, F., Investissement international et politiques d'attractivité, Economica ,2004.

<sup>64</sup> Idem

<sup>65</sup>Hind Ouguenoune. La politique de promotion et d'attraction de l'investissement en Algérie. Economies et\_nances. Université de la Sorbonne nouvelle - Paris III, 2014. Français.

## Chapitre II : *Les IDE et l'attractivité en Algérie*

---

locales permettant de recenser tous les facteurs qui peuvent présenter à un territoire une attractivité particulière. Ces analyses permettent<sup>66</sup> :

- La détermination en fonction des atouts du territoire, les priorités de prospection.
- La rédaction des argumentaires sectoriels ciblés.
- L'orientation des politiques locales de développements pour faire face aux faiblesses constatées par l'analyse locale.
  
- **L'approche en termes d'image et l'approche par les processus de décision :**
  - ✓ L'approche par image est basée sur un processus stratégique supposé par une démarche marketing dans l'intention de valoriser un territoire afin d'améliorer sa capacité à attirer des activités ciblées.
  - ✓ Pour l'investisseur dans son processus de choix de localisation il se concentre sur l'analyse de différentes étapes le mène à prendre sa décision. C'est ce qu'on appelle l'approche par les processus de décision.

### **2. Les mesures d'attractivité et les institutions chargées de la promotion des IDE en Algérie**

Le gouvernement Algérien comme tout autre État rivalise pour attirer de plus en plus de capitaux étrangers. L'attractivité d'un pays se mesure à partir de différents déterminants qui peuvent être des facilitations créées en vue d'attirer ce type d'investissement ou des mesures naturelles qui diffèrent d'un pays à un autre. Nous allons voir ci-après les différents déterminants d'attractivité de l'Algérie et les institutions créées afin de promouvoir l'investissement.

#### **2.1. Les mesures d'attractivité et la position de l'Algérie selon Doing business**

Afin de faciliter la prise de décision, ou investir et quel est le pays qui offre le plus d'avantages ? Plusieurs mesures sont considérées comme déterminantes pour le choix de localisation de l'IDE. Ces mesures sont mises en place par la banque mondiale BM plus précisément par l'indicateur ease of doing business index « l'indice de facilité de faire des affaires » dans l'objectif d'évaluer l'attractivité de chaque pays.

---

<sup>66</sup> Michalet, C-A., « La séduction des nations ou comment attirer les investissements », *Economica*.1999.

## Chapitre II : *Les IDE et l'attractivité en Algérie*

---

Le nombre de mesures établies par Doing business est de 10, et qui sont comme suit :

- **Création d'entreprise (C E)** : Procédures, délais, coûts et apport en capital minimum requis pour créer une société à responsabilité limitée.
- **Obtention d'un permis de construire (O P C)** : Procédures, délais et coûts liés à l'obtention d'un permis de construire.
- **Raccordement à l'électricité (R E)** : Procédures, délais et coûts de raccordement au réseau électrique, fiabilité de l'approvisionnement en électricité et transparence des tarifs.
- **Transfert de propriété (T P)** : Procédures, délais et coûts de transfert du titre de propriété, et qualité du système d'administration foncière.
- **Obtention de prêts (O P)** : Lois sur le nantissement de biens meubles et système d'information sur la solvabilité.
- **Protection des investisseurs minoritaires (P I M)** : Droits des actionnaires minoritaires dans les opérations entre parties liées et dans la gouvernance d'entreprise.
- **Paiement des taxes et impôts (P T I)** : Paiements, délais et total à payer pour une entreprise qui applique intégralement la législation fiscale ainsi que les procédures postérieures à la déclaration.
- **Commerce transfrontalier (C T)** : Délais et coûts associés à l'exportation du produit hors droit de douane.
- **Exécution des contrats (E C)** : Délais et coûts de règlement d'un litige commercial et qualité des procédures judiciaires.
- **Règlement de l'insolvabilité (R I)** : Délais, coûts, résultats et taux de recouvrement dans les cas d'insolvabilité et solidité de la législation dans ce domaine.<sup>67</sup>

---

<sup>67</sup>Doing business 2017, égalité des chances pour tous. Publication de 25 octobre 2016. In : [francais.doingbusiness.org](http://francais.doingbusiness.org)

## Chapitre II : *Les IDE et l'attractivité en Algérie*

**Tableau 12** : Classement des économies selon leurs facilitations de faire des affaires.

Économie	Facilité de faire des affaires	CE	OPC	RE	TP	OP	PIM	PTI	CT	EC	RI
Nouvelle-Zélande	1	1	1	34	1	1	1	11	55	13	34
Singapour	2	6	10	10	19	20	1	8	41	2	29
Danemark	3	24	6	14	12	32	19	7	1	24	8
Ras de Hong Kong, chine	4	3	5	3	61	20	3	3	42	21	28
Corée du sud	5	11	31	1	39	44	13	23	32	1	4
Norvège	6	21	43	12	14	75	9	26	22	4	6
Royaume-Uni	7	16	17	17	47	20	6	10	28	31	13
États-Unis	8	51	39	36	36	2	41	36	35	20	5
Suède	9	15	25	6	10	75	19	28	18	22	19
Macédoine	10	4	11	29	48	16	13	9	27	36	32
Algérie	156	142	77	118	162	175	173	155	178	102	74

Source : Doing business 2016 classement des économies. In : [français.doingbusiness.org](http://français.doingbusiness.org)

D'après l'étude effectuée par l'indicateur Doing business, sur la classification des économies selon les facilitations mises en place afin d'attirer les IDE ; on constate que les pays développés gardent toujours leurs capacités d'attraction aux capitaux étrangers, avec une forte montée des PVD, pratiquement les pays de l'Asie sud-est, et la Nouvelle-Zélande qui occupent la première place parmi 190 pays.

L'amélioration du classement de l'Algérie en matière d'environnement des affaires est devenue une priorité pour le gouvernement. Pour ce faire, et dans la perspective de trouver un référentiel partagé de substitution au développement rentier, exclusivement importateur, grâce à un nouveau régime de croissance basé sur une offre suffisante et qualitative de biens et de

## Chapitre II : *Les IDE et l'attractivité en Algérie*

services produits localement, un comité chargé de l'amélioration de l'environnement des affaires et du classement de l'Algérie dans le Doing Business.<sup>68</sup>

**Tableau 13** : comparaison entre l'attractivité de l'Algérie et quelques pays voisins.

Pays mesures	Rang de l'Algérie	Rang de la Tunisie	Rang du Maroc	Rang de l'Égypte
C E	142	103	40	39
O P C	77	59	18	64
R E	118	40	57	88
T P	162	92	87	109
O P	175	101	101	82
P I M	173	118	87	114
P T I	155	106	41	162
C T	178	92	63	168
E C	102	76	57	162
R I	74	58	131	109
Classement général	156	77	68	122

**Source** : Doing business 2017, égalité des chances pour tous. Publication de 25 octobre 2016. In : [francais.doingbusiness.org](http://francais.doingbusiness.org)

D'après le tableau qui traite l'attractivité de l'Algérie et quelques pays voisins, on constate que le Maroc est le premier séducteur d'IDE en Afrique du Nord en se positionnant à la 68<sup>ème</sup> place du classement mondial des pays les plus attractifs aux capitaux étrangers, suivis

<sup>68</sup>Magazine promotionnel de l'Algérie El-Djazair n°103 fév 2017, le gouvernement veut rehausser l'attractivité de l'Algérie. In : [www.eldjazairco.m.dz/index](http://www.eldjazairco.m.dz/index)

## Chapitre II : *Les IDE et l'attractivité en Algérie*

---

par la Tunisie à la 77<sup>ème</sup> place puis l'Égypte à la 122<sup>ème</sup> place et enfin l'Algérie qui occupe la 156<sup>ème</sup> place parmi 190 économies étudiées par Doing business. On peut dire qu'elle occupe la dernière place en Afrique du Nord si on ne prend pas en considération la Libye vu son instabilité politique et sécuritaire.

L'Algérie a gagné 7 places par rapport à l'année 2016 où elle occupait la 163<sup>ème</sup> place grâce aux promotions et aux facilitations mises en place dans le but d'attirer davantage les capitaux étrangers. Mais cela reste toujours insuffisant pour devenir un des pôles attractifs aux IDE. De ce fait, les autorités devraient de plus en plus libéraliser l'investissement et œuvrer davantage pour améliorer la situation et le climat des affaires algériens.

### **2.2. Les mesures d'attractivité selon la CNUCED**

Un classement d'attractivité des pays est publié chaque année par la CNUCED, ceci est fait en croisant deux indicateurs celui du potentiel d'attractivité en termes d'investissements entrants et l'indicateur de performance en termes d'investissements entrants.<sup>69</sup>

#### **✓ L'indicateur du potentiel d'attractivité en termes d'investissements entrants IPAIE :**

La CNUCED a sélectionné **12** indicateurs pour mesurer le potentiel d'attractivité d'un pays, qui sont comme suit :

- Le PIB par habitant : C'est un indicateur qui sert à mesurer la capacité des clients à se procurer les biens et services offerts par l'entreprise, c'est-à-dire il indique le niveau de la demande d'un pays. Plus le PIB par habitant est élevé plus le pays attire davantage les IDE.
- Le taux de croissance du PIB par habitant des 10 dernières années : les dirigeants des FMN utilisent les données et les croissances passées, l'anticipation des résultats et perspectives futures.
- La part des exportations dans le PIB : il fait référence à la compétitivité et au degré d'ouverture du pays aux échanges internationaux.
- Le nombre de lignes téléphoniques fixes par millier d'habitants, et le nombre de téléphones portables : indice de l'existence ou la disponibilité d'infrastructures de l'information et un réseau de communication important.

---

<sup>69</sup>CNUCED. 2005, « Évaluation des capacités de promotion des investissements de l'Agence nationale de développement de l'investissement », Genève.

## Chapitre II : *Les IDE et l'attractivité en Algérie*

- La consommation d'énergie du secteur privé par habitant
- La part des dépenses en R&D publique et privé du pays dans son PIB : permet de donner une opinion sur l'avancée technologique du pays.
- Le pourcentage d'étudiants de 3<sup>ème</sup> cycle dans la population : c'est-à-dire le nombre d'étudiants qui suivent des études doctorales, cet indice est pour mesurer le potentiel et la qualification de la main-d'œuvre d'un pays.
- Indicateur de risque pays : il mesure les facteurs susceptibles d'influencer le risque pays perçu par les investisseurs, il comprend des données sur la dette privée et publique du pays, des données sur la sécurité des biens et personnes, ainsi que la stabilité institutionnelle.
- La part de marché du pays dans les exportations mondiales des matières premières : il est utile aux IDE orientés vers les activités extractives.
- La part du marché du pays dans les importations mondiales des composants d'automobiles et des produits électriques : pour mesurer l'intégration du pays dans la DIPP
- La part de marché du pays dans les exportations mondiales de services : pour mesurer l'attractivité du pays aux IDE orientés vers les services.
- La part du pays dans le stock d'IDE entrant : par rapport à l'attractivité passée et présente, ainsi que du climat général lié à l'investissement.

Le croisement de l'indicateur de performance et celui de potentiel d'attractivité permet d'avoir une matrice résumée sur ce tableau.

**Tableau 14 :** Matrice de comparaison de la performance et du potentiel

	Performance élevée	Performance médiocre
Fort potentiel	Les pays de groupe de tête	Les pays en dessous du potentiel
Faible potentiel	Les pays au-dessus du potentiel	Les pays du groupe de queue

Source: CNUCED in: /www.Unctad.org

Les résultats du tableau font apparaître quatre catégories de pays :

- Les pays du groupe de tête : ce sont les pays qui détiennent à la fois un potentiel important et des bons résultats en termes d'entrée d'IDE.

## Chapitre II : *Les IDE et l'attractivité en Algérie*

- Les pays au-dessus de leurs potentiels : ce sont les pays qui réussissent à attirer plus d'IDE que la moyenne, malgré un faible potentiel d'attractivité.
- Les pays en dessous du potentiel : Ce sont les pays qui ont un indice d'entrée potentiel élevé, et qui n'utilisent pas pleinement leur potentiel d'attractivité, et donc une entrée effective faible.
- Les pays du groupe de queue : Ce sont les pays qui ont à la fois un faible potentiel d'attractivité et d'entrée d'IDE.

### ✓ **L'indicateur de performance en termes d'investissements entrants (IPIE)**

Cet indicateur renvoie à la mesure selon laquelle un pays reçoit des IDE par rapport à sa taille économique. Il s'agit plus exactement de la part d'un pays dans le total des flux d'IDE entrants dans une même année donnée, rapporté à la part de ce pays dans le PIB mondial multiplié par 100. On peut le calculer par l'équation suivante :

$$IPIE = \frac{\frac{IDE \text{ entrants dans le pays à l'année } t}{IDE \text{ dans le monde à l'année } t}}{\frac{PIB \text{ du pays à l'année } t}{PIB \text{ mondial à l'année } t}} \times 100$$

**Source:** CNUCED, « world investment report, 2005 » unites nations. Publication, New York et Genève, 2006.

Dans le cas où, un pays représente 10% du PIB mondial, il peut recevoir :

- 10% des IDE, et l'IPIE sera égal à 100.
- Plus de 10% d'IDE : IPIE supérieur à 100.
- Moins de 10% d'IDE : IPIE inférieur à 100.

### **2.3. Les institutions chargées de la promotion des IDE en Algérie**

L'attractivité et la politique de promotion des IDE est devenue un nouvel impératif pour les PVD l'Algérie depuis la libéralisation de l'économie a entrepris des politiques promotionnelles afin d'attirer l'investisseur étranger. On cite :

Le ministère de l'industrie et de la promotion de l'investissement, L'agence nationale d'intermédiation et de régulation foncière et le fond d'appui à l'investissement.

## Chapitre II : *Les IDE et l'attractivité en Algérie*

---

Dans le but de la promotion et le suivi des investissements étrangers, 3 institutions ont été créées par l'ordonnance 01-03 (20/08/2001) qui sont :

- L'agence nationale de développement de l'investissement ANDI.
- Le conseil national de l'investissement CNI.
- Le guichet unique.

### **2.3.1. Le ministère de l'industrie et de la promotion des investissements**

Le MIPI, est chargé entre autres d'élaborer la politique nationale de l'investissement et de veiller à son application. L'exécution de ses missions se fait par la direction générale de l'investissement DGI.

### **2.3.2. L'agence nationale d'intermédiation et de régulation foncière**

C'est un établissement public créé par le décret en avril 2007, dans le but de faciliter l'émergence d'un marché foncier pour encourager l'investissement, et il a un caractère industriel et commercial placé sous la tutelle du MIPI. Cette agence a pour mission de gérer, de promouvoir le marché foncier destiné à l'investissement et d'informer les investisseurs potentiels.

Le portefeuille foncier de l'ANIRF est constitué par les actifs excédentaires des entreprises publiques économiques EPE et les terrains non attribués ou non utilisés situés dans les zones industrielles

### **2.3.3. Le fond d'appui à l'investissement FAI**

Il était créé au sein de l'ANDI en 2001, pour le financement et la prise en charge de la contribution de l'État dans le cout des avantages consentis aux investisseurs. Notamment les dépenses d'infrastructures nécessaires à la réalisation de l'investissement.

### **2.3.4. L'agence nationale de développement de l'investissement ANDI**

L'ANDI a été créée par l'ordonnance 01-03 du 20 aout 2001 sous la forme d'un établissement public administratif EPA équipée d'une personnalité morale et une autonomie financière. Cette agence est chargée des investissements directs étrangers et a remplacé l'ancienne agence de promotion, de soutien et de suivi de l'investissement APSSI. Elle est placée sous la tutelle du ministère chargé de la promotion des investissements.

## Chapitre II : *Les IDE et l'attractivité en Algérie*

---

Les principales missions attribuées à l'ANDI sont<sup>70</sup> :

- l'enregistrement des investissements ;
- la promotion des investissements en Algérie et à l'étranger ;
- la promotion des opportunités et potentialités territoriales ;
- la facilitation de la pratique des affaires, du suivi de la constitution des sociétés et de la réalisation des projets ;
- l'assistance, l'aide et l'accompagnement des investisseurs ;
- l'information et la sensibilisation des milieux d'affaires ;
- la qualification des projets, leur évaluation et l'établissement de la convention d'investissement à soumettre à l'approbation du conseil national de l'investissement.

D'après cela on conclut que l'ANDI, exerce 7 missions : Une mission d'information, de facilitation, de promotion de l'investissement, une mission d'assistance, participation à la gestion du foncier économique, la gestion des avantages et une mission générale de suivi.

### **2.3.5. Le conseil national des investissements CNI**

C'est l'une des créations majeures de l'ordonnance de 2001, cet organisme a été créé auprès du ministère chargé de la promotion de l'investissement, il est placé sous l'autorité du chef du gouvernement qui assure sa présidence, a pour objectif de traiter toute question en rapport avec l'investissement. Il assure différentes tâches, des missions au titre de fonction des propositions et d'étude, ainsi au titre des décisions qu'il prend<sup>71</sup>.

- **Au titre de fonction des propositions**
  - Proposer la stratégie et les priorités pour le développement des investissements.
  - Proposer l'adaptation aux évolutions des mesures incitatives pour l'investissement.
  - Proposer au gouvernement toutes mesures nécessaires pour la mise en œuvre d'un dispositif de soutien et d'encouragement aux investisseurs.
  - Étudier toutes propositions de restitution de nouveaux avantages
- **Au titre des décisions qu'il prend**
  - Approbation des activités et les biens exclus des avantages, ainsi que leurs modifications et leurs mises à jour.

---

<sup>70</sup> KPMG : Guide d'investir en Algérie : Edition 2011. In : <http://www.fce.dz>

<sup>71</sup> Guide Investir en Algérie / EDITION 2011.KPMG ALGÉRIE. Mise à jour à mars 2011.P63

## Chapitre II : *Les IDE et l'attractivité en Algérie*

---

- Détermination des zones qui sont susceptibles de bénéficier du régime dérogatoire prévu par l'ordonnance de 2001, modifiée par celle de 2006.

### 2.3.6. Le guichet unique

C'est une institution importante, dans l'accomplissement des formalités constitutives des entreprises, et permettre la mise en œuvre des projets d'investissement. Le directeur du guichet unique décentralisé GUD représente l'unique interlocuteur des investisseurs-non-résidents<sup>72</sup>.

Les missions du directeur sont :

- L'accompagnement de l'investisseur, dans l'élaboration, la délivrance et l'attestation de dépôt de déclaration d'investissement, ainsi dans la décision d'octroi d'avantages à ces derniers.
- Il doit prendre en charge les dossiers examinés par les membres du GUD et s'assurer de leurs bonnes finalisations une fois acheminées vers les services concernés.

Il existe 19 guichets uniques décentralisés sur le territoire national.

Depuis plusieurs années, l'Algérie a entamé des réformes de modernisation de l'environnement des affaires et de promotion d'investissements directs étrangers (IDE).

### III. LES ATOUTS ET OBSTACLES DES IDE EN ALGÉRIE

L'Algérie possède des atouts indéniables en termes de richesses naturelles, en particulier énergétiques, d'un marché de taille significative, d'un environnement macroéconomique sain et d'une position géographique enviable, d'une main-d'œuvre abondante, mais insuffisamment qualifiée par rapport aux besoins de l'économie mondiale bien que le niveau de formation des ressources humaines se soit sensiblement amélioré en Algérie ces dernières années<sup>73</sup>.

---

<sup>72</sup> KPMG : Guide d'investir en Algérie : Edition 2011. In : <http://www.fce.dz>

<sup>73</sup> KACI CHAOUCH T : Les facteurs d'attractivité des Investissements Directs Etrangers en Algérie : Aperçu comparatif aux pays du Maghreb. Mémoire de magister en Sciences Economiques Option : Monnaie-Finance-Banque. Université de TIZI-OUZOU, 2012.

## Chapitre II : *Les IDE et l'attractivité en Algérie*

---

### 1. Les atouts que dispose l'Algérie en faveur des IDE

Plusieurs éléments peuvent accroître l'attractivité d'un pays aux yeux des investisseurs étrangers, il peut s'agir des infrastructures dont il dispose, de son programme de privatisation aussi bien que l'existence de secteurs d'activité présentant un important potentiel d'avenir. Nous allons détailler tous ces points dans ce qui suit<sup>74</sup>.

#### 1.1. L'importance du marché algérien à partir de sa proximité aux marchés potentiels et ses infrastructures

Le marché Algérien est très actif, composé de plus de 40 millions de consommateurs<sup>75</sup>, représente le plus grand marché au Maghreb en matière de consommation. Les entreprises étrangères jugent que la taille du marché algérien est plus importante qu'elles le pensaient avant leurs installations.

De plus, le marché Algérien est considéré comme une porte sur l'Afrique, elle partage ces frontières avec 7 pays Africains (Tunisie, Maroc, Libye, Sahara occidental, Mauritanie Niger et le Mali), sa proximité aux marchés Européens et Asiatiques, font d'elle un pôle attractif aux IDE. Cette remarquable position géographique devrait favoriser les investissements étrangers orientés vers l'exportation et tirer avantage de l'Accord d'association avec l'Union européenne pour la création d'une zone de libre-échange<sup>76</sup>.

#### 1.2. Mains d'œuvre abondante et à bon marché

L'abondance des ressources humaines et les couts salariaux relativement pas chers, souvent considérés comme des avantages pour les investisseurs étrangers et surtout ils représentent une grande opportunité au IDE verticaux. L'Algérie abrite près de 40,4 millions d'habitants, et plus de 63% de la population sont à l'âge de formation et d'activité.<sup>77</sup>

---

<sup>74</sup>Hind Ouguenoune. La politique de promotion et d'attraction de l'investissement en Algérie. Economies et\_nances. Université de la Sorbonne nouvelle - Paris III, 2014. Français.

<sup>75</sup> www.ons.dz

<sup>76</sup> KACI CHA OUCH T : Les facteurs d'attractivité des Investissements Directs Etrangers en Algérie : Aperçu comparatif aux pays du Maghreb. Mémoire de magister en Sciences Economiques Option : Monnaie-Finance-Banque. Université de TIZI-OUZOU, 2012.

<sup>77</sup> ANDI : Agence nationale de développement et de l'investissement in ; <http://www.andi.dz>

## Chapitre II : *Les IDE et l'attractivité en Algérie*

**Tableau 14 : La population démographique.**

<b>Population</b>	40,4 Millions d'habitants (1 janvier 2016)
<b>Âge moyen</b>	19 ans
<b>Densité moyenne</b>	16,72 hab. /km <sup>2</sup>
<b>Es pérance de vie</b>	73 ans
<b>Répartiti on de la population par tranche d'âge.</b>	Moins de 19 ans : 27,9% Entre 19 ans et 64 ans : 64% Plus de 65 ans : 8,1%

**Source :** agence nationale de développement de l'investissement, l'Algérie en bref. In ; [www.andi.dz/](http://www.andi.dz/)

De ce fait, elle possède un avantage comparatif dans l'abondance et disponibilité d'un nombre considérable de mains d'œuvre et son coût réduit avec des Salaires qui varient selon l'ANDI : de 180 à 900 euros (Le SMIG est fixé à 180 euros).

Dans une enquête menée par Ernest et Young en 2009, la qualification de la main-d'œuvre est considérée comme étant 2<sup>ème</sup> facteur d'attractivité des IDE cité par les décideurs internationaux alors que son coût ne vient qu'en 7<sup>ème</sup> rang. Pour cela, l'État Algérien a toujours mis l'éducation et la formation professionnelle comme préoccupation primordiale.

Un gisement important

- 5.5 % du PIB à l'éducation
- 6,24 % du budget de fonctionnement de l'État alloué à l'enseignement supérieur
- 86 % de taux d'alphabétisation
- 63,6 % de la population algérienne en âge de formation chaque année,
- 96 % de taux de scolarisation
- 2500000 diplômés depuis 1962, issus de 97 universités, 10 centres universitaires, 20 écoles nationales supérieures 7 écoles normales et 12 préparatoires.
- 1,5 million d'étudiants dont 35000 inscrits en formation doctorale et 90000 dans le Master.

## Chapitre II : *Les IDE et l'attractivité en Algérie*

---

- Près de 643.700 inscrits en formation professionnelle dont 200 000 (en moyenne) diplômés, issus de 1213 établissements (instituts et centres).<sup>78</sup>

### 1.3. Un cadre législatif favorable

Les pays optent pour un cadre juridique avantageux dans le but de séduire les IDE, tel que la liberté d'investir, la non-discrimination, protection de l'investisseur ...etc. L'Algérie a entrepris un cadre juridique favorisant l'investissement et le développement du secteur privé par la création de différentes institutions chargées de promouvoir l'investissement on parle de l'ANDI, CNI, GU, MIPI...etc.

Pour mieux mener cette politique, les autorités ont promulgué l'ordonnance 01-03 du 20 aout 2001, relative au développement de l'investissement, qui a été complétée par l'ordonnance 06-08 du 15 juillet 2006 ; permettant à toute personne physique ou morale, nationale ou étrangère, d'investir dans les activités économiques de production de biens et de services, ainsi que les investissements réalisés dans le cadre de l'attribution de concessions et/ou de licences.<sup>79</sup>

Plusieurs avantages sont accordés aux investisseurs privés (nationaux ou étrangers)<sup>80</sup>.

- des avantages fiscaux et parafiscaux importants pouvant aller jusqu'à 10 ans d'exonération, selon la localisation et l'importance du projet (TVA, DD, DM, DC, IBS, TAP...) Et d'autres avantages additionnels :
- Franchise de TVA pour les biens et services non exclus, importés ou acquis localement entrant directement dans la réalisation de l'investissement
- Exemption de droit de mutation à titre onéreux pour toutes les acquisitions immobilières effectuées dans le cadre de l'investissement concerné.
- Exonération temporaire pour 5 ans, de l'IBS, l'IRG et de la TAP et bonification de 3% du taux d'intérêt applicable aux prêts bancaires.
- Exonération de la TVA, des droits de douanes, de taxe d'effet équivalent ou de toute autre imposition pour les équipements nécessaires aux investissements réalisés par les entreprises du secteur industriel, dans le domaine de la recherche et développement.

---

<sup>78</sup>ANDI les raisons pour investir en Algérie, une main d'œuvre qualifiée, jeune et compétitive. In : <http://www.andi.dz/index.php/fr/raisons-pour-investir>

<sup>79</sup> Ministère de l'industrie et des mines, principes régissant l'investissement. In <http://www.mdipi.gov.dz>

<sup>80</sup>Oularbi S : Les exportations hors hydrocarbures en Algérie : quelles contraintes et quelles stratégies pour leur développement ? Le rôle de l'État dans l'accompagnement des PME exportatrices Etude comparative avec la France .Université Alger 3.

## Chapitre II : *Les IDE et l'attractivité en Algérie*

---

- Réduction de 50% de l'IRG ou de l'IBS, dans le droit commun pour les personnes physiques et morales, activant et fiscalement domiciliées dans les Wilayas d'Illizi, Tindouf, Adrar et Tamanrasset, et ce, pour une période de 05 ans à compter du 1er janvier 2015.
- Prorogation jusqu'au 31 décembre 2019, de l'application du taux réduit de droit de douane aux acquisitions d'équipements non produits localement selon les standards hôteliers, rentrants dans le cadre de modernisation et de mise à niveau en application du « Plan de Qualité Tourisme Algérie ». <sup>81</sup>

### **2. Les obstacles limitant l'attractivité des IDE en Algérie**

En dépit de tous les avantages qu'offre l'Algérie, il existe un nombre de contraintes et d'entraves qui limitent l'entrée des IDE, ce qui fait de l'Algérie un environnement peu favorable aux investissements. Un ensemble d'indicateurs sont à l'origine du retard de l'Algérie en matière d'attraction aux IDE, tels que les lourdeurs administratives, difficulté d'accès au foncier, la corruption...etc.

#### **2.1. Lourdeur de l'administration et la difficulté d'exécution des contrats**

La complexification des procédures administratives est un des plus grands obstacles qu'évoquent les investisseurs algériens et étrangers. Les délais très longs et des dossiers à fournir toujours lourds et complexes découragent souvent les investisseurs <sup>82</sup>.

Les obstacles à l'investissement étranger en Algérie sont d'ordre bureaucratique". C'est ce qui a soutenu la présidente du Conseil d'affaires Algéro-britannique. Mme Maitland a expliqué à ce propos que "les grands obstacles au développement des investissements britanniques en Algérie sont d'ordre bureaucratique". <sup>83</sup>

En Algérie les entreprises sont confrontées à des problèmes bureaucratiques peu favorables aux investisseurs, réglementation pénible, des retards pour l'obtention de permis de construire, le nombre de procédures et les délais pour la création d'entreprise.

---

<sup>81</sup> ANDI raison pour investir en Algérie, mesures d'encouragement à l'investissement. /www.andi.gov.dz

<sup>82</sup> ARROUCHE N : Essai d'analyse de la politique de soutien aux exportations hors hydrocarbures en Algérie : contraintes et résultats. Mémoire de Magister en Sciences Economiques, option : Économie et Finance Internationales, Université Mouloud MAMMERRI de Tizi-Ouzou, 2014

<sup>83</sup> Obstacles à l'investissement en Algérie sont d'ordre bureaucratique. In ; www.liberte-algerie.com

## Chapitre II : *Les IDE et l'attractivité en Algérie*

**Tableau 15 : création d'entreprise en Algérie comparaison avec les pays voisins et ceux de l'OCDE**

	Nombre de procédures	Délai de création par jours	Classement de création d'entreprise
Algérie	12	20	142
Tunisie	9	11	103
Maroc	4	9.5	40
OCDE	4,8	8.3	

**Source :** Doing business 2017, égalité des chances pour tous. Publication de 25 octobre 2016. In : [français.doingbusiness.org](http://français.doingbusiness.org)

D'après le tableau, on déduit que l'Algérie présente des lourdeurs administratives face à la création des entreprises, avec 12 procédures à accomplir, ce nombre reste élevé par rapport à celui de la Tunisie, du Maroc et l'OCDE. Aussi pour le délai nécessaire à la création d'une entreprise qui est de 20 jours.

L'Algérie a vu une légère progression ces dernières années en matière de création d'entreprise, mais cela reste relativement faible, comparé aux autres pays voisins et même aux pays de l'OCDE, ce développement est causé par les efforts fournis par les autorités et les institutions chargées de la promotion des investissements.

Les indicateurs relatifs à l'exécution des contrats mesurent l'efficacité du système judiciaire dans la résolution des litiges commerciaux. Selon Doing business l'exécution des contrats reste lente, coûteuse et incertaines. Le système judiciaire semble avoir des difficultés à trancher et prendre des décisions. En Algérie selon le rapport Doing business, les procédures en vue de régler un litige contractuel sont pénalisantes que ce soit le nombre de formalités qui est de 47, le nombre de jours nécessaires pour le règlement est de 630, et qui coutent au moins 19.9% du coût total de son projet.<sup>84</sup>

<sup>84</sup>MOUSSOU H : Essai de comparaison de l'attractivité des IDE dans le développement du secteur privé : cas des pays du Maghreb (Algérie, Tunisie et Maroc). Mémoire de magister en Sciences économiques, option : MBF. Université de Béjaia, 2007.

### 2.2. L'existence d'un marché informel, la corruption et le manque de transparence

Les investisseurs étrangers sont souvent confrontés à des problèmes causés par un marché informel et ce qui repousse l'IDE en Algérie, citant comme exemple les importations frauduleuses des marchandises, essentiellement des produits cosmétiques qui ne répondent aux normes sanitaires, ceci peut justifier la réticence des investisseurs étrangers.

La corruption et l'absence de transparence à leur tour, dans les affaires sont des déterminants auxquels les investisseurs étrangers sont réticents, elles constituent un frein aux IDE. Transparency International (2009) rappelle que 45% des FMN des pays de l'OCDE interrogées ont déclaré que les relations personnelles et les attachements sont ceux qui permettraient de remporter des contrats publics dans les pays hors OCDE, plutôt que les appels d'offres concurrentiels. Dans une autre étude, les dirigeants internationaux estiment que la corruption allonge de plus de 10% les coûts de projets internationaux, et 1/6 d'entre eux disent que le coût a augmenté de 25% de son coût d'origine.<sup>85</sup>

L'Indice de perception de la corruption (IPC) de Transparency International classe les pays en fonction du degré de corruption perçue dans les administrations publiques et la classe politique. Pour cette édition 2016, avec 90 points, le Danemark et la Nouvelle-Zélande se partagent la première place mondiale suivie de la Finlande 89 points, et l'Algérie partage avec l'Égypte la 108<sup>ème</sup> place parmi 176 figurants sur la liste de l'IPC avec 34 points.

L'apparition de quelques ministres Algériens sur les Panama papers, et les déclarations d'un patron d'une PME allemande Eginhard Vietz qui a affirmé d'avoir vu les versements de commissions pour bénéficier des marchés publics. Selon lui, «des marchés lui ont échappé, car des concurrents ont promis davantage sous la table». Expliquant l'ampleur de ce phénomène de commissions, tout cela reflète l'état alarmant de la corruption en Algérie.<sup>86</sup>

En matière de transparence budgétaire, l'Algérie est très mal classée. Selon le rapport "Open Budget Survey 2015" de l'International Budget Partnership (IBP), le gouvernement algérien est le 86<sup>ème</sup> plus transparent, derrière la Tunisie 66<sup>ème</sup> et le Maroc 74<sup>ème</sup>.<sup>87</sup>

---

<sup>85</sup> Idem

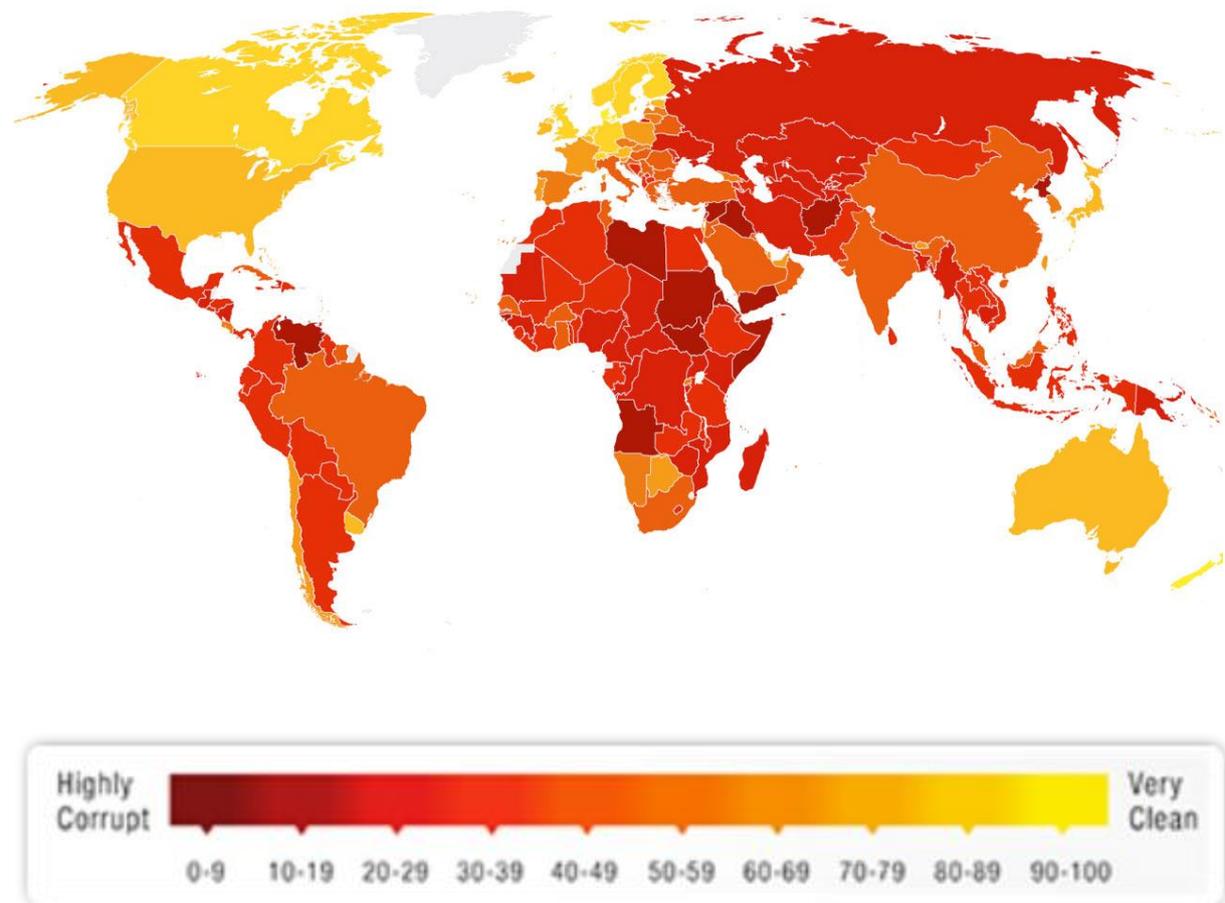
<sup>86</sup> Transparency international, indice de perception de la corruption 2016. In : [transparency-france.org](http://transparency-france.org)

<sup>87</sup> le rapport "Open Budget Survey 2015" du think-tank International Budget Partnership (IBP). In : [www.internationalbudget.org](http://www.internationalbudget.org)

## Chapitre II : *Les IDE et l'attractivité en Algérie*

De ce fait, l'Algérie doit davantage améliorer sa situation et lutter contre la corruption qui se propage de plus en plus dans la société et contribuer à une transparence totale de tous les secteurs.

**Figure 6 :** carte montrant les pays selon le degré de corruption



**Source :** depuis l'organisation « transparency international » indice de perception de la corruption 2016.

D'après les données de la carte, on constate que la corruption se localise pratiquement dans les pays non développés ou PED, sauf quelques exceptions des pays développés, qui sont plus au moins corrompus, et d'autres pays en développement plus en moins cleans. Cela est dû principalement, aux régimes politiques qui règnent ces pays.

### **2.3. Les insuffisances du secteur financier et foncier en Algérie**

Les insuffisances du secteur financier et foncier en Algérie peuvent être résumées dans ce qui suit :

## Chapitre II : *Les IDE et l'attractivité en Algérie*

---

### 2.3.1. Problèmes financiers

Bien qu'en progression, mais toujours faibles au regard des pays voisins et des économies comparables. Avec un ratio de financement de l'économie avec (34% du PIB), une monnaie fiduciaire comme instrument prédominant de paiement plus de 50% de la masse monétaire, la moyenne est de 20%, mais aussi une bancarisation très en retard<sup>88</sup>.

En dépit des apparences, le secteur public bancaire couvre près de 90% des financements de l'économie et des entreprises, c'est-à-dire, l'absence de concurrence sur le marché financier algérien, un important contrôle des changes, les non garantis du capital risque, les retards dans les crédits sont tous des problèmes que rencontre le secteur bancaire Algérien. Les banques étrangères exerçant en Algérie sont juste là pour accompagner leurs clients étrangers opérant en Algérie, mais pas pour contribuer au financement de l'économie et à l'octroi de crédit.

Par ailleurs, avec le scandale de la faillite de la Banque El Khalifa et le retrait d'agrément de la Banque commerciale et industrielle de l'Algérie (BCIA), l'image du secteur bancaire algérien reste très négative auprès des investisseurs potentiels. En effet, le système bancaire ne semble pas être en mesure de garantir les opérations financières relatives aux investissements.<sup>89</sup>

La décision publiée dans le Journal officiel de la République algérienne n°02 du 11 janvier 2017, une série 29 institutions financières dont 20 banques parmi on trouve 7 publiques et 13 privées à capitaux étrangers, et 9 établissements financiers.

Une étude, réalisée par des experts de l'Union européenne, montre que si l'Algérie posséderait des atouts certains pour attirer les IDE (taille du marché, énergie, coût de la main d'œuvre dont la qualification devrait être améliorée). L'état du système bancaire constitue le premier obstacle à l'IDE, il est classé bien avant la sécurité du pays et la lourdeur des procédures douanières et administratives.<sup>90</sup>

---

<sup>88</sup> Obstacles à l'investissement en Algérie sont d'ordre bureaucratique. In ; [www.liberte-algerie.com](http://www.liberte-algerie.com)

<sup>89</sup> Guerid Omar, investissement direct étranger en Algérie : impacts, opportunités et entraves. Revue Recherches économiques et managériales. N°3-juin 2008

<sup>90</sup> Abdelouahab Resig. Algérie Brésil Corée du sud, trois expériences de développement. OPU. Alger.2006.p125

## Chapitre II : *Les IDE et l'attractivité en Algérie*

### 2.3.2. Problèmes d'accès au foncier

La création et le développement du secteur privé et étranger en Algérie, rencontre un obstacle majeur, celui de l'accès au foncier. La rareté ou le manque de gestion lors de l'octroi des terrains, le cout de ces derniers, tous comme les manœuvres spéculatives sont des raisons de la difficulté de l'accès au foncier. De plus en matière de construction l'Algérie reste relativement en retard pour l'octroi de permis de construire en occupant le 77<sup>ème</sup> rang selon le Doing business, et en matière de transfert de propriété elle est à la traine des autres pays en occupant la 162<sup>ème</sup> place.

**Tableau 16** : L'octroi de permis de construction en Algérie comparaison avec les pays voisins et l'OCDE.

	Nombre de procédures	Délai (en jours)	Rang mondial
Algérie	17	130	77
Tunisie	17	93	59
Maroc	13	88,5	18
OCDE	12,1	151,1	

**Source** : Doing business 2017, égalité des chances pour tous. Publication de 25 octobre 2016. In : [francais.doingbusiness.org](http://francais.doingbusiness.org)

D'après les données du tableau, on constate qu'en Algérie pour obtenir un permis de construire faut attendre 130 jours avec de lourdes procédures qui sont de 17, tout cela décrit la pénibilité de construction en Algérie. On déduit aussi le retard par rapport au Maroc et la Tunisie qui offrent des possibilités moins fastidieuses.

## Chapitre II : *Les IDE et l'attractivité en Algérie*

- Et pour ce qui concerne le transfert de propriété :

**Tableau 17** : le transfert de propriété en Algérie, comparaison avec les pays voisins et l'OCDE.

	Nombre de procédures	Délai (en jours)	rang mondial
Algérie	10	55	162
Tunisie	4	39	92
Maroc	6	22	87
OCDE	4.7	22.4	

**Source** : Doing business 2017, égalité des chances pour tous. Publication de 25 octobre 2016. In : [français.doingbusiness.org](http://français.doingbusiness.org)

D'après le tableau on remarque que l'Algérie est vraiment en retard occupant la 16<sup>ème</sup> place par rapport aux pays voisins et aux pays de l'OCDE. Sans prendre compte des pays qui occupent les premières places en ce critère.

### 2.2.3. L'Algérie souffre d'un déficit d'image de communication à l'étranger

L'Algérie souffre d'un déficit d'image et de communication à l'étranger : Plusieurs entités sont chargées des activités liées aux investissements étrangers directs, à savoir le Ministère de la participation et de la promotion de l'investissement (MDPPI)<sup>91</sup>,

Le Conseil national de l'investissement (CNI) et l'Agence nationale de développement de l'investissement (ANDI) placée sous l'autorité directe du chef du Gouvernement. Cependant, et selon la CNUCED, aucun de ces organismes n'est chargé exclusivement de l'investissement étranger direct. Les bons résultats en termes de flux d'IDE enregistrés lors des deux dernières années ne doivent pas masquer le problème du chevauchement des attributions de ces organismes<sup>92</sup>.

<sup>91</sup>BELLATRECHE Youcef : ALGÉRIE : La nouvelle politique d'attraction d'investissements directs étrangers face à l'hésitation des investisseurs in ! [www.enssea.net](http://www.enssea.net)

<sup>92</sup> Guerid Omar, investissement direct étranger en Algérie : impacts, opportunités et entraves. Revue Recherches économiques et managériales. N°3-juin 2008

## Chapitre II : *Les IDE et l'attractivité en Algérie*

---

Le déficit de l'image de communication caractérise actuellement l'Algérie auprès des investisseurs privés et étrangers. En particulier, le poids de l'État dans l'économie et le climat général des affaires sont perçus comme peu favorables à la création de richesse et donc à l'attraction d'IDE.

### **2.3.4. Des mesures décourageantes pour les IDE**

L'Algérie a pris des mesures allant à l'inverse de ces dispositions. Parmi ces dispositions, particulièrement contraignantes, on cite :

L'obligation pour tout investisseur étranger de travailler en partenariat avec une entreprise locale. En effet, l'Article 4 bis de la Loi de finances complémentaire de 2009 indique que « les investissements étrangers ne peuvent être réalisés que dans le cadre d'un partenariat dont l'actionnariat national résident représente 51 % au moins du capital social. Par actionnariat national, il peut être entendu l'addition de plusieurs partenaires. Nonobstant les dispositions du précédent alinéa, les activités de commerce extérieur ne peuvent être exercées par des personnes physiques ou morales étrangères que dans le cadre d'un partenariat dont l'actionnariat national résident est au moins égal à 30% du capital social »<sup>93</sup>.

### **Conclusion**

Ce chapitre nous a permis de comprendre la notion de l'attractivité. La présence des facteurs attractifs que ce soient économiques, sociaux, ou institutionnels, et l'abondance des ressources naturelles qui sont des éléments déterminants de l'attractivité. Pour l'amélioration et le développement des investissements, l'Algérie ne cesse de porter des modifications, en créant de nouvelles institutions chargées de la promotion et la protection des investisseurs, ainsi la promulgation de lois incitatives aux IDE. Ces engagements ont engendré de bons résultats, pour atteindre un ensemble d'entrées de capitaux étrangers, qui avoisine les 26 milliards de \$ en 2016<sup>94</sup>.

Tous ces efforts et engagements ne sont pas suffisants à une meilleure attraction, ceci est dû à plusieurs obstacles, qui entravent l'entrée des IDE tels que : des difficultés d'accès au foncier industriel, la corruption, le déficit de l'image de communication de l'Algérie à

---

<sup>93</sup>BELLATRECHE Youcef : ALGÉRIE : La nouvelle politique d'attraction d'investissements directs étrangers face à l'hésitation des investisseurs in ! [www.enssea.net](http://www.enssea.net)

<sup>94</sup> Doing business 2016 classement des économies. In : [francais.doingbusiness.org](http://francais.doingbusiness.org)

## Chapitre II : *Les IDE et l'attractivité en Algérie*

---

l'extérieur... ajoutant à cela sa position très en retard dans le classement de la banque mondiale, des pays les plus attractifs, en se positionnant à la 156<sup>ème</sup> place. L'Algérie a besoin d'IDE pour la diversification de son économie et la réalisation de profits tangibles et intangibles ; afin d'y arriver, le gouvernement Algérien devrait renforcer sa capacité d'attraction et éliminer les différentes contraintes.



*Chapitre III : Essai d'analyse des  
déterminants d'attractivité des IDE  
en Algérie. Enquête auprès de  
quelques entreprises étrangères*

# Essai d'analyse des déterminants d'attractivité des IDE en Algérie. Enquête auprès de quelques entreprises étrangères.

---

## **CHAPITRE III : ESSAI D'ANALYSE DES DETERMINATS DE L'ATTRACTIVITÉ DES IDE EN ALGÉRIE. ENQUÊTE AUPRÈS DE QUELQUES ENTREPRISES ETRANGERES.**

### **Introduction**

Le potentiel d'attraction d'un pays aux investisseurs étrangers est lié à sa disposition d'un ensemble de facteurs déterminants pour la localisation des FMN, et les facilitations mises en place pour assurer un climat favorable aux investissements. Pour déterminer ces ensembles, nous avons distribué un questionnaire auprès d'un échantillon de multinationales présentes en Algérie, pour une meilleure analyse de son attractivité ; dans le but de déduire les différents avantages du territoire et législation Algérien, ainsi collecter et lister les différentes insuffisances et contraintes face à l'entrée d'IDE, enfin nous essayerons d'apporter quelques solutions suggérées par les dirigeants de ces multinationales.

L'objectif du présent chapitre est de concrétiser ce que nous avons abordé dans les deux chapitres précédents, à travers une enquête qui nous permettra d'identifier les principaux déterminants de l'IDE ainsi que les principaux obstacles entravent le développement de l'IDE en Algérie, cela par la collecte des données dégagées du questionnaire destiné au champ d'investigation.

Ce chapitre se compose de deux sections : la première est consacrée à la présentation de l'échantillon de l'enquête du terrain, le choix et le déroulement de notre requête sur le terrain, ensuite, la deuxième, sera consacrée à la présentation et l'analyse des résultats de l'enquête obtenue par les entreprises enquêtées.

### **I. PRÉSENTATION DE L'ENQUÊTE DE TERRAIN**

Nous présenterons l'enquête du terrain que nous avons menée, commençant tout d'abord par le champ de recherche de notre échantillon, nous exposerons l'utilité du questionnaire et la nécessité de mener un tel travail puis nous présenterons les axes et le contenu du questionnaire et son déroulement.

# Essai d'analyse des déterminants d'attractivité des IDE en Algérie. Enquête auprès de quelques entreprises étrangères.

---

## 1. Caractéristiques des entreprises enquêtées

Dans ce qui suit, nous allons exposer les principales caractéristiques de notre échantillon, traiter et analyser les résultats relatifs aux caractéristiques générales (forme d'IDE, nombre d'employés, secteur d'activité...) des entreprises enquêtées ainsi que celles liées à leur activité d'exportation.

## 2. Choix de l'échantillon

Le choix de l'échantillon de notre enquête s'est effectué comme suit :

- Notre enquête est basée sur les firmes multinationales installées sur le territoire Algérien (Alger et Béjaia).
- Nous avons choisi ces entreprises selon les possibilités de réponse les plus élevées.

## 3. Méthodologie de l'enquête de terrain

L'enquête que nous avons réalisée sur le terrain est jugée la mieux adaptée pour trouver des réponses à nos questions et une meilleure analyse des résultats.

Le travail de terrain été réalisé en un mois et demi, pour atteindre les objectifs fixés, nous sommes passés par des étapes, allant de la détermination de l'échantillon, établir un questionnaire, le déposer auprès des entreprises étrangères exerçant en Algérie et puis le récupérer après être rempli.

## 4. Le dépouillement des données

Après avoir présenté l'enquête de terrain, et récupéré les questionnaires, nous avons procédé enfin à l'analyse des données et résultats collectés, ces derniers sont traités par l'utilisation du logiciel Sphinx plus<sup>2</sup>.

## 5. Présentation du questionnaire

L'enquête par questionnaire est une méthode de recherche d'information, basée sur un ensemble de questions et de témoignages, permettant de mieux connaître une situation et l'analyser. Le questionnaire établi a été distribué dans différentes wilayas sur le territoire

# Essai d'analyse des déterminants d'attractivité des IDE en Algérie. Enquête auprès de quelques entreprises étrangères.

---

national (Bejaia, Alger). Nous avons effectué des entretiens semi-directifs et réalisé une interview directe avec les responsables de certaines entreprises enquêtées.<sup>95</sup>

## 6. Le contenu du questionnaire

Afin de procurer des réponses à nos questions l'élaboration d'un questionnaire est indispensable, pour cela nous l'avons réparti en 3 volets :

- Caractéristiques de l'entreprise : Cette partie vise à la présentation des caractéristiques générales des entreprises enquêtées, elle est composée de douze questions.
- Dans cette deuxième partie 8 questions ont été posées, dans le contexte d'évaluation de l'attractivité et des facteurs déterminants de la localisation des investissements étrangers : citant les facteurs d'ordre économique, socioculturel et institutionnel.
- Enfin, nous terminerons notre questionnaire par des questions concernant l'opinion des entreprises sur l'attractivité du territoire Algérien, et essayer de proposer des solutions pour l'amélioration du climat d'affaire en Algérie.

## 7. Conditions de réalisation de l'enquête

Notre enquête a été lancée à partir de la mi-avril 2017, en vue de rassembler des informations et données à temps. Tout au long de cette période, nous étions confrontés à des contraintes. Il est vrai que la mission d'enquêter ne nous a pas été facile, suite aux nombreuses difficultés rencontrées auprès des entreprises enquêtées.

Cela est dû essentiellement au manque de collaboration, la confidentialité des entreprises, la non prise au sérieux du questionnaire par certains, l'absence d'esprit de contribution à la réalisation d'un travail de recherche et de fournir le moindre effort pour répondre à des questions qui ne leur soient d'aucune utilité, par d'autres, ainsi un problème relatif à la compétence limitée de certains dirigeants, qui ont fourni des réponses peu pertinentes.

Nous avons réussi à récupérer 19 des 30 questionnaires déposés. Nous étions contraints d'abandonner quelques questionnaires, à cause du retard des réponses, et dès fois pour la non-pertinence des informations communiquées.

---

<sup>95</sup> BRAHAM N, HELLALZ, « Essai d'analyse des déterminants d'attractivité des IDE en Algérie, cas de la wilaya de Béjaia » mémoire de master en science commerciale, université de Béjaia, 2014.

# Essai d'analyse des déterminants d'attractivité des IDE en Algérie. Enquête auprès de quelques entreprises étrangères.

---

## II. PRESENTATION ET ANALYSE DES RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE AUPRÈS DES ENTREPRISES

Dans cette partie nous allons présenter l'échantillon des entreprises enquêtées, pour ressortir enfin les déterminants d'attractivités de territoire Algérien ainsi déduire les différents obstacles et contraintes entravant l'entrée des IDE, pour enfin essayer d'apporter des solutions susceptibles d'être encourageantes aux investisseurs étrangers.

### 1. Caractéristiques et identification des entreprises

Dans ce qui suit nous allons exposer les principales caractéristiques de notre échantillon, nous allons dans cette section traiter et analyser les résultats relatifs aux caractéristiques générales des entreprises.

#### 1.1. Présentation de l'échantillon

Le tableau ci-dessous, traite à la fois, le nom, la nationalité, la date d'implantation et la localisation, des entreprises enquêtées.

La lecture du tableau montre clairement que la totalité soit 19 entreprises sont implantées, sur le territoire national après la mise en place des réformes structurelles, à partir des années 1990. Cela est dû essentiellement à l'importance des lois et ordonnances promulguées depuis la transition de l'économie Algérienne. Ces investisseurs étrangers sont de différentes nationalités, mais on remarque la dominance des entreprises européennes, pour la proximité géographique et culturelle du continent, plus particulièrement les investisseurs français qui détiennent la majorité des investissements en Algérie. Ces dernières années ont été marquées par l'entrée massive des capitaux chinois qui prennent de l'ampleur au niveau de la capitale.

Nous remarquons aussi que les multinationales restent centraliser sur Alger la capitale, ou pratiquement toutes les directions générales de ces multinationales se localisent. Les autres wilayas restent marginalisées et peu attractives.

## Essai d'analyse des déterminants d'attractivité des IDE en Algérie. Enquête auprès de quelques entreprises étrangères.

**Tableau 18 : présentation des entreprises enquêtées**

Entreprise	Nationalité	Date d'implantation	Localisation
<b>ABC Bank</b>	Bahreïn	1998	Bir morad rais-Alger
<b>Société Générale</b>	France	2000	Agence Bejaïa
<b>BNP Paribas</b>	France	2002	Agence Akbou
<b>AGB Bank</b>	Koweït	2006	Agence Bejaïa
<b>Natixis</b>	France	2007	Bab Ezzouar-Alger
<b>AXA assurance</b>	Multinationale	2008	Agence Bejaïa
<b>Trust assurance</b>	Multinationale	1998	Agence Bejaïa
<b>MSC</b>	Suisse	2000	Bejaïa
<b>BMT</b>	Singapore	2004	Port-Bejaïa
<b>CMA CGM</b>	France	1999	Bejaïa
<b>MAERSK</b>	Danemark	2000	Bejaïa
<b>Danone</b>	France	2001	Akbou- Bejaïa
<b>Nestlé</b>	Suisse	2008	Bab Ezzouar-Alger
<b>Pepsi</b>	Etats-Unis	1995	Rouïba-Alger
<b>Tango</b>	Allemagne	1999	Bab Ezzouar-Alger
<b>Carrefour</b>	France		Bab Ezzouar-Alger
<b>Huawei</b>	Chine	2007	Dar El-Beida-Alger
<b>Mortero</b>	France	2011	Bejaïa
<b>CEDY</b>	Chine	2002	Bir Khadem-Alger

Source : réalisé par nos soins à partir des résultats de l'enquête sur le terrain

### 1.2. L'approvisionnement de la matière première

La disponibilité de la matière première sur le territoire Algérien, constitue l'un des facteurs décisif à l'entrée d'IDE exerçant dans des secteurs de fabrication. Ci-après, nous montrerons les contributions de l'Algérie en matière première.

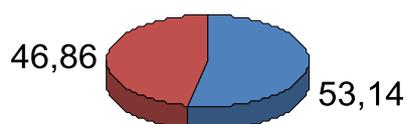
Les résultats de notre enquête montrent clairement que l'approvisionnement en la matière première se fait localement avec un pourcentage de 53.14 %, Le reste est importé. Selon les entreprises enquêtées, le recours au marché extérieur est dû à l'indisponibilité de la matière première.

## Essai d'analyse des déterminants d'attractivité des IDE en Algérie. Enquête auprès de quelques entreprises étrangères.

**Tableau 19 : L'approvisionnement de la matière première**

### vos matière première sont approvisionnées

	Moyenne
pourcentage d'approvisionnement local	<b>53,14</b>
pourcentage d'approvisionnement extérie	<b>46,86</b>



Source : réalisé par nos soins à partir des résultats de l'enquête sur le terrain

### 1.3. Les formes d'IDE adoptées par les investisseurs étrangers pour accéder au marché Algérien

Pour accéder à un marché étranger faut bien suivre quelques formes d'IDE, qui seront présentées sur ce tableau ci-après montrant les formes suivies par ces entreprises enquêtées.

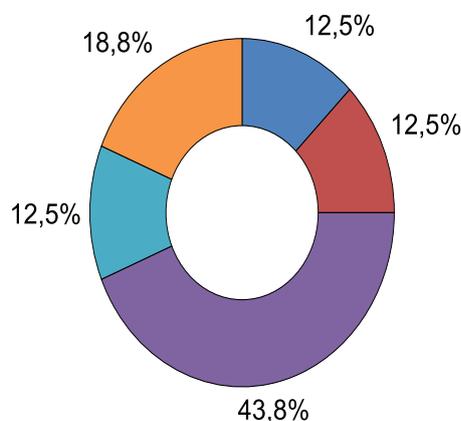
Les résultats de l'enquête démontrent bien que la filiale reste la forme préférée des multinationales avec une part de 43,8 %, pour les avantages qu'elles offrent : une bonne connaissance et prospection du marché, la promotion des produits de l'entreprise et la distribution de ces produits, par la maîtrise de la politique de commercialisation. Suit par le partenariat en suite la succursale, nouvelle création et fusion-acquisition.

## Essai d'analyse des déterminants d'attractivité des IDE en Algérie. Enquête auprès de quelques entreprises étrangères.

**Tableau 26 : Les principales formes d'IDE en Algérie.**

### La forme d'IDE représentées par votre entreprise

	Nb	% cit.
Nouvelle création (Greenfield)	2	12,5%
Succursale	2	12,5%
Joint-Venture	0	0,0%
Filiale	7	43,8%
Fusion acquisition	2	12,5%
Partenariat	3	18,8%
Cession de licence	0	0,0%
Sous-traitance	0	0,0%
<b>Total</b>	<b>16</b>	<b>100,0%</b>



Source : réalisé par nos soins à partir des résultats de l'enquête sur le terrain

### 1.4. Identification des secteurs d'activité des différentes entreprises enquêtées

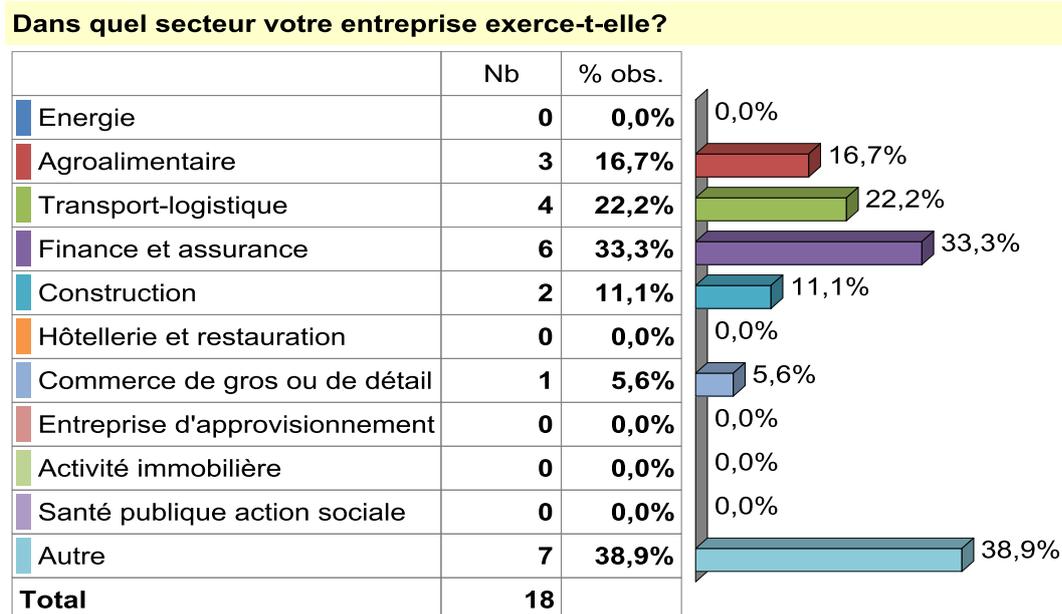
L'Algérie représente par sa superficie, sa proximité des grands marchés, la disponibilité de la matière première une opportunité aux investisseurs, d'exercer et suivre leurs activités, pour cela nous avons essayé de collecter et de déduire les principaux domaines, attrayant aux capitaux étrangers.

Les données du tableau montrent que la majorité des entreprises sont dans le secteur des banques et assurances avec 33.3%. Suivi de transport et logistique avec 22.2%. Le secteur agroalimentaire vient en 3<sup>ème</sup> position avec 16.7% seulement. D'après les réponses fournies des entreprises enquêtées. Et les entreprises restantes sont réparties sur plusieurs secteurs d'activité, tels que la téléphonie, la fabrication de boissons alcoolisées...etc. Vu que le marché financier et assurantiel ne sont pas développés, donc cela représente une opportunité aux investisseurs étrangers. Pour une diversification de l'économie du pays et sortir d'une dépendance accrue aux hydrocarbures, les autorités doivent faciliter et encourager l'investissement dans tous les domaines d'activité.

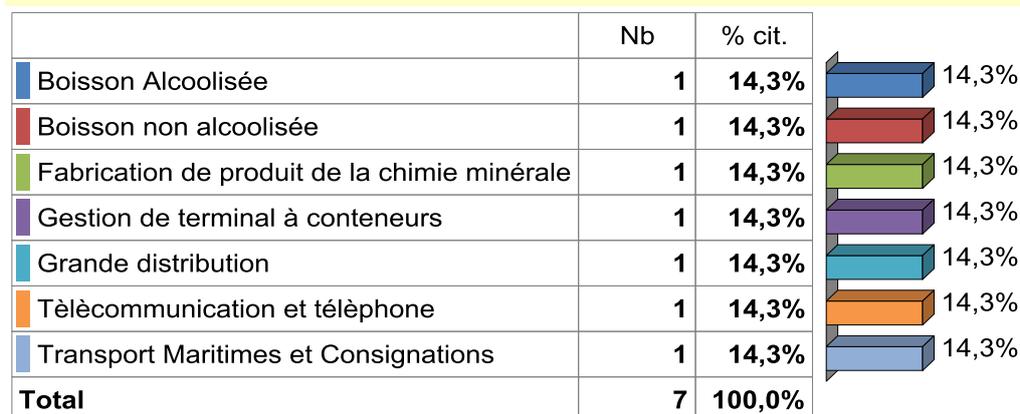
En revanche, les autres entreprises activent dans d'autres secteurs à savoir avec des parts égales.

# Essai d'analyse des déterminants d'attractivité des IDE en Algérie. Enquête auprès de quelques entreprises étrangères.

**Tableau 20 : Le secteur d'activité des entreprises enquêtées**



**Si 'Autre', précisez :**



Source : réalisé par nos soins à partir des résultats de l'enquête sur le terrain

## 1.5. Lieux d'implantation des FMN en Algérie et les autres localisations

Dans ce qui suit nous procédons à savoir le lieu d'implantation de ces multinationales et les wilayas concernées, afin de juger l'importance des zones industrielles et d'activité ainsi les centres villes dans l'attractivité des IDE.

Les résultats de cette enquête révèlent que l'implantation des entreprises diffère selon le secteur d'activité, on remarque que les firmes de services et les directions générales des multinationales sont concentrées beaucoup plus dans le centre-ville et les zones d'activité, soit 16 entreprises enquêtées avec un pourcentage de 94.4%. Et l'entreprise restante est localisée

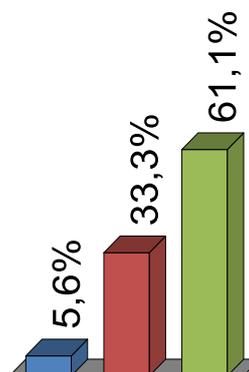
## Essai d'analyse des déterminants d'attractivité des IDE en Algérie. Enquête auprès de quelques entreprises étrangères.

dans des zones industrielles soit 5.6%. Parmi ces 19 sociétés on trouve 11 qui ont fait une extension pour leurs activités à travers le territoire Algérien, et 7 autres sont implantées juste sur une wilaya et font de la distribution dans d'autres, citant l'entreprise tango, carrefour ...etc. Cela est dû à la centralisation de toute activité sur Alger la capitale et le manque d'infrastructures dans d'autres wilayas.

**Tableau 21 : Lieux d'implantation des FMN en Algérie**

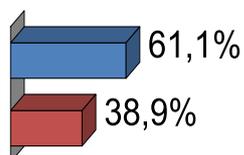
### Le lieu d'implantation de votre entreprise

	Nb	% cit.
Zone industrielle	1	5,6%
Zone d'activité	6	33,3%
Centre-ville	11	61,1%
<b>Total</b>	<b>18</b>	<b>100,0%</b>



### Avez-vous d'autres localisation en Algérie ?

	Nb	% cit.
oui	11	61,1%
non	7	38,9%
<b>Total</b>	<b>18</b>	<b>100,0%</b>



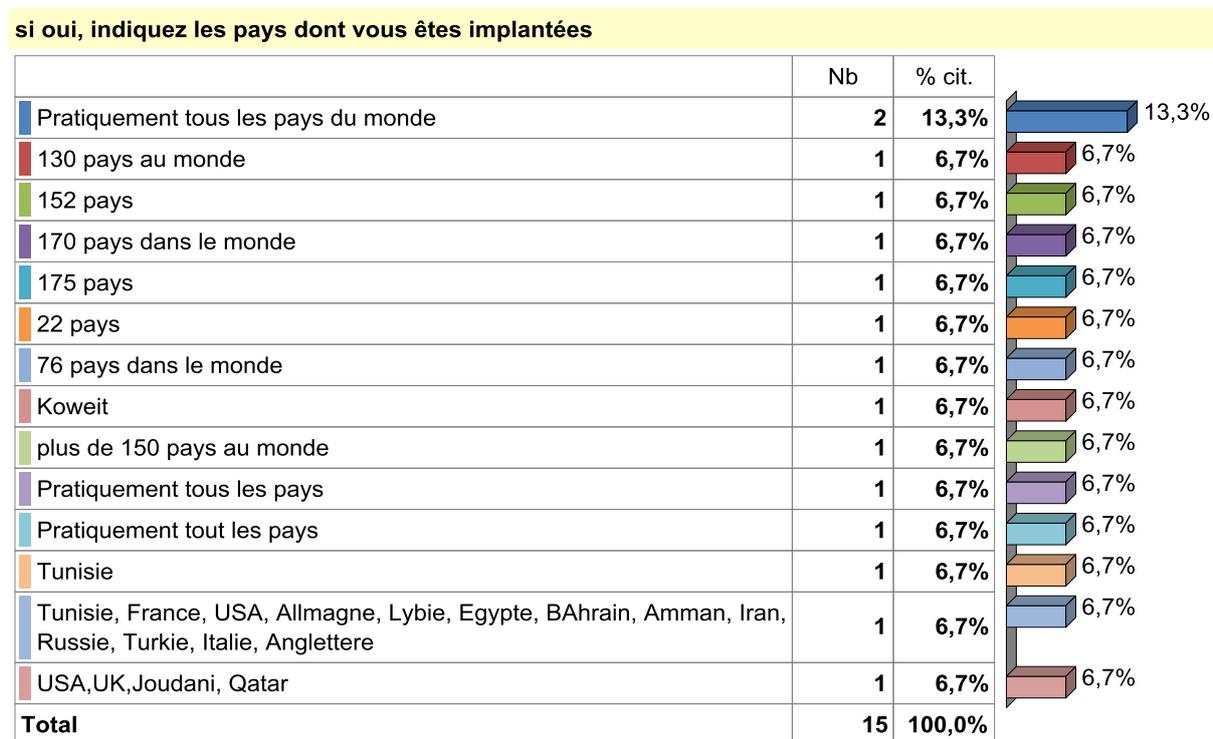
Source : réalisé par nos soins à partir des résultats de l'enquête sur le terrain

### 1.6. L'implantation des firmes enquêtées dans le monde

Pour devenir multinationales, il faut au moins développer une activité hors du territoire national, pour cela nous avons essayé d'énumérer et de donner une image sur les entreprises présentes en Algérie.

# Essai d'analyse des déterminants d'attractivité des IDE en Algérie. Enquête auprès de quelques entreprises étrangères.

**Tableau 22 : L'implantation des firmes enquêtées dans le monde**



Source : réalisé par nos soins à partir des résultats de l'enquête sur le terrain

Les multinationales exerçantes en Algérie, ont toute au moins une localisation à l'étranger ou on trouve que seulement 4 entreprises qui ont moins de 20 localisations, 2 qui ont de 20 à 100 implantations et les autres sont présentes dans pratiquement tous les pays du monde. Cela montre que l'attraction de l'Algérie n'est pas vraiment déterminante parce que la plupart de ces multinationales ce n'est le marché Algérien qui les intéresse, mais de conquérir le monde et d'être présentes partout.

## 1.7. Le nombre d'employés dans les différentes sociétés

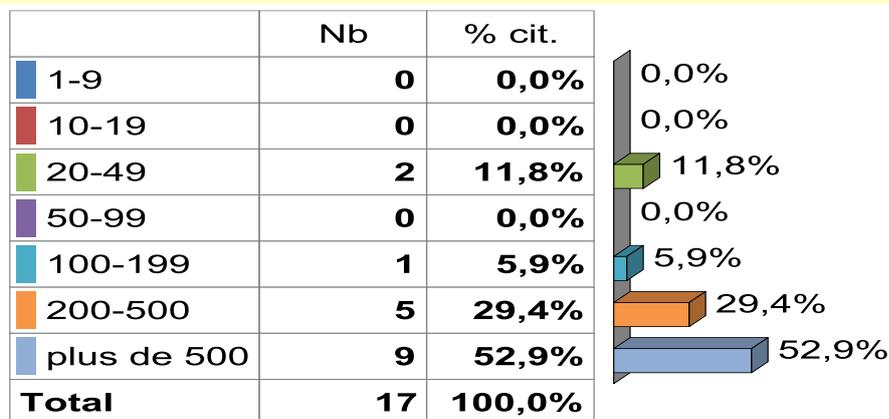
Le marché de travail constitue un grand problème pour les autorités Algériennes, vu le taux du chômage élevé dans le pays et le manque d'opportunité d'emploi, nous allons essayer de démontrer le rôle des firmes multinationales dans la réduction du chômage.

D'après les résultats de notre enquête, nous remarquons que les multinationales participent à la résorption du chômage en créant des postes de travail allant jusqu'à 500 et plus de postes. Cela confirme que les firmes multinationales sont créatrices d'emploi. C'est pourquoi l'Algérie doit attirer davantage ce type d'investissement dans le but de lutter contre le chômage qui prend de l'ampleur.

## Essai d'analyse des déterminants d'attractivité des IDE en Algérie. Enquête auprès de quelques entreprises étrangères.

Tableau 23 : Le nombre d'employés dans les différentes sociétés

### Combien d'employés travaillent dans votre entreprise?



Source : réalisé par nos soins à partir des résultats de l'enquête sur le terrain

### 1.8. Le classement de la main d'œuvre des investisseurs étrangers

Le recrutement des multinationales diffère selon leurs attentes et ambitions. Cette enquête nous a permis de savoir ce que les investisseurs étrangers cherchent entre main-d'œuvre qualifiée, expérimentée ou ouvrière.

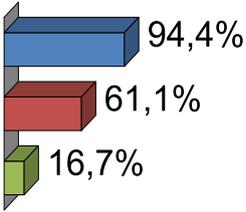
La qualification de la main-d'œuvre des pays d'accueils constitue un facteur déterminant de localisation des FMN, l'enquête menée nous a permis de démontrer que tous les investisseurs étrangers présents sur le territoire national s'intéressent à la main-d'œuvre qualifiée et expérimentée dans leurs recrutements. Sauf trois entreprises qui recrutent aussi la main-d'œuvre ouvrière (agents de sécurité). Cette recherche de qualification montre que ces entreprises sont de renommée, n'acceptent pas une détérioration et un abaissement de leur image qui sera peut-être causée par une main-d'œuvre ouvrière

## Essai d'analyse des déterminants d'attractivité des IDE en Algérie. Enquête auprès de quelques entreprises étrangères.

**Tableau 24 : La composition de la main-d'œuvre algérienne**

### La composition de votre main d'oeuvre

	Nb	% obs.
Main d'oeuvre qualifiée	17	94,4%
Main d'oeuvre expérimentée	11	61,1%
Main d'oeuvre ouvrière	3	16,7%
<b>Total</b>	<b>18</b>	



Source : réalisé par nos soins à partir des résultats de l'enquête sur le terrain

### 1.9. L'identification des consommateurs des produits de ces firmes

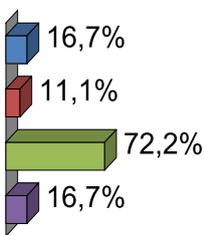
Pour détourner les barrières tarifaires et non tarifaires ou éviter les difficultés d'accès à un marché, les FMN procèdent à l'implantation directe sur ce territoire, pour satisfaire la demande du marché à ce produit. Nous avons posé la question aux entreprises enquêtées, pour savoir par qui ses produits sont-ils consommés ?

Ce tableau montre que la plupart des produits sont consommés sur le marché national, soit 16 produits avec un pourcentage de 84.3%, et 3 soit 16.7% des produits sont aussi consommés par le marché étranger, suivant la stratégie d'accès aux marchés de proximité géographique, cela présente un avantage pour l'économie Algérienne par l'augmentation des recettes d'exportation.

**Tableau 25 : La consommation des produits par les firmes**

### La consommation de vos produits est faite

	Nb	% obs.
Sur le marché local	3	16,7%
Sur le marché régional	2	11,1%
Sur le marché national	13	72,2%
Sur le marché étranger	3	16,7%
<b>Total</b>	<b>18</b>	



Source : réalisé par nos soins à partir des résultats de l'enquête sur le terrain.

# Essai d'analyse des déterminants d'attractivité des IDE en Algérie. Enquête auprès de quelques entreprises étrangères.

---

## **2. Les facteurs déterminants du choix de l'Algérie comme pays d'accueil**

Auparavant nous avons présenté les caractéristiques et le cadre général des entreprises enquêtées, dans ce qui suit nous allons évoquer l'ensemble des facteurs influant la décision d'investir en Algérie qui seront classés en 3 groupes : facteurs d'ordre macro-économique, sociotechnique et institutionnel.

### **2.1. Les facteurs macro-économiques**

Ils sont résumés ainsi :

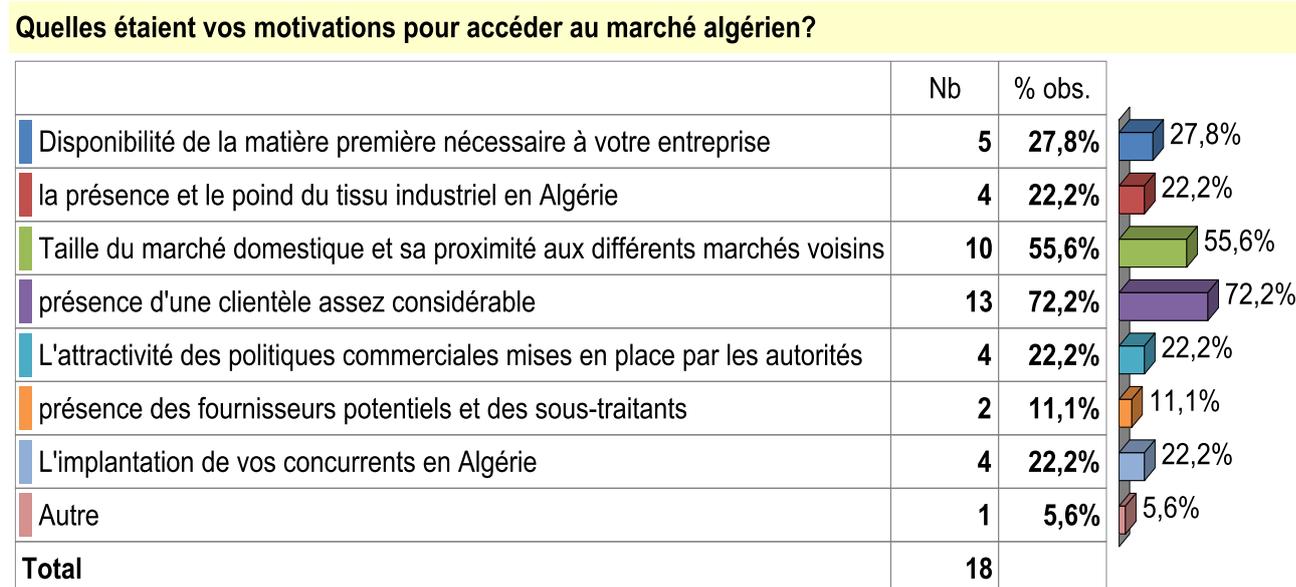
#### **2.1.1. Les principales motivations pour venir investir en Algérie**

On va présenter les principales motivations qui poussent les multinationales à investir chez nous.

D'après les résultats de l'enquête, plusieurs facteurs sont à l'origine de l'implantation des firmes multinationales. La présence d'une clientèle assez considérable est classée comme le premier facteur d'attractivité avec 72.2%. Cela est dû à la disponibilité de consommateurs potentiels des produits offerts par ces firmes. Vient ensuite, la taille du marché et sa proximité avec 55.6%, l'Algérie attire plus d'IDE de l'Europe cela concrétise l'importance de la situation géographique du pays. Et d'autres facteurs qui sont présents avec moins d'ampleur et qui restent aussi importants et décisifs à la décision d'investir en Algérie, parmi ces facteurs on trouve la disponibilité de la matière première avec 27.8%, le poids du tissu industriel et l'implantation des concurrents en Algérie avec 22.2% de réponses...etc. Nous avons ainsi reçu une réponse autre que celle citée avant qui est l'ouverture du marché algérien aux banques étrangères, cela est dû à la volonté des autorités de développer le secteur bancaire.

## Essai d'analyse des déterminants d'attractivité des IDE en Algérie. Enquête auprès de quelques entreprises étrangères.

**Tableau 27 : Les principales motivations pour venir investir en Algérie**



Source : réalisé par nos soins à partir des résultats de l'enquête sur le terrain

### 2.1.2. Les principales caractéristiques du marché financier en Algérie

La plupart des entreprises enquêtées ont soulevé le problème de l'inefficience du système bancaire et financier. Nous remarquons que les principales notes données par les entreprises tournent autour de faible et moyenne. En ce qui concerne l'efficience du système bancaire algérien les réponses sont réparties entre faible (8) et moyenne (9). Disponibilité des crédits bancaires 4 réponse faibles, 10 moyennes et 2 élevées. Accès au financement 3 faibles, 13 moyennes et 0 élevée. Le niveau de risque de change 2 faibles, 9 moyennes et 6 élevées.

Ce retard est principalement causé par les banques qui n'adoptent pas des comportements productifs et performants en agissant en fonction des besoins des clients et de l'économie, mais en fonction des injonctions de l'État et le monopole des banques publiques sur l'économie. La transparence exigée par les marchés financiers, l'absence de la culture managériale, ajoutant le syndrome Khalifa et la forme juridique des entreprises, cela freine la cotation des entreprises en bourse et le développement du marché financier.

# Essai d'analyse des déterminants d'attractivité des IDE en Algérie. Enquête auprès de quelques entreprises étrangères.

**Tableau 28 : Les principales caractéristiques du marché financier en Algérie**

**comment estimez-vous les caractéristiques suivantes du marché financier algérien?**

	Faible	Moyenne	Elevé	Total
Efficiencce du système bancaire Algérien	8	9	0	17
Disponibilité des crédits bancaires	4	10	2	16
Accès au financement en Algérie	3	13	0	16
Le niveau de risque de change	2	9	6	17
<b>Total</b>	<b>17</b>	<b>41</b>	<b>8</b>	<b>66</b>

Source : réalisé par nos soins à partir des résultats de l'enquête sur le terrain

## **2.2. Les facteurs sociotechniques**

Dans cette catégorie de facteurs nous allons nous intéresser au marché du travail et aux coûts de la main-d'œuvre, la qualification du système d'enseignement algérien et aux infrastructures de base.

### **2.2.1. La qualification des caractéristiques du marché Algérien du travail.**

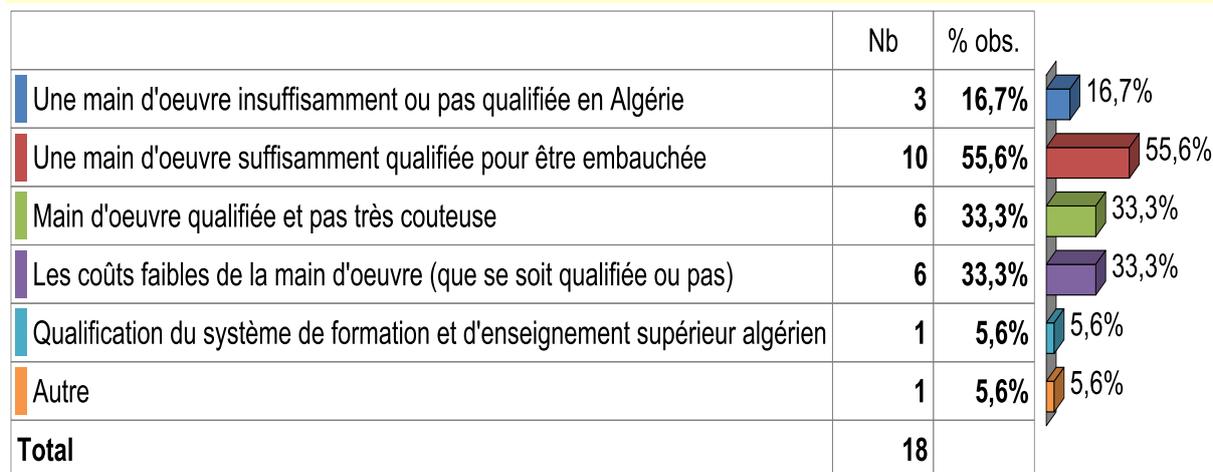
Pour mieux connaître les caractéristiques du marché du travail, nous avons élaboré quelques questions afin de ressortir le degré de compétence de la main d'œuvre.

Les dirigeants des entreprises enquêtées, estiment que la main-d'œuvre algérienne est suffisamment qualifiée pour être embauchée et elle n'est pas très coûteuse avec 16 réponses. Cela est dû principalement à la qualification du système d'enseignement supérieur et de la formation algérienne qui est en développement permanent.

## Essai d'analyse des déterminants d'attractivité des IDE en Algérie. Enquête auprès de quelques entreprises étrangères.

**Tableau 29 : Les caractéristiques du marché algérien du travail.**

Comment qualifiez-vous les caractéristiques du marché du travail algérien?



Source : réalisé par nos soins à partir des résultats de l'enquête sur le terrain

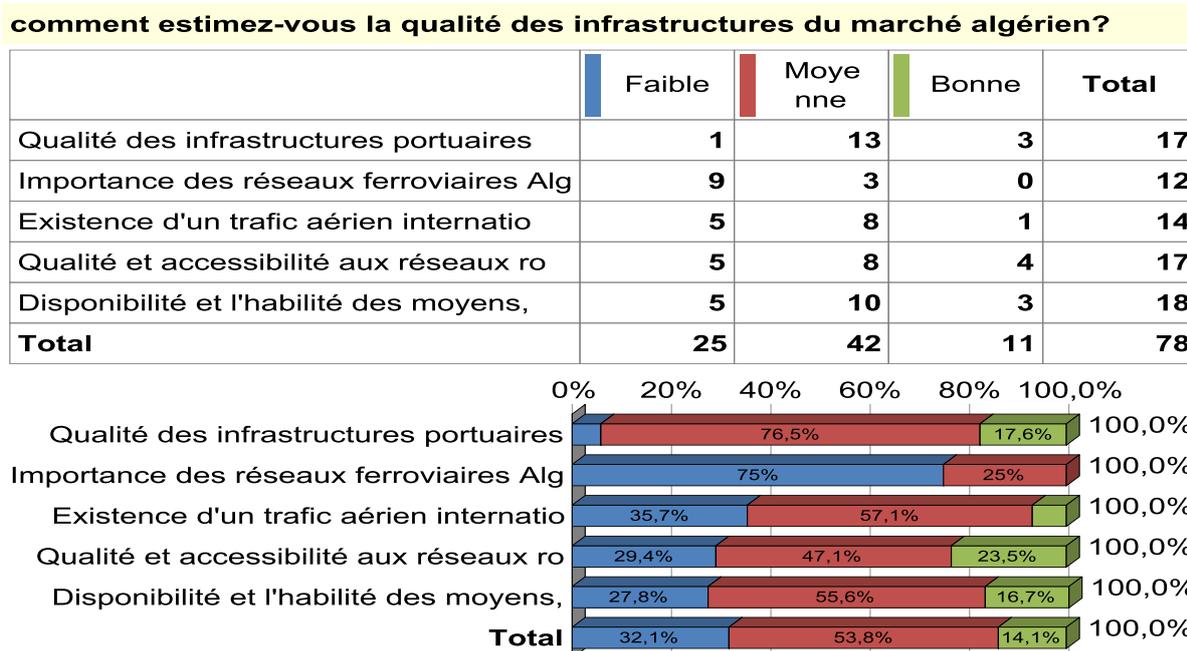
### 2.2.2. La qualité des infrastructures algériennes selon les investisseurs étrangers

Parmi les déterminants les plus essentiels à la localisation des FMN on trouve la qualité des infrastructures et les moyens de télécommunication, pour connaître les caractéristiques des infrastructures, nous avons demandé aux dirigeants des entreprises de donner des estimations sur la qualité de l'édification Algérienne.

S'agissant des infrastructures de base et les moyens de télécommunication, les réponses fournies, nous indiquent que la qualité des infrastructures est moyenne et dès fois faible, mais dans l'ensemble elle reste moyenne.

# Essai d'analyse des déterminants d'attractivité des IDE en Algérie. Enquête auprès de quelques entreprises étrangères.

**Tableau 30 : La qualité des infrastructures algériennes selon les investisseurs étrangers**



Source : réalisé par nos soins à partir des résultats de l'enquête sur le terrain

## 2.3. Les facteurs institutionnels et réglementaires

Une troisième catégorie de facteurs, est décisive au choix d'implantation des multinationales, ce groupe de déterminants institutionnels et réglementaires, contient toutes les facilitations que ce soit fiscales, sécuritaires ou relationnelles pour exercer l'activité économique en toute sérénité.

### 2.3.1. Le degré de satisfaction des entreprises vis-à-vis des caractéristiques institutionnelles suivantes

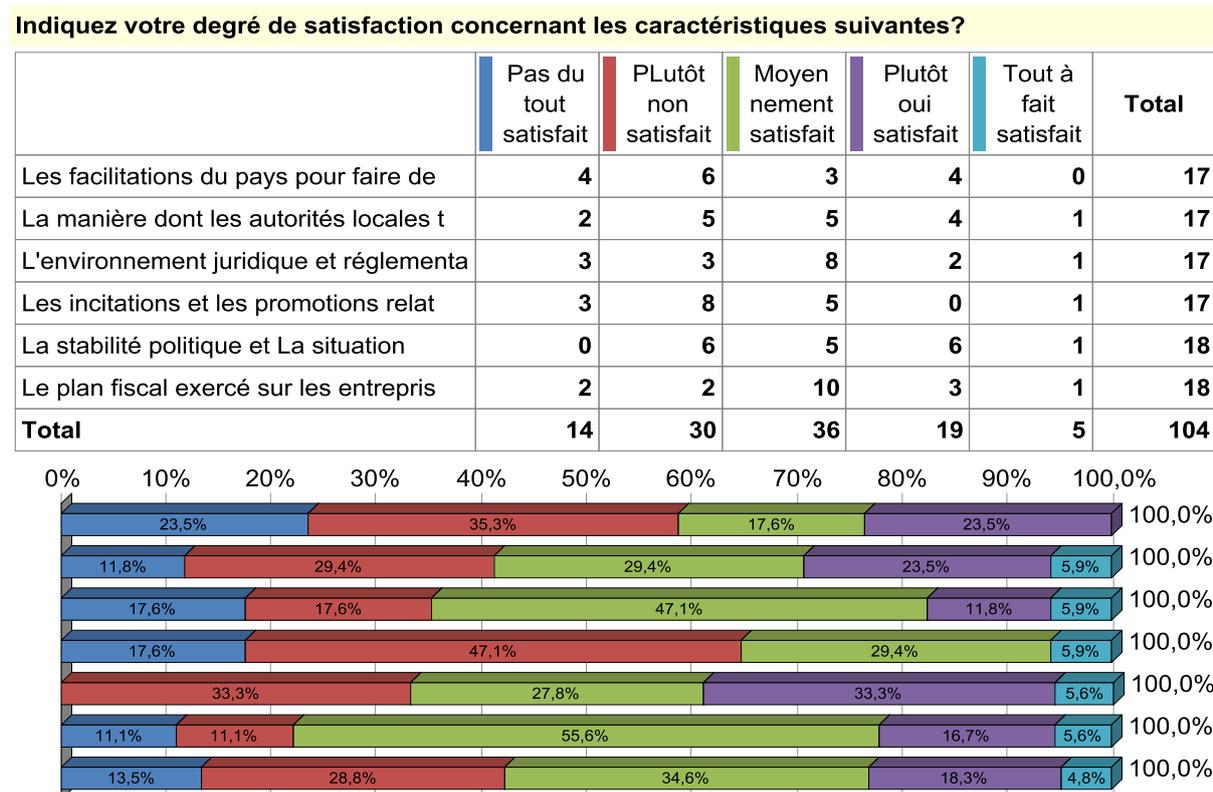
Les facilitations accordées par l'État et les promotions engagées sont indispensables pour une attraction aux IDE, ce tableau nous renseigne sur le degré de satisfaction des investisseurs, par rapport aux incitations d'ordre institutionnel.

Les résultats de notre enquête démontrent bien, que la majorité des entreprises enquêtées, ont exprimé leurs insatisfactions concernant les facteurs institutionnels, on remarque, que seulement cinq des 20 entreprises ont été tout à fait satisfaites, 19 points d'un total de 104 ont voté pour plutôt oui satisfait, 36 pour moyennement satisfait, 30 plutôt non satisfait et 14 pas du tout satisfait. Cela montre la vulnérabilité des incitations et les promotions adoptées par le système Algérien, pour persuader et encourager l'investissement,

## Essai d'analyse des déterminants d'attractivité des IDE en Algérie. Enquête auprès de quelques entreprises étrangères.

ainsi les lourdeurs administratives et le plan fiscal, représentent un frein et un obstacle pour l'entrée d'IDE.

**Tableau 31 : Le degré de satisfaction des entreprises vis-à-vis les caractéristiques institutionnelles suivantes**



Source : réalisé par nos soins à partir des résultats de l'enquête sur le terrain

### 2.3.2. Le jugement de l'efficacité des différents organismes

Concernant l'efficacité des institutions Algérienne (justice, ANDI, CNAS, CNAC, guichet unique, chambre de commerce), nous n'avons pas pu collecter assez de réponses pour que le travail soit représentatif, cela est dû à la confidentialité des entreprises en ce volet. Les réponses rassemblées, nous ont permis de donner la note de 3/5.

### 3. L'opinion des entreprises sur l'attractivité du pays et les obstacles entravant sa séduction

Dans cette partie nous allons présenter l'avis des firmes sur les différents déterminants du pays, faire une comparaison entre l'Algérie et les pays voisins en matière d'attractivité des IDE, connaître les différents obstacles entravant l'entrée des capitaux étrangers, ainsi essayer d'apporter quelques solutions afin accentuer et d'accroître l'attractivité Algérienne.

# Essai d'analyse des déterminants d'attractivité des IDE en Algérie. Enquête auprès de quelques entreprises étrangères.

## 3.1. Les rapports avec les entreprises de proximité géographique

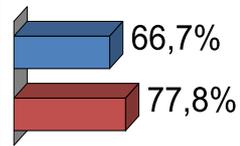
Le choix de localisation se fait à travers de différents éléments qui vont jusqu'à la sélection de territoire d'implantation, ou la présence des sous-traitants, concurrents et institutions nécessaires au bon fonctionnement de l'activité.

On constate que la plupart des réponses vont dans les deux sens, des rapports de concurrence tout comme des rapports de coopération, du fait qu'une entreprise avant son installation sur un marché procède à l'étude de celui-ci, pour éviter les pertes de temps, ces firmes choisissent l'endroit où ses concurrents sont implantés, du fait qu'une étude est déjà faite sur cette localité. Pour les rapports de coopération, c'est normal que les entreprises choisissent la zone où des sous-traitants et fournisseurs sont disponibles, pour réduire les coûts et les délais.

**Tableau 32 : Les rapports avec les entreprises de proximité géographique**

### Avez-vous des rapports avec les entreprises de proximité géographique?

	Nb	% obs.
Des rapports de concurrence	12	66,7%
Des rapports de coopération	14	77,8%
<b>Total</b>	<b>18</b>	



Source : réalisé par nos soins à partir des résultats de l'enquête sur le terrain

## 3.2. Les infrastructures les plus adoptées par votre entreprise

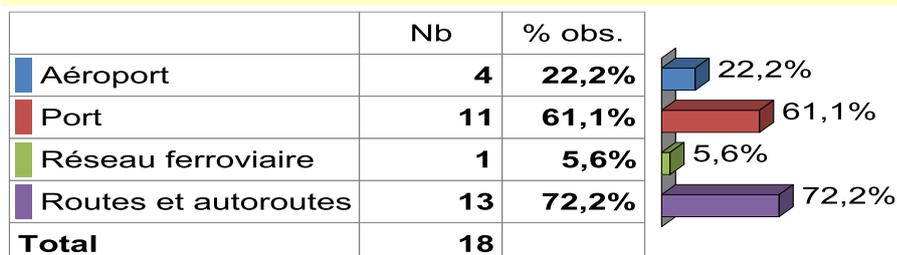
Dans ce tableau suivant, nous allons illustrer les différentes infrastructures selon leur utilité aux investisseurs étrangers.

Ce tableau montre clairement l'importance des routes et ports et leur rôle dans l'économie, le transport routier reste le moyen dominant avec 72.2%. Quant au transport maritime, ce dernier se classe en deuxième position avec une part de 61.1%. La troisième position revient au transport aérien avec une part 22.2%. Enfin le transport ferroviaire occupe la dernière place avec seulement 5.6%. Cela s'explique par la préférence et l'accessibilité des routes et l'autoroute (autoroute est-ouest) qui est un atout considérable, les ports plus au moins actifs et un digne trafic aérien.

## Essai d'analyse des déterminants d'attractivité des IDE en Algérie. Enquête auprès de quelques entreprises étrangères.

**Tableau 33 : Les infrastructures déterminantes de la localisation des firmes multinationales**

**Parmi ces infrastructures quelles sont les plus déterminantes à votre localisation?**



Source : réalisé par nos soins à partir des résultats de l'enquête sur le terrain.

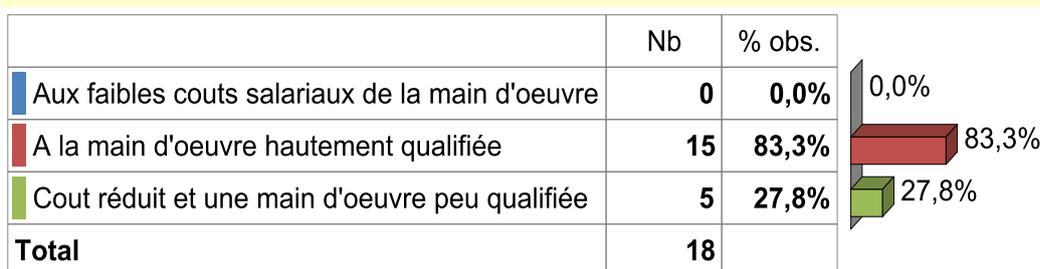
### 3.3. Les critères de recrutement de la main-d'œuvre algérienne

Le marché du travail en Algérie dispose de différentes catégories de main d'œuvre comme été constaté par cette enquête, elle est composée d'une main-d'œuvre qualifiée, peu qualifiée et ouvrière. Dans ce qui suit, nous allons essayer de découvrir quel critère préfère les entreprises enquêtées.

Lors des recrutements de ces multinationales, seulement la main-d'œuvre hautement qualifiée les intéresse, et dès fois on trouve des entreprises qui recrutent une partie de leur employé avec un degré de qualification limitée. Cela pour conserver l'image et la notoriété de l'entreprise, et offrir toujours des produits de qualité.

**Tableau 34 : Les critères de recrutement de la main-d'œuvre algérienne**

**Selon vous, lors de vos recrutements vous vous intéressez plus**



Source : réalisé par nos soins à partir des résultats de l'enquête sur le terrain

# Essai d'analyse des déterminants d'attractivité des IDE en Algérie. Enquête auprès de quelques entreprises étrangères.

## 3.4. L'attractivité des wilayas de localisation et l'implantation dans d'autres pays voisins

Ci-après nous essayerons de connaître l'attractivité de la wilaya de localisation ainsi l'implantation de notre échantillon dans les pays voisins (Maroc, Tunisie, Libye et Égypte).

Selon les réponses fournies par les investisseurs, 11 parmi eux trouvent que leurs wilayas de localisation est plus attractives que d'autres, cela peut être expliqué par la disponibilité de fournisseurs, sous-traitants et matière première dans certaines wilayas que d'autres.

Seulement deux entreprises sont installées en Algérie sans avoir investi dans d'autres pays voisins, les 16 autres entreprises sont réparties comme s'est indiqué sur le tableau au-dessus, ou 12 de cet échantillon sont implantées sur le territoire du Maroc, Tunisie et Égypte, la Libye a reçu que cinq investisseurs.

**Tableau 35 : L'attractivité de la wilaya d'implantation et l'implantation dans d'autres pays voisins**

### La localisation

	oui	non	Total
L'attractivité de la wilaya	11	6	17
Localisation dans les pays voisins	16	2	18
<b>Total</b>	<b>27</b>	<b>8</b>	<b>35</b>

Source : réalisé par nos soins à partir des résultats de l'enquête sur le terrain

### si oui indiquez les?

	Nb	% cit.
Egypte	12	29,3%
Maroc	12	29,3%
Tunisie	12	29,3%
Lybie	5	12,2%
<b>Total</b>	<b>41</b>	<b>100,0%</b>

A horizontal bar chart with 3D-style bars. The bars are colored blue for Egypte, red for Maroc, green for Tunisie, and purple for Lybie. Each bar is labeled with its percentage value: 29,3%, 29,3%, 29,3%, and 12,2% respectively.

Source : réalisé par nos soins à partir des résultats de l'enquête sur le terrain

## Essai d'analyse des déterminants d'attractivité des IDE en Algérie. Enquête auprès de quelques entreprises étrangères.

### 3.5. Le classement par ordre croissant l'attractivité de chaque pays (Algérie, Maroc, Tunisie, Libye et Égypte)

Ce tableau montre et donne une impression sur l'attractivité de chaque territoire, nous remarquons que le Maroc est 6 fois la première, en matière d'attractivité aux IDE, selon les dirigeants de ces FMN, cela s'explique par son ouverture sur le marché mondial et les incitations mis en place, pour faciliter l'investissement dans le pays. Suivi par l'Égypte avec 3 position de leader en matière de séduction des investissements, puis l'Algérie avec 2, la Tunisie une fois comme première destination, enfin la Libye qui reste à la traîne des pays de l'Afrique du nord. Ce classement montre que l'Algérie est toujours en retard par rapport à ces voisins, malgré les facilitations et la volonté des autorités d'attirer plus d'IDE, ceci est causé par plusieurs obstacles que nous allons présenter dans ce qui suit.

**Tableau 36 : Le classement par ordre croissant l'attractivité de chaque pays (Algérie, Maroc, Tunisie, Libye et Égypte :**

#### Classez par ordre croissant l'attractivité de chaque pays?

	1	2	3	4	5	Total
MAR	6	2	1	3	0	12
EGY	3	0	4	4	1	12
ALG	2	5	4	1	0	12
TUN	1	5	3	3	0	12
LYB	0	0	0	1	11	12

Source : réalisé par nos soins à partir des résultats de l'enquête sur le terrain

### 3.6. Les obstacles rencontrés par les investisseurs lors de leur processus de décision d'implantation

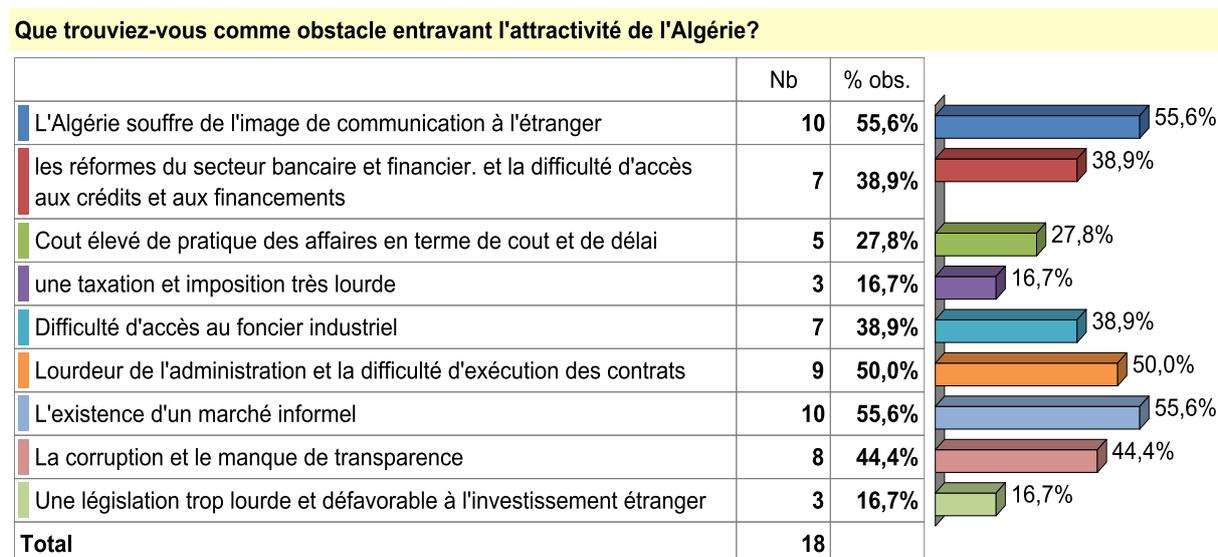
Le retard et la répulsion de l'Algérie aux IDE, peut-être due à plusieurs facteurs, qui seront énumérés ci-après, dans ce tableau qui englobe tous les obstacles, susceptible d'être repoussant aux investisseurs étrangers.

Questionnées sur les principaux facteurs faisant obstacles à l'IDE, les entreprises enquêtées placent le déficit de l'image de communication et l'existence d'un marché informel comme premiers obstacles avec un pourcentage de 55%. Selon les investisseurs, en dépit des

## Essai d'analyse des déterminants d'attractivité des IDE en Algérie. Enquête auprès de quelques entreprises étrangères.

importantes réformes mises en place par les autorités, l'Algérie enregistre toujours un déficit d'image à l'extérieur. En effet, le milieu des affaires étranger a généralement une méconnaissance des nouvelles réglementations adoptées en Algérie afin de libéraliser l'économie et de mettre en valeur le potentiel d'investissement que recèle l'Algérie. Viennent en deuxième position les lourdeurs administratives avec 50%. La troisième position revient à la corruption et le manque de transparence avec 44.4%.

**Tableau 37 : Obstacles entravant l'attractivité de l'Algérie**



Source : réalisé par nos soins à partir des résultats de l'enquête sur le terrain

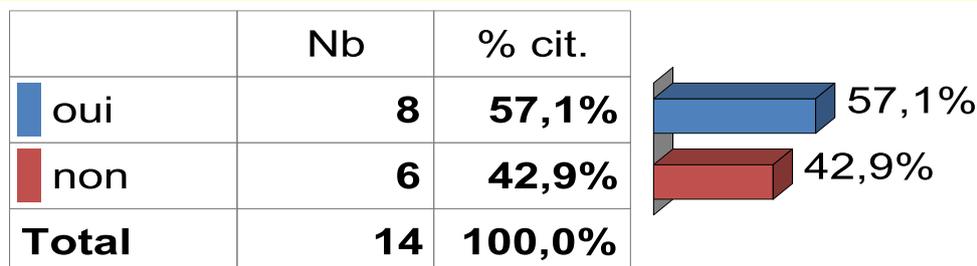
### 3.7. La loi 51/49 est-elle un obstacle face à l'entrée d'IDE

Les résultats de notre enquête démontent que la majorité des entreprises enquêtées, estiment que la 51/49 représente un obstacle majeur avec 57.1% de réponses. Cette loi a suscité et continue de fortes controverses, les multinationales la considérant comme contreproductive et dissuasive à l'investissement. Les moins critiques considéraient qu'il convient d'en limiter le champ d'application aux seuls "secteurs stratégiques" comme les hydrocarbures. Les partenaires étrangers, mais également le FMI et la Banque mondiale ont pointé de manière régulière cette règle comme étant une entrave à l'investissement. En revanche 42.9% des entreprises enquêtées ne sont pas gênées par cette loi.

## Essai d'analyse des déterminants d'attractivité des IDE en Algérie. Enquête auprès de quelques entreprises étrangères.

Tableau 38 : La loi 51/49 comme obstacle face à l'entrée d'IDE

### Trouvez-vous que la loi 51/49 représente un obstacle face à l'entrée d'IDE



Source : réalisé par nos soins à partir des résultats de l'enquête sur le terrain

### 3.8. Les solutions en vigueur pour une meilleure attractivité.

Selon les réponses fournies par les FMN, l'Algérie n'attire pas suffisamment d'IDE à cause des différents obstacles, qui freinent l'entrée de ces investissements, donc une série de réformes et modernisations sont indispensables pour renforcer la capacité d'attraction du pays. Parmi ces réformes, les multinationales ont cité :

- L'amélioration de l'image de communication et de sécurité : c'est-à-dire, communiquer et promouvoir les capacités et les potentiels d'attractivité du territoire algérien, par l'amélioration et la modernisation des moyens de communication, par l'accès aux différentes données nécessaires pour aider à la prise de décision de délocalisation des FMN ainsi élargir les fonctions des ambassades à la promotion du territoire. De plus, l'Algérie doit donner une autre image sur la sécurité du pays, qu'a été pour longtemps peu favorable à cause de la décennie noire.
- Promouvoir l'investissement hors hydrocarbures et faciliter le dispositif de création d'entreprises aux investisseurs locaux, qu'à leur tour attire l'investisseur étranger, par la disponibilité des sous-traitants nationaux et de la matière première prête pour l'utilisation.
- Moderniser et renforcer le système bancaire et financier et instaurer le libre échange des devises pour rassurer les investisseurs étrangers. Par la participation des institutions financières et bancaires, qui jouent un rôle d'intermédiaires, à l'allocation des ressources monétaires ou financières entre les agents économiques à excédent de

## Essai d'analyse des déterminants d'attractivité des IDE en Algérie. Enquête auprès de quelques entreprises étrangères.

capitaux (épargnants), et ceux en déficit (emprunteurs). De plus, les autorités devraient faciliter le rapatriement de bénéfices par les multinationales présentes en Algérie.

- Éviter les modifications répétitives dans les lois et décrets régissant l'investissement, afin de conserver les investisseurs sur le territoire et les inciter à élargir leurs activités, dans le but d'instaurer et d'assurer la continuité et le développement de l'économie.
- Bannir et combattre la corruption et les marchés informels ainsi exercer des peines pénibles sur toute personne entrante dans l'inorganisé, afin d'établir un climat et un environnement serein et transparent.

### 3.9. La description de l'expérience des investisseurs étrangers en Algérie

Le but de cette question est de savoir comment les investisseurs jugent leur carrière en tant qu'investisseurs.

94.4% des entreprises enquêtées déclarent que l'expérience d'investisseur étranger est positive puisqu'elle leur a permis d'augmenter leur chiffre d'affaires. Et les 5.6% restant de notre échantillon estiment que cette expérience est très positive.

**Tableau 39 : La description de l'expérience des investisseurs étrangers en Algérie**

#### Comment décriviez-vous votre expérience d'investissement étranger en Algérie?

	Nb	% cit.
Très positive	1	5,6%
Positive	17	94,4%
Très négative	0	0,0%
Négative	0	0,0%
<b>Total</b>	<b>18</b>	<b>100,0%</b>

The bar chart displays the percentage distribution of responses for each category. The 'Positive' category has the highest percentage at 94.4%, followed by 'Très positive' at 5.6%. The 'Très négative' and 'Négative' categories both have 0.0%.

Source : réalisé par nos soins à partir des résultats de l'enquête sur le terrain

### Conclusion

Ce dernier chapitre, qui est l'axe principal de notre étude, nous a permis de concrétiser le travail théorique, qui porte sur les principaux facteurs déterminants de l'attractivité du territoire Algérien.

## Essai d'analyse des déterminants d'attractivité des IDE en Algérie. Enquête auprès de quelques entreprises étrangères.

---

Pour une évaluation des moyens d'attraction du territoire, nous avons procédé à une enquête de terrain par questionnaire, pour déduire et ressortir les différents déterminants et obstacles de la captivité du pays, et aussi suggérer quelques solutions qui peuvent être un dénouement de l'environnement des affaires qui demeure toujours rigide.

D'après les résultats de l'enquête, nous avons pu obtenir les facteurs attractifs aux IDE, comme la présence d'une clientèle assez considérable avec 72.2% de réponses, la taille du marché et sa proximité des différents marchés potentiels avec 55,6%, disponibilité de matière première nécessaire avec 27.8% de réponses. La disponibilité d'une main-d'œuvre qualifiée et bon marché avec plus de 90% de réponses et une infrastructure de base moyennement développée selon les dirigeants des FMN enquêtées. En dépit de ces avantages, l'Algérie souffre constamment de déficit de son image de communication à l'étranger, l'existence d'un marché informel avec 55.6% de réponses, des lourdeurs administratives et difficulté d'exécution des contrats avec 50%, la corruption et le manque de transparence avec 44.4%, ajoutant à cela la loi 51/49 qui à son tour freine et défavorise le climat des affaires en Algérie.

L'Algérie plus que jamais, a besoin des investisseurs étrangers, pour renforcer et diversifier son économie et la faire sortir de son appartenance et sa dépendance des recettes des hydrocarbures, dans l'objectif de surpasser la crise actuelle.



# *Conclusion générale*

# Conclusion générale

---

## Conclusion générale

Tout au long de ce travail, nous avons tenté de déterminer les facteurs d'attractivité des IDE en Algérie, et d'analyser ceux qui sont plus et moins influant à la localisation des FMN, et enfin essayer d'apporter des solutions ou des suggestions qui permettent d'améliorer le potentiel du pays en matière d'attraction aux capitaux étrangers.

Au terme de cette étude, il serait nécessaire de rappeler les principaux résultats auxquels nous sommes parvenus :

D'après l'étude qu'on a menée, sur l'attractivité du territoire algérien, nous a conduit à déterminer les forces et faiblesse de ce dernier, en matière de séduction des IDE ainsi analyser son potentiel. D'après ceci nous avons obtenu une série d'atouts que dispose l'Algérie, comme la présence d'une clientèle assez considérable avec 72.2% de réponses, sa taille de marché domestique et sa proximité des marchés potentiels avec 55.6%, la disponibilité des ressources naturelles avec 27.8%, une main-d'œuvre relativement qualifiée et bon marché et une base infrastructurelle assez importante, ajoutant à cela l'intégration progressive dans l'économie mondiale. Malgré ces avantages, l'Algérie reste toujours à la traîne par rapport aux autres pays du Maghreb.

Le retard de l'Algérie est causé essentiellement par ces différents problèmes déduits à partir de l'enquête menée, qui sont :

- L'inefficience du marché financier Algérien avec 38.9% de réponses, c'est-à-dire, le système financier n'est pas développé pour répondre aux attentes des investisseurs étrangers, en matière de financement, disponibilité de crédit bancaire et un risque de change élevé.
- Lourdeurs administratives et la difficulté d'exécution des contrats avec 50% de réponses : des contraintes relatives aux délais et coûts de réalisation des contrats ainsi le retard dans l'obtention des permis de construire. Ceci entrave le libre investissement et la promotion d'IDE.
- Le déficit de l'image de communication de l'Algérie 55.6% de réponses : Le désavantage du climat des affaires freine la création de richesse, cela est dû principalement au manque de précision et l'ambiguïté des lois, le non-développement des nouvelles technologies d'information et de communication ainsi l'absence d'une stratégie marketing pour faire connaître le potentiel du territoire Algérien.

## Conclusion générale

---

- Existence des marchés informels, la corruption et le manque de transparence : les investisseurs restent circonspects, dans leur engagement d'investir, à cause de la corruption et le manque de transparence, ou l'Algérie est classée 108<sup>ème</sup> parmi 176 pays selon IPC.
- La difficulté d'accès au foncier industriel 38.9% de réponses : peut-on parler d'une pénurie de foncier dans un pays à une superficie de plus de deux millions de kilomètres carrés ? Non, cette difficulté est à l'origine de l'absence de mesures concrètes, transparentes et fermes qui régissent la gestion du foncier industriel.

Devant le progrès de nos voisins (Tunisie, Maroc et Egypte), en matière d'attractivité, l'Algérie ne semble guère intéresser les investisseurs étrangers, et profiter des avantages que ruent ces derniers. L'Algérie prouve une autre fois que la procédure d'investir est aussi complexe, par la promulgation de la LFC de 2009, cela nous conduit à infirmer notre 2<sup>ème</sup> hypothèse. Les autorités maintenant plus que jamais doivent relever le défi pour sortir de la crise actuelle, par la création d'un climat aussi favorable qu'attractif pour renforcer la performance du pays en cette matière et l'adaptation des politiques économiques structurelles, surtout sur les plans commercial, bancaire et financier. Pour réussir ce processus, faudrait quelques changements et modifications des politiques d'attraction parmi :

- Faciliter les procédures de création d'entreprises et l'exécution des contrats, ainsi combattre la bureaucratie.
- Moderniser les réseaux de l'information et de communication et améliorer l'image sécuritaire de l'Algérie aux yeux des étrangers (la décennie noire).
- Bannir la corruption, combattre le marché informel et pour que la transparence règne.
- Renforcement et modernisation du système bancaire et financier.
- Éviter les changements répétitifs dans les lois régissant l'investissement, afin d'instaurer une continuité, une diversification et un développement de l'économie...etc.

Au terme de cette étude, il s'est avéré que l'Algérie n'utilise pas parfaitement son potentiel, en matière d'attractivité, et que les décisions de s'implanter par les investisseurs étrangers sont influencées principalement par les facteurs macro-économiques présents en Algérie. Ce dernier doit agir en tant qu'acteur, non pas comme un simple pion, pour bénéficier au maximum de l'internationalisation des entreprises.



# *Bibliographie*

### **REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES**

#### **I. LOUVRAGES**

- Amelon. J., A, cardebat J.M : les nouveaux défis de l'internationalisation, 1ere Edition, paris, 2010.
- Andreff, W. 1996, « Les multinationales globales », La Découverte,
- Bellon, B, Gouala, R (1998), « investissements directs étranger et développement industriel méditerranéen », édition ECONOMICA, paris, P17.
- Dictionnaire d'économie et de sciences sociales, Editions Nathan, 4 ème édition mise à jour, 1998.
- Hatem, F., Investissement international et politiques d'attractivité, Economica ,2004.
- Henry. B, « théories de l'investissement direct étranger », édition ECONOMICA, 49, rue héricart, 75015 paris, 1985.
- Meier.O, Schier.G : Entreprises multinationales ».Edition DUNOD, Paris, 2005.
- Michalet, C-A. « La séduction des nations ou comment attirer les investissements.1999.
- MERCIER-SUISSA C.et BOUVERET-RIVAT C., « L'essentiel des stratégies d'internationalisation del'entreprise », Gualino Editeur, EJA-Paris, 2000.
- Peyrard.J : Gestion financière internationale. Librairie Vuibert .Paris. 1999.
- Resig.A : Algérie Brésil Corée du sud, trois expériences de développement. OPU. Alger.2006.
- Rider D : « Les gagnants et les perdants dans la mondialisation», Economica, 2007.
- Shier G et Meir O, « Les entreprises multinationales», Dunod, 2005.
- Sadi N, «la privatisation des entreprises publiques en Algérie ; objectifs, modalités et enjeux», OPU, 2006.
- Tersen D, Bricout J L : Investissement international, Edition Armand Collin, Paris 2010.

#### **II.MEMOIRES**

- ARROUCHE N : Essai d'analyse de la politique de soutien aux exportations hors hydrocarbures en Algérie : contraintes et résultats. Mémoire de Magister en Sciences Economiques, option : Économie et Finance Internationales, Université Mouloud MAMMERI de Tizi-Ouzou, 2014

## *Bibliographie*

---

- BEKIHAL Mohamed : les investissements directs étrangers en Algérie : « Essai d'évaluation empirique de son impact sur la croissance économique entre 1990 et 2010 ». Mémoire de magister en économie Option : Economie internationale. Ecole doctorale d'Economie et de Management. Université d'Oran.
- Ben Abdallah M A : Les fusions-acquisitions : Vue d'ensemble et impact sur la performance (cas ESTB). Université Tunis El Manar - Maîtrise en Finance 2009 IN : <http://www.memoireonline.com>.
- OUGUENOUNE Hind. La politique de promotion et d'attraction de l'investissement en Algérie. Economies et nuances. Université de la Sorbonne nouvelle - Paris III, 2014. Français.
- BENBAYER Habib : les investissements directs étrangers en Algérie : « Essai d'évaluation empirique de son impact sur la croissance économique entre 1990 et 2010 ». Mémoire de magister en économie. Option : Economie internationale. Université d'ORAN ,2013.
- KACI CHAOUCH T : Les facteurs d'attractivité des Investissements Directs Etrangers en Algérie : Aperçu comparatif aux pays du Maghreb. Mémoire de magister en Sciences Economiques Option : Monnaie-Finance-Banque. Université de TIZI-OUZOU, 2012.
- KHALFALLAH S : L'impact des IDE (Investissement direct étranger) sur la croissance économique dans les pays Maroc, Algérie, Tunisie entre la période 1990-2009. Mémoire de Magister en analyse économique Université Abou Beker Belkaàd de Tlemcen - 2010. In : <http://www.memoireonline.com/>.
- MOUSSOU H : Essai de comparaison de l'attractivité des IDE dans le développement du secteur privé : cas des pays du Maghreb (Algérie, Tunisie et Maroc). Mémoire de magister en Sciences économiques, option : MBF Université de Béjaia, 2007.
- Nestor William ESSO : Déterminant et impact de l'investissement direct étranger sur la croissance économique au Cameroun. Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et de Gestion de Jendouba - Maîtrise en Economie Bancaire et Financière 2009. In : [www.memoireonline.com/](http://www.memoireonline.com/).
- Oularbi S : Les exportations hors hydrocarbures en Algérie : quelles contraintes et quelles stratégies pour leur développement ? Le rôle de l'Etat dans l'accompagnement des PME exportatrices Etude comparative avec la France .Université Alger 3.
- BRAHAM N, HELLAL Z, « Essai d'analyse des déterminants d'attractivité des IDE en Algérie, cas de la wilaya de Béjaia » mémoire de master en science commerciale, option FCI, université de Béjaia, 2014.

### **III.COMMUNICATIONS ER REVUES**

- BELLATRECHE Youcef : ALGERIE : la nouvelle politique d'attraction d'investissements directs étrangers face à l'hésitation des investisseurs in: [www.enssea.net](http://www.enssea.net).
- Benderra O :ECONOMIE ALGERIENNE 1986 - 1998 : Les réseaux aux commandes de l'Etat., Extrait de La Méditerranée des réseaux, Marchands, entrepreneurs et migrants entre l'Europe et le Maghreb, sous la Direction de Jocelyne Cesari, Maisonneuve et Larose, Octobre 2002.In : <http://www.algeria-watch.org>
- Bouhou. K, « l'Algérie des réformes économique : un gout d'inachevé », politique étrangère, n°2.
- Guerid Omar, investissement direct étranger en Algérie : impacts, opportunités et entraves. Revue Recherches économiques et managériales. N°3-juin 2008.
- HAFID ILIAS, investissement direct étranger en Algérie attractivité et opportunités. Revue Maghrébine d'Economie & Management, N°02 Septembre 2015.In : [www.univ-mascara.dz](http://www.univ-mascara.dz)
- Magasine promotionnel de l'Algérie El-Djazair n°103 fév 2017, le gouvernement veut rehausser l'attractivité de l'Algérie.In : [www.eldjazaircom.dz/index](http://www.eldjazaircom.dz/index).
- Mihoub Mezouaghi et Fatiha Talahite, «les paradoxes de la souveraineté économique en Algérie», Revue confluence économique3èmetrimestre 2009.
- Obstacles à l'investissement en Algérie sont d'ordre bureaucratique. In ; [www.liberte-algerie.com](http://www.liberte-algerie.com).
- ZENASNI S : Déterminants Et Effets Des Investissements Directs Etrangers Sur La Croissance Economique En Algérie : Analyse En Données De Panel. Communication présentée lors du colloque ; Evaluation des effets des programmes d'investissement public 2001-2014 et leurs retombées sur l'emploi, l'investissement et la croissance économique.11 et 12mars 2013, université de Sétif.

### **IV.RAPPORT**

- ANDI : Agence nationale de développement de l'investissement, l'Algérie en bref. In ; [www.andi.dz/](http://www.andi.dz/).
- ANDI raison pour investir en Algérie, mesures d'encouragement à l'investissement. [/www.andi.gov.dz](http://www.andi.gov.dz).
- ANIMA, « investissement direct étranger vers MEDA en 2007, la bascule investment network n°1, mai 2008.

## Bibliographie

---

- ANIMA INVESTMENT NETWORK. Ensemble pour une méditerranée compétitive. « La carte des investissements en méditerranée». Guide sectoriel des politiques publiques pour l'investissement en méditerranée. MEDALLIANCE INVESTIR EN MEDITERRANEE.ETUDE N° 7.JANVIER 2010.
- Banque Mondiale. 2013, "Doing Business 2013: Smarter regulations for small and medium size
- Bilan des déclarations d'investissements ANDI 2016.In : <http://www.andi.dz/>
- CNUCED., « Évaluation des capacités de promotion des investissements de l'Agence nationale de développement de l'investissement », Genève ,2005.
- CNUCED. Examen de La Politique De L'investissement-Algérie- Nations Unies Conférence Des Nations Unies Sur Le Commerce Et Le Développement .New York Et Genève, 2004.
- CNUCED : Rapport sur l'investissement dans le monde 2016 .Nationalité des investisseurs : enjeux et politique.In : <http://unctad.org>
- Doing business 2017, égalité des chances pour tous. Publication de 25 octobre 2016.In : [francais.doingbusiness.org](http://francais.doingbusiness.org)
- Doing business 2016 classement des économies. In : [francais.doingbusiness.org](http://francais.doingbusiness.org)
- KPMG : Guide d'investir en Algérie : Edition 2011.In : <http://www.fce.dz>
- Le guide fiscal d'investissement en Algérie 2017 : ministère des finances direction générale des impôts, direction des relations publiques et de la communication. In : [www.mfdgi.gov.dz/](http://www.mfdgi.gov.dz/).
- Le rapport "Open Budget Survey 2015" du think-tank International Budget Partnership (IBP).In:[www.internationalbudget.org](http://www.internationalbudget.org).
- Ministère de l'industrie et des mines, principes régissant l'investissement. In <http://www.mdipi.gov.dz>
- OCDE. «Evaluer les conditions d'investissements dans les économies en transition»,1994.
- OCDE, définition de référence des investissements directs internationaux, 4<sup>ème</sup> édition, 2008, Paris.
- OCDE : L'investissement direct étranger au service du développement : Optimiser les avantages, minimiser les coûts ", Paris, 2002.
- OCDE. « Performances des filiales étrangères dans les pays de l'OCDE », paris 1994.
- The Arab Investment and Export Credit Guarantee Corporation: Statistics 2013
- Transparency international, indice de perception de la corruption 2016.In : [transparency-france.org](http://transparency-france.org)

### **V. LOIS ET ORDONNANCES**

- Article 2 et 5, loi n°86-13, modifiant et complétant la loi n°82-13 relative à la constitution et au fonctionnement de la société d'économie mixte.
- Article 23, Loi n°63-277, du 26/07/1963 portant code des investissements, Journal officiel n°53.
- Décret législatif n°93-12 du 5/10/1993 relatif à la promotion de l'investissement, P, 3,4.
- Ordonnance n° 09-01 du 22 juillet 2009 portant Loi de finances complémentaire pour 2009, JORA n°44
- Ordonnance n° 75-2 bis du 25 février 1966, JORA n°16/1966.

### **VI. Webographie**

[www.memoireonline.com/](http://www.memoireonline.com/)

[www.enssea.net](http://www.enssea.net)

[www.liberte-algerie.com](http://www.liberte-algerie.com)

[www.algeria-watch.org](http://www.algeria-watch.org)

[www.eldjazaircom.dz/index](http://www.eldjazaircom.dz/index)

[www./unctad.org](http://www.unctad.org)

[francais.doingbusiness.org](http://francais.doingbusiness.org)

<http://www.andi.dz/>

[www.ons.dz](http://www.ons.dz)



# *Annexes*

**UNIVERSITE A-MIRA DE BEJAÏA**  
**FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES, COMMERCIALES ET DES**  
**SCIENCES DE GESTION**

**Thème : «Les déterminants des investissements directs étrangers en Algérie. Enquête auprès de quelques entreprises étrangères ».**

Dans le cadre de la préparation du mémoire de Master en Sciences Commerciales, option : Finance et Commerce International, nous réalisons une enquête par questionnaire auprès des entreprises étrangères exerçantes en Algérie. Cependant, les informations recueillies seront confidentielles et ne serviront qu'à des objectifs scientifiques et pédagogiques

**Merci pour votre collaboration**

**I. Identification de l'entreprise**

- **Informations d'ordre général :**

**1- Le nom de votre entreprise :** .....

**2- La nationalité de votre entreprise (le pays d'origine) :** .....

**3- Dans quel secteur votre entreprise exerce-t-elle ? (cochez la case appropriée).**

1	Energie		6	Hôtellerie et restauration	
2	Agroalimentaire		7	Commerce de gros ou de détail	
3	Transport- logistique		8	Entreprise d'approvisionnement	
4	Finance et assurance		9	Activité immobilière	
5	Construction		10	Santé publique action sociale	

Autres : .....

**4- La forme d'IDE représentée par votre entreprise :**

- |   |   |
|---|---|
| <input type="checkbox"/> Nouvelle création (Greenfield) | <input type="checkbox"/> Cession de licence |
| <input type="checkbox"/> Succursale                     | <input type="checkbox"/> Sous-traitance     |
| <input type="checkbox"/> Joint-venture                  |   |
| <input type="checkbox"/> Filiale                        |   |
| <input type="checkbox"/> Fusion acquisition             |   |
| <input type="checkbox"/> Partenariat                    |   |

1- **La date d'implantation en Algérie (jj/mm/nn) :** .....

2- **Le lieu d'implantation de votre entreprise :** .....

Zone industrielle

Zone d'activité

Centre-ville

3- **Avez-vous d'autres localisations en Algérie ?**

Oui

Non

Si oui, quelle sont les wilayas concernées ? .....

.....

4- **Avez-vous d'autres implantations à l'étranger ?**

Oui

Non

Si oui, indiquez les pays dont vous êtes implantées : .....

.....

5- **Combien d'employés travaillent dans votre entreprise ?**

1-9

20-49

100-199

plus

10-19

50-99

200-500

6- **La composition de votre main d'œuvre :**

Main d'œuvre qualifiée

Main d'œuvre expérimentée

Main d'œuvre ouvrière

7- **Vos matières premières sont approvisionnées :**

Localement à .....%

Extérieurement à .....%

8- **La consommation de vos produits est faite :**

Sur le marché local

Sur le marché régional

Sur le marché national

Sur le marché étranger

## II. Les facteurs déterminant du choix de l'Algérie comme pays d'accueil

### 1. les facteurs macroéconomiques

#### 1.1 Quelles étaient vos motivations pour accéder au marché algérien ?

a. Disponibilité de la matière première nécessaire à votre entreprise	
b. La présence et le poids du tissu industriel en Algérie	
c. Taille du marché domestique et sa proximité aux différents marchés voisins	
d. Présence d'une clientèle assez considérable	
e. L'attractivité des politiques commerciales mises en place par les autorités	
f. Présence des fournisseurs potentiels et des sous-traitants	
j. L'implantation de vos concurrents en Algérie	

Autres : .....

.....

#### 1.2. Comment estimez-vous les caractéristiques suivantes du marché financier algérien ?

Déterminants	Faible	moyenne	Elevé
Efficiencce du système bancaire Algérien			
Disponibilité des crédits bancaires			
Accès au financement en Algérie			
Le niveau de risque de change			

Autres : .....

.....

### 2. Facteurs socioculturels :

#### 2-1 Marché du travail : Comment qualifiez-vous les caractéristiques du marché du travail algérien ?

a. Une main d'œuvre insuffisamment ou pas qualifiée en Algérie	
b. Une main d'œuvre suffisamment qualifiée pour être embauchée	
c. Main d'œuvre qualifiée et pas très couteuse	
c. Les coûts faibles de la main d'œuvre (que ce soit qualifiée ou pas)	
d. Qualification du système de formation et d'enseignement supérieur algérien	

Autres : .....

.....

**2-2. Comment estimez-vous la qualité des infrastructures du marché algérien ?**

Déterminants	Faible	moyenne	Bonne
Qualité des infrastructures portuaires			
Importance des réseaux ferroviaires Algérien			
Existence d'un trafic aérien international important			
Qualité et accessibilité aux réseaux routiers et autoroutiers			
Disponibilité et l'habilité des moyens, de télécommunication			

Autre : .....

**3-Facteurs institutionnels et culturels : Indiquez votre degré de satisfaction concernant les caractéristiques suivantes. (0 à 5)**

Déterminants	Notes
Les facilitations du pays pour faire des affaires	
La manière dont les autorités locales traitent l'investisseur étranger	
L'environnement juridique et réglementaire régissant le pays d'accueil	
Les incitations et les promotions relatives aux investissements étrangers	
La stabilité politique et la situation sécuritaire	
Le plan fiscal exercé sur les entreprises étrangères	

0 et 1 : pas du tout satisfait, 2 : plutôt non satisfait, 3 : moyennement satisfait, 4 : plutôt oui satisfait, 5 : tout à fait satisfait

Autres : .....  
.....

**4-1- Opinions des entreprises sur la notion de l'attractivité :**

**4-1 Vos relations avec l'administration algérienne : Notez de 0 à 5**

Administration	Notes
Justice	
ANDI	
CNAS	
CNAC	
Guichet unique	
Chambre de commerce	

0 et 1 : pas du tout satisfait, 2 : plutôt non satisfait, 3 : moyennement satisfait, 4 : plutôt oui satisfait, 5 : tout à fait satisfait

**4-2 Avez-vous des rapports avec les entreprises de proximité géographique ?**

- Des rapports de concurrence
- Des rapports de coopération

**4-3 Parmi ces infrastructures quelles sont les plus déterminantes à votre localisation**

- Aéroport
- Port
- Réseau ferroviaire
- Routes et autoroutes

**4-4 Selon vous, lors de vos recrutements vous vous intéressez plus :**

- Aux faibles couts salariaux de la main d'œuvre
- A la main d'œuvre hautement qualifiée
- Cout réduit et une main d'œuvre peu qualifiée

**4-5 Votre wilaya de localisation la trouviez-vous plus attractive que d'autres wilayas**

- Oui
- Non

**4-6 Avez-vous d'autres localisations dans les pays nord africains (Maroc, Tunisie, Lybie, et Egypte)**

- Oui
- Non

Si oui indiquez les : .....

.....

**4-7 Classez par ordre croissant l'attractivité de chaque pays :**

<b>Pays</b>	<b>Position</b>
Algérie	
Tunisie	
Maroc	
Lybie	
Egypte	

**4.8. Que trouviez-vous comme obstacle entravant l'attractivité de l'Algérie ?**

a. L'Algérie souffre de l'image de communication à l'étranger	
b. Les réformes du secteur bancaire et financier. Et la difficulté d'accès aux crédits et aux financements.	
c. Cout élevé de pratique des affaires en termes de cout et de délai	
d. Une taxation et imposition très lourde	
e. Difficulté d'accès au foncier industriel	
g. L'existence d'un marché informel	
h. La corruption et le manque de transparence	
i. Une législation trop lourde et défavorable à l'investissement étranger	

**4.9. Trouviez-vous que la loi 51/49 représente un obstacle face à l'entrée d'IDE ?**

Oui

Non

Si oui, expliquez-nous comment: .....

.....  
 .....

**4.10. Pouvez-vous nous donner quelques suggestions pour améliorer l'attractivité du pays :**

.....  
 .....  
 .....  
 .....  
 .....  
 .....

**4.11. Comment décriviez-vous votre expérience d'investisseur étranger en Algérie ?**

- a. Très positive
- b-positive
- c- Très négative
- d-Négative



*Liste des illustrations*

## Liste des illustrations

### Liste des tableaux

CHAPITRE	N°	Titre de tableau
CHAPITRE I	01	<i>Comparaison entre IDE et investissement de portefeuille.</i>
	02	<i>Les dix plus grandes FMN dans le monde en 2014</i>
	03	<i>La logique d'IDE, que suivent les FMN selon leurs motivations et les principaux déterminants économiques de chaque motivation.</i>
	04	<i>Stock d'IDE dans le monde, entre 1914 et 1995</i>
	05	<i>Les détenteurs de stock d'IDE par zone, en 1980 et 1990 (10<sup>9</sup> \$).</i>
	06	<i>Les taux d'IDE dans « les trois sud » 1986 – 1996 et 2001 (En millions de \$).</i>
	07	<i>Les entrées et sorties d'IDE des dix premiers pays en 2014 et 2015.</i>
	08	<i>Flux d'IED, par région, 2013-2015</i>
	09	<i>évolution des IDE en Algérie (1997-2007)</i>
	10	<i>Les flux d'IDE et le stock d'IDE en Algérie dans la période (2000-2013) en millions de dollars.</i>
CHAPITRE II	11	<i>Statistiques des projets d'investissements déclarés durant la période 2002-2015</i>
	12	<i>classement des économies selon leurs facilitations de faire des affaires.</i>
	13	<i>comparaison entre l'attractivité de l'Algérie et quelques pays voisins.</i>
	14	<i>matrice de comparaison de la performance et du potentiel</i>
	15	<i>La population démographique en Algérie.</i>
	16	<i>création d'entreprise en Algérie comparaison avec les pays voisins et ceux de l'OCDE</i>
	17	<i>L'octroi de permis de construction en Algérie comparaison avec les pays voisins et l'OCDE.</i>
	18	<i>le transfert de propriété en Algérie, comparaison avec les pas voisin et l'OCDE.</i>
	19	<i>présentation des entreprises enquêtées</i>
	20	<i>Approvisionnement de la matière première.</i>
CHAPITRE III	21	<i>Le secteur d'activité des entreprises enquêtées</i>
	22	<i>Lieux d'implantation des FMN en Algérie</i>
	23	<i>L'implantation des firmes enquêtées dans le monde</i>
	24	<i>Le nombre d'employés dans les différentes sociétés</i>
	25	<i>La composition de la main-d'œuvre algérienne</i>
	26	<i>La consommation des produits par les firmes</i>
	27	<i>Les principales formes d'IDE en Algérie</i>
	28	<i>Les motivations des entreprises pour accéder au marché Algérien.</i>
	29	<i>Les caractéristiques du marché financier Algérien.</i>
	30	<i>La qualité des infrastructures du marché Algérien.</i>
	31	<i>Le degré de satisfaction des entreprises vis-à-vis les caractéristique institutionnelles suivantes</i>
	32	<i>Des rapports avec les entreprises de proximité géographique.</i>
	33	<i>Les infrastructures les plus déterminantes à la localisation des entreprises.</i>
	34	<i>Les facteurs les plus déterminants aux recrutements des entreprises enquêtées.</i>
	35	<i>L'attractivité de la wilaya d'implantation et l'implantation dans d'autres pays voisin</i>
	36	<i>Classement par ordre croissant l'attractivité de chaque pays.</i>
	37	<i>Les obstacles entravant l'attractivité de l'Algérie.</i>
	38	<i>La loi 51/49 et son influence sur l'entrée d'IDE.</i>
	39	<i>La description de l'expérience des investisseurs étrangers en Algérie</i>

## *Liste des illustrations*

---

### Liste des figures

N°	Titre de la figure
01	<i>Flux d'IDE dans le monde 1998-2002</i>
02	<i>Entrées d'IED par région, 2013-2015</i>
03	<i>flux d'IDE, sortants en millions de \$, 2005-2016.</i>
04	<i>flux d'IDE entrant en Algérie de 1970 à 2002 en millions de \$.</i>
05	<i>carte montrant les pays selon le degré de corruption</i>
06	<i>Les principales formes d'IDE en Algérie.</i>



*Table des matières*

# Table des matières

---

## Remerciements

## Dédicaces

## La liste des abréviations IDE

## Sommaire

<b><u>Introduction Générale</u></b> .....	1
<b><u>Chapitre I : Le cadre conceptuel des IDE</u></b> .....	5
<b><u>Introduction :</u></b> .....	5
<b><u>I : Généralité sur l'IDE</u></b> .....	5
I.1.Définitions des concepts .....	6
I.1.1Définition d'IDE selon l'OCDE .....	6
I.1.2Définition d'IDE selon le FMI .....	6
I.1.3Définition d'IDE selon l'OMC .....	7
I.1.4Définition d'IDE selon la CNUCED.....	7
I.1.5Définition d'IDE selon la BM .....	7
I.1.6Définition d'IDE selon l'INSEE.....	7
I.2Les différentes formes d'IDE .....	8
I.2.1La création de filiale .....	8
I.2.2Les fusions et acquisitions .....	8
I.2.3Les joint-ventures .....	9
I.2.4Autres formes d'IDE ou les nouvelles formes d'IDE.....	9
I.2.4.1 Les licences et les franchises .....	9
I.2.4.2 La sous-traitance .....	10
I.2.4.3La succursale.....	10
I.2.4.4 Le partenariat .....	10
I.2.4.5 Les investissements de portefeuille .....	11
I. 3 Les structures d'IDE .....	11
I.3.1 La structure horizontale .....	11
I.3.2 La structure verticale .....	12
I. 4 Les FMN principal vecteur des IDE .....	12
I.4.1 Définition des FMN .....	12
<b><u>II: Evolution des IDE dans le monde</u></b> .....	14
II.1 Les principales périodes de l'évolution des IDE .....	15
II.1.1La période 1914-1980 .....	15
II.1.2 L'explosion des IDE à partir des années 1980.....	16
II.1.3 A partir de 1990 jusqu'à 2001 .....	17
II.1.4 Depuis 2001 à nos jours .....	21
<b><u>III: Les déterminants des IDE dans le monde</u></b> .....	24
III.1 Les théories explicatives des IDE .....	24
III.1.1 La théorie de cycle de vie d'un produit : Vernon 1966 .....	25
III.1.1.1 La phase de lancement .....	25

# Table des matières

---

III.1.1.2 La phase de croissance .....	25
III.1.1.3 La phase de maturité .....	25
III.1.1.4 La phase de déclin .....	25
III.1.2 La théorie de l'arbitrage financier .....	26
III.1.3 La théorie des imperfections des marchés .....	26
III.1.4 La théorie de l'approche éclectique .....	26
III.1.4.1 Avantage spécifique .....	27
III.1.4.2 Avantage de localisation .....	27
III.1.4.3 Avantage d'internationalisation .....	28
III.2 Les déterminants de l'IDE .....	28
III.2.1 Les déterminants d'ordre économique .....	28
III.2.1.1 Le taux de chômage .....	29
III.2.1.2 La taille du marché et sa croissance .....	29
III.2.1.3 L'investissement national et le degré d'ouverture .....	29
III.2.1.4 La stabilité macroéconomique .....	29
III.2.2 Les déterminants d'ordre technique, socioculturel et naturel .....	30
III.2.2.1 Le capital humain .....	30
III.2.2.2 La qualité des infrastructures de base .....	30
III.2.2.3 Accès aux ressources naturelles et aux marchés de proximité et voisins .....	30
III.2.2.4 Le niveau de développement financier .....	31
III.2.3 les déterminants d'ordre institutionnel .....	31
III.2.3.1 La stabilité politique et sociale .....	31
III.2.3.2 Les incitations fiscales .....	31
III.2.3.3 L'environnement juridique .....	31
III.2.3.4 Le climat des affaires .....	32
III.2.4 Les avantages et inconvénients des IDE sur les pays d'accueils et les pays d'origines .....	32
III.2.4.1 Avantages des IDE sur le pays d'origine .....	33
III.2.4.2 Inconvénients des IDE sur le pays d'origine .....	33
III.2.4.3 Avantages des IDE sur les pays hôtes .....	33
III.2.4.4 Inconvénients des IDE sur les pays hôtes .....	34
<b><u>Conclusion</u></b> .....	<b>34</b>
<b><u>Chapitre II : Les IDE et l'attractivité en Algérie</u></b> .....	<b>Erreur ! Signet non défini.35</b>
<b>Introduction</b> .....	<b>35</b>
<b><u>I: Evolution de l'investissement direct étranger en Algérie</u></b> .....	<b>35</b>
I.1 Evolution des IDE en Algérie et les principales réformes .....	36
I.1.1 La période d'indépendance jusqu'au début des années 90 .....	36
I.1.2 L'investissement étranger depuis la période des réformes à nos jours .....	37
I.1.2.1 Le code de 1993 (décret législatif n°93-12 du 5/10/1993) .....	38
I.1.2.2 L'ordonnance 01-03 du 20 août 2001 .....	38
I.1.2.3 L'ordonnance 03-06 du 15/07/2006 .....	39

# Table des matières

---

I.1.2.4 Le paradoxe de la loi de finance complémentaire de 2009.....	40
I.1.2.5 le guide fiscal d'investissement en Algérie 2017 .....	41
I.2 Les IDE en Algérie et leurs effets sur l'économie .....	43
I.2.1 L'effet sur le PIB de pays .....	46
I.2.2 L'effet sur la diversification de l'industrie nationale .....	46
I.2.3 Effet sur le capital humain.....	46
<b><u>II: L'attractivité et la promotion de l'investissement.....</u></b>	<b>47</b>
II.1 L'attractivité et ses principales approches .....	47
II.1.1 Définition de l'attractivité .....	47
II.1.2 Les principales approches de l'attractivité.....	48
II.1.2.1 L'approche Macro .....	48
II.1.2.2 L'approche Micro.....	48
II.1.2.3 L'approche Méso .....	49
II.2 Les mesures d'attractivité et les institutions chargées de la promotion des IDE en Algérie .....	49
II.2.1 Les mesures d'attractivité et la position de l'Algérie selon doing business .....	50
II.2.2 Les mesures d'attractivité selon la CNUCED .....	53
II.2.3 Les institutions chargées de la promotion des IDE en Algérie .....	56
II.2.3.1 Le ministre de l'industrie et de la promotion des investissements.....	56
II.2.3.2 L'agence nationale d'intermédiation et de régulation foncière .....	56
II.1.2.3 Le fond d'appui à L'investissement FAI .....	57
II.1.2.4 L'agence nationale de développement de l'investissement ANDI .....	57
II.1.2.5 Le conseil national des investissements .....	57
II.1.2.6 Le guichet unique .....	58
<b><u>III: Les atouts et obstacles des IDE en Algérie.....</u></b>	<b>59</b>
III.1 Les atouts que dispose l'Algérie en faveur des IDE .....	59
III.1.1 L'importance du marché Algérien à partir de sa proximité aux marchés potentiel et ses infrastructures.....	59
III.1.2 Main d'œuvre abondante et à bon marché.....	60
III.1.3 Un cadre législatif favorable .....	61
III.2 Les obstacles limitant l'attractivité des IDE en Algérie.....	62
III.2.1 Lourdeur de l'administration et la difficulté d'exécution des contrats .....	63
III.2.2 L'existence d'un marché informel, la corruption et le manque de transparence .....	64
III.2.3 Les insuffisances du secteur financier et foncier en Algérie .....	66
III.2.3.1 Problèmes financiers .....	66
II.2.3.2 Problèmes d'accès au foncier .....	67
II.2.3.3 L'Algérie souffre d'un déficit d'image et de communication à l'étranger. ....	69
II.2.3.4 Des mesures décourageantes pour les IDE.....	70
<b><u>Conclusion.....</u></b>	<b>70</b>
<b><u>Chapitre III : Essai d'analyse des déterminants de l'attractivité des IDE en Algérie. Enquete auprès de quelques entreprises Algérienne .....</u></b>	<b>71</b>

# Table des matières

---

<b>Introduction</b> .....	<b>71</b>
<b>I. Présentation de l'enquête de terrain</b> .....	<b>71</b>
I.1 Caractéristiques des entreprises enquêtées .....	72
I.2 Choix de l'échantillon.....	72
I.3 Méthodologie de l'enquête de terrain .....	72
I.4 Conditions de réalisation de l'enquête .....	72
I.5 Le dépouillement des données .....	73
I.6 Présentation du questionnaire .....	73
I.7 Le contenu du questionnaire .....	73
I.8 Les difficultés rencontrées .....	74
<b>II. Présentation et analyse des résultats de l'enquête auprès des entreprises</b> .....	<b>74</b>
II.1 Présentation et analyse des résultats .....	74
II.1.1 Caractéristiques et identification des entreprises .....	74
II.1.1.1 Présentation de l'échantillon .....	74
II.1.1.2 L'approvisionnement de la matière première .....	76
II.1.1.3 Identification des secteurs d'activité des différentes entreprises enquêtées .....	76
II.1.1.4 Lieux d'implantation des FMN en Algérie et les autres localisations .....	78
II.1.1.5 L'implantation des firmes enquêtées dans le monde .....	78
II.1.1.6 Le nombre d'employés dans les différentes sociétés .....	79
II.1.1.7 Le classement de la main-d'œuvre des investisseurs étrangers .....	80
II.1.1.8 L'identification des consommateurs des produits de ces firmes.....	81
II.1.1.9 Les formes d'IDE adoptées par les investisseurs étrangers pour accéder au marché Algérien .....	82
II.2 Les facteurs déterminants du choix de l'Algérie comme pays d'accueil.....	82
II.2.1 Les facteurs macro-économiques .....	83
II.2.1.1 Les principales motivations pour venir investir en Algérie.....	83
II.2.1.2 Les principales caractéristiques du marché financier en Algérie .....	84
II.2.2 Les facteurs sociotechniques .....	84
II.2.2.1 La qualification des caractéristiques du marché Algérien du travail.....	85
II.2.2.2 La qualité des infrastructures Algériennes selon les investisseurs étrangers .....	85
II.2.3 Les facteurs institutionnels et réglementaires .....	86
II.2.3.1 Le degré de satisfaction des entreprises vis-à-vis les caractéristiques institutionnelles .....	86
II.2.3.2 le jugement de l'efficacité de différents organismes.....	87
II.3 L'opinion des entreprises sur l'Attractivité du pays et les obstacles entravant sa séduction .....	87
II.3.1 Les rapports avec les entreprises de proximité géographique .....	88
II.3.2 les infrastructures les plus adoptées par votre entreprise .....	88
II.3.3 Les critères de recrutement de la main-d'œuvre Algérienne .....	89
II.3.4 L'attractivité des wilayas de localisation et l'implantation dans d'autres pays voisins .....	90

## Table des matières

---

II.3.5 Le classement par ordre croissant l'attractivité de chaque pays .....	91
II.3.6 Les obstacles rencontrés par les investisseurs lors de leur processus de décision d'implantation.....	91
II.3.7 La loi 51/49 est elle un obstacle face à l'entrée d'IDE? .....	92
II.3.8 Les solutions en vigueur pour une meilleure attractivité .....	93
II.3.9 La description de l'expérience des investisseurs étrangers en Algérie .....	94
<b><u>Conclusion</u></b> .....	94
<b><u>Conclusion Générale</u></b> .....	96

### **Bibliographie**

### **La liste des illustrations**

### **Annexes**

### **Table des matières**

### **Résumé**

## **Résumé :**

Aujourd'hui, le thème de l'attractivité des investissements directs étrangers (IDE) est primordial, pour le développement économique des pays. La politique d'attraction d'IDE, est relative à l'attractivité d'un territoire et sa capacité d'influencer les décisions des firmes, dans leurs processus de choix d'implantation.

Les compétences de l'Algérie en matière d'attractivité aux IDE, sont liées à sa position géographique, sa proximité des grands marchés, ses réserves énergétiques et son capital humain. Notamment, pour faire face à des problèmes entravant l'investissement, un ensemble de réformes introduites par le gouvernement Algérien, ainsi des textes législatifs et réglementaires promouvant l'investissement. Notre problématique est consacrée pour, connaître les principaux éléments déterminant de l'attractivité des IDE en Algérie.

Nous nous sommes basés sur une enquête par questionnaire, auprès des entreprises étrangères exerçantes en Algérie. D'après le contenu des données et résultats collectés, on a pu constater que, l'Algérie connaît toujours des contraintes limitant l'entrée d'IDE et des insuffisances dans des politiques de promotion de l'investissement.

**Mots clés: IDE, attractivité, Algérie, obstacles.**

## **Abstract:**

Today, the theme of the attractiveness of foreign direct investment (FDI) is crucial for the economic development of countries. FDI's attraction policy relates to the attractiveness of a territory and its ability to influence the decisions of firms in their choice of location.

Algeria's expertise in attracting FDI is linked to its geographical position, proximity to major markets, energy reserves and human capital. In particular, to deal with problems hindering investment, a set of reforms introduced by the Algerian government, as well as laws and regulations promoting investment. Our problem is devoted to, to know the main elements determining the attractiveness of the FDI in Algeria.

We have based ourselves on a questionnaire survey with foreign companies operating in Algeria. According to the contents of the data and results collected, it has been observed that Algeria still faces constraints limiting the entry of FDI and shortcomings in policies promoting investment.

**Keywords: FDI, attractiveness, Algeria, obstacles.**